

Horaires des prières
Fajr : 03h50 Dohr : 12h45
Asr : 16h35 Maghreb : 19h58 Isha : 21h33

Iftar : 19h57
Imsak : 03h41

MÉTÉO

Alger	: 26°	15°
Oran	: 31°	16°
Annaba	: 26°	13°
Béjaïa	: 24°	11°
Tamanrasset	: 36°	19°

www.dknews-dz.com

JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT

Président Tebboune : "faire des étudiants la locomotive du développement"

P. 24

ALGÉRIE-LIBYE

M. Djerad participe à la réunion par visioconférence du Groupe de contact sur la Libye

P. 24

PÉTROLE

Le Brent à 35 dollars

P. 7

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Confinement partiel de 13h à 7h durant les deux jours de l'Aïd el Fitr

"En application des directives du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion avec les membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19), le Premier ministre, Monsieur Abdelaziz Djerad a décidé la mise en œuvre de mesures complémentaires de prévention à observer à l'occasion de la fête de Aïd El Fitr", indique un communiqué des services du Premier ministre.

"Dans ce cadre, un confinement partiel à domicile sera applicable de 13h00 jusqu'au lendemain à 07h00 à toutes les wilayas durant les deux (02) jours de la fête de l'Aïd El Fitr", souligne le communiqué, ajoutant que "durant ces deux jours, la circulation de tous les véhicules, y compris les motocycles, sera également suspendue entre les wilayas et à l'intérieur de la wilaya".

P. 24

DKnews/APS



LOGEMENT-AADL

Nasri : "le lancement de 50.000 unités AADL, "solution idéale" pour les entreprises de réalisation impactées par le Covid-19"

P. 2

PLFC 2020

Reconduction pour 5 années supplémentaires de l'avantage fiscal en faveur des titulaires de revenus exerçant leurs activités dans le Sud

P. 6

SANTÉ

HYPOTHYROÏDIE
«Changer mon alimentation m'a permis d'arrêter le traitement»

P.p 12-13

FOOTBALL

TRANSFERT
Bennacer dans le viseur de Manchester City (média)

P. 21



PIRATAGE INFORMATIQUE

9 millions de clients EasyJet victime d'une cyberattaque

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME
Quatre bombes de confection artisanale détruites à Tébessa

P. 24

AID - CARBURANTS

Les stations-services resteront ouvertes durant les deux jours de l'Aïd (Naftal)



La Société nationale de commercialisation de produits pétroliers (Naftal) a rassuré, mardi, quant à la disponibilité des carburants au niveau de ses stations-services qui resteront ouvertes à travers tout le territoire national, durant les deux jours de l'Aïd El Fitr, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

"Durant les deux jours de l'Aïd El Fitr et à l'instar des autres jours de l'année, l'ensemble du réseau de stations-service de Naftal restera ouvert à travers tout le territoire national, à l'exception des heures de confinement décidées par les pouvoirs publics", indique le communiqué.

Durant les heures de confinement, "un service minimum sera assuré pour les besoins d'urgence et exceptionnels, notamment ceux concernant les ambulances, les véhicules des corps constitués ainsi que les besoins des citoyens disposant d'autorisation de circulation", a précisé la même source.

Naftal rassure, à cet effet, que les produits pétroliers, tous types confondus, seront largement disponibles en quantités suffisantes à travers tout son réseau de stations-service et que ses centres de stockage et de distribution ainsi que ses centres enfûteurs continueront à fonctionner, de manière continue, conformément au système d'équipes en vigueur.

ALGÉRIE - SÉISME

Séisme de magnitude 3,1 dans la wilaya de Médéa

Un tremblement de terre de magnitude 3,1 sur l'échelle de Richter a été enregistré mardi à 22h06 (heure locale) dans la wilaya de Médéa, a indiqué le centre de recherche en astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre est situé à 4 km au sud-est de Meftaha, a précisé le centre.



ELECTRICITÉ

Perturbation de l'alimentation dans l'ouest d'Alger du 26 au 28 mai

Une perturbation de l'alimentation en électricité concernera les communes de Dély Brahim et Ouled Fayet du 26 au 28 mai, a indiqué mercredi un communiqué de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG).

La direction de distribution de Bologhine, relevant de la Concession de Distribution d'Alger, informe que "dans le cadre de travaux de remplacement d'équipements électriques", la perturbation de l'alimentation en électricité concernera mardi 26 mai le quartier Haouch kaouch et mercredi 27 mai la coopérative Amrania de la commune Dely Brahim, et ce, de 9h30 à 16h.

Le 29 mai 2020, la perturbation touchera, durant la même tranche horaire, la cité 400 logements ENA dans la commune de Ouled Fayet en partie poste 1025, ajoute la même source.

Pour plus d'information, la direction de Distribution de Bologhine, met au service de sa clientèle le numéro 3303 et s'excuse pour les désagréments que pourraient occasionner ces coupures d'électricité.

LOGEMENT AADL

35.000 souscripteurs ayant payé la 1^{ère} tranche choisiront leurs sites en juin

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri a instruit, mardi à Alger, les responsables de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) à l'effet d'ouvrir le site électronique en faveur de 35.000 souscripteurs ayant payé la première tranche pour leur permettre de choisir leurs sites.

Dans le cadre de la même instruction, M. Nasri a accordé à l'agence un délai d'un mois pour ouvrir le site électronique aux souscripteurs afin de choisir les sites de leurs logements. Lors d'une réunion d'évaluation par visioconférence avec les cadres centraux et les directeurs régionaux de l'Habitat et de l'AADL, le ministre a fait savoir que son secteur avait clôturé les appels d'offre tout en ouvrant les chantiers pour la réalisation de 35.000 logements à travers le territoire national dont 25.000 à Alger.

Il a également fait état de 14.675 logements prêts à être livrés, lesquels seront distribués dès la levée du confinement y compris 5.300 à Alger (30%) dans le cadre du programme tracé pour la distribution de 18.000 logements durant le premier trimestre de 2020. Selon M. Nasri, ce programme a atteint 81% de l'objectif tracé et il ne reste que 3.500 logements (20%) dont les travaux de raccordement aux différents services seront parachévés dans les jours à venir. Ces résultats sont le fruit des efforts des directeurs de wilayas de l'AADL et des walis ayant accordé plusieurs facilités en termes de procédures.

Par ailleurs, le ministre a révélé que la remise des attestations d'affectation avait été suspendue en raison des comportements irresponsables de certains souscripteurs n'ayant pas respecté les gestes barrières et de distanciation sociale en se rendant dans les sièges de l'AADL au niveau des wilayas.

L'opération sera relancée au profit des 100.000 souscripteurs restants, si les citoyens s'engagent à respecter les mesures préventives notamment la distanciation sociale, a conclu le ministre.

L'AADL dément l'information d'un effondrement dans un bâtiment à Zemala à Tiaret

L'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) a démenti, dans un communiqué, les informations relayées sur des réseaux sociaux faisant état de l'effondrement d'un bloc de ciment à l'entrée du bâtiment n 10 de la cité 1500 logements AADL à Zemala (Tiaret).

"Des parties se sont empressées de relayer une vidéo sur les réseaux sociaux affirmant que l'accident failli faire des victimes, alors que cette information est infondée", indique le communiqué.

Et de préciser que des cadres de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et de l'AADL présents sur les lieux avaient appelé les services de la Protection civile, les services de l'Organisme nationale de contrôle technique des constructions (CTC) et l'entreprise réalisatrice pour procéder sciemment à la démolition du plafond dans le respect de toutes les mesures de sécurité pour non-conformité aux normes de qualité. L'AADL avait entamé une opération de vérification technique de toutes les entrées des bâtiments réalisés par la même entreprise au niveau national, ajoute la même source précisant que le contrôle technique sera réalisé par les services de CTC et à la charge de l'entreprise réalisatrice.

Dans ce cadre, l'AADL annonce qu'il a été mis fin aux fonctions du directeur régional, du directeur des projets et du chef de projet nonobstant les poursuites judiciaires. Dans ce sens, l'AADL qui affirme qu'elle ne fera preuve d'aucun laxisme à l'égard des entreprises réalisatrices qui ne respectent pas les normes de qualité, et qu'elle n'hésitera pas à intervenir et à prendre les sanctions adéquates.

COLLECTIVITÉS - SUSPENSION

Le président de l'APC de Béchar et trois autres élus suspendus en raison de poursuites judiciaires

Le wali de Béchar, Ahmed Mebarki, a suspendu mardi le président de l'Assemblée populaire communale (P-APC) de Béchar ainsi que trois (3) élus de la même assemblée, lesquels font l'objet de poursuites judiciaires, a-t-on appris auprès du cabinet de la wilaya.



"Suite à la constatation de poursuites judiciaires, conformément aux dispositions de l'article 43 de loi 11-10 du 22 juin 2011 relative à la commune, le wali de Béchar a suspendu le président de l'APC de Béchar (Abdallah Bouziane) et trois (3) autres élus de la même assemblée communale, et ce jusqu'à ce que la justice tranche dans leur affaire", a-t-on indiqué.

Le P-APC de Béchar et les élus suspendus sont poursuivis par la justice, en compagnie de plusieurs cadres et fonctionnaires de l'APC, dont le contrôleur financier, le trésorier de la recette communale et sept (7) autres fournisseurs dans l'affaire dite des "Cantines scolaires" et placés eux aussi sous contrôle judiciaire par le magistrat instructeur près le tribunal d'Abadla (88 km).

"Concussion, corruption et trafic d'influence, infractions commises dans le cadre de la passation de marchés publics et dilapidation de deniers publics", sont les chefs d'inculpation retenus à leur encontre, indique une source judiciaire.

C'est à la suite d'un rapport de l'enquête ouverte par la brigade économique relevant du service de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Béchar que le dossier "bien ficelé" a été confié au tribunal d'Abadla, qui a été choisi par la Cour de justice de Béchar pour trancher dans cette affaire, étant donné que les procédures exigent le changement de la compétence judiciaire du lieu dans lequel le P-APC exerçait ses activités, a-t-on fait savoir.

CONSTANTINE - CRIMINALITÉ

Démantèlement d'un réseau de falsificateurs de documents et de trafic de psychotropes



Un réseau de faussaires impliqué dans la falsification de documents administratifs (ordonnances médicales) et de trafic de psychotropes a été démantelé à Constantine, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Le service de wilaya de la sécurité publique en collaboration avec la brigade mobile de la police judiciaire Palma ont démantelé un réseau impliqué dans la falsification de documents administratifs et de cachets officiels leur permettant d'acheter et de vendre illicitement des psychotropes, a indiqué la même source qui a fait part de la saisie, dans le cadre de cette opération, de 450 comprimés psychotropes.

Le réseau est composé de trois individus âgés entre 45 et 53 ans dont un repris de justice, a souligné la même source, précisant que le démantèlement de ce réseau criminel a eu lieu au centre ville de Constantine lors du contrôle d'un véhicule à bord duquel se trouvaient deux (2) personnes qui dissimulaient 450 comprimés psychotropes. Les investigations menées par les policiers ont donné lieu à la saisie de trois ordonnances falsifiées utilisées pour acheter et vendre des médicaments psychotropes, selon la même source.

L'approfondissement de l'enquête a conduit les policiers vers un troisième individu qui leur procurait les ordonnances falsifiées, a ajouté la même source.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT

Djerad : "l'Etat déterminé à renforcer le rôle de l'université et de l'école"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a mis en avant mardi à Alger, la détermination de l'Etat à renforcer le rôle de l'école et de l'Université pour répondre aux exigences du développement et aux besoins de l'économie.

En présence du Conseiller à la Présidence de la République, Abdelhafid Allahoum et de membres du Gouvernement, M. Djerad a affirmé dans une allocution à l'Université de la Formation continue (UFC), Dely Brahimi à l'occasion du lancement de la diffusion à titre expérimental de la chaîne "El Maarifa" coïncidant avec la célébration de la journée nationale de l'étudiant, que "l'Etat est déterminé à consolider le rôle de l'école et de l'université en vue de répondre aux besoins du développement et de l'économie, en sus des autres missions académiques et de recherche".

Pour ce faire, le Premier ministre a affirmé que les deux systèmes universitaires et éducatif "doivent être au diapason du développement des programmes d'acquisition du savoir, en recourant aux nouvelles technologies (NTIC) de manière à permettre à nos universités et écoles de s'adapter à l'évolution rapide des sciences".

A ce propos, M. Djerad a souligné que la décision du Président de la République relative à la création d'une nouvelle chaîne TV, à l'occasion de la journée nationale de l'étudiant, a pour objectif "la diffusion des connaissances et l'acquisition d'une culture générale, outre la dispense de cours dans toutes les disciplines au profit des étudiants et des élèves notamment les classes d'examen".

Ouverte sur le monde, la nouvelle chaîne "El Maarifa" se veut "un espace dans lequel les connaissances et les cul-

tures universelles se consolident et les idées se cristallisent sur le cadre de vie de la société, en sus des enjeux et défis d'avenir".

Les missions de la chaîne consistent à "généraliser les connaissances, les résultats de la recherche et les options des experts, à relever le niveau d'admission aux études universitaires, à présenter un contenu pédagogique référentiel aux différentes filières, à soulever des interrogations sur les enjeux de la société", a fait savoir le Premier ministre.

En outre, la chaîne en question porte une dimension de proximité en termes de transfert des connaissances, permettant l'échange des idées entre les hommes des sciences et de culture, les chercheurs et les entrepreneurs. Le Premier ministre a tenu à rendre hommage aux efforts de tous ceux qui ont contribué au lancement "en un temps record" de la chaîne El Maarifa. Concernant la Journée nationale de l'étudiant, célébré le 19 mai de chaque année, le Premier ministre a rappelé que cette date figure parmi les haltes historiques phares de la lutte nationale pour le recouvrement de l'indépendance, de même qu'elle est "une expression de la forte participation de la jeunesse algérienne au cours des événements de la Guerre de libération nationale et son total engagement aux principes de la Glorieuse révolution du 1er Novembre 1954".

M. Djerad a mis en avant le parcours franchi par les étudiants algériens qui, en



1956, avaient abandonné les bancs de l'université et les lycées et boycotté les cours, sacrifiant ainsi leurs études et leurs ambitions pour rallier les rangs de la Révolution aux côtés des moudjahidines. Cette date, estime M. Djerad, "constitue pour les étudiants d'aujourd'hui une occasion pour s'inspirer des valeurs auxquelles leurs prédécesseurs croyaient profondément et pour lesquelles ils ont sacrifié leur vie" afin de s'acquitter de leur devoir dans la construction de l'avenir de l'Algérie, édifier l'économie nationale et encadrer l'Etat algérien, et ce en se consacrant avec dévouement à l'acquisition des connaissances et des nouvelles sciences et technologies.

Cet anniversaire constitue également une occasion pour rappeler que la connaissance constitue, "un élément essentiel et fondamental pour la promotion du savoir et le

développement économique durable", a-t-il ajouté. Partant, M. Djerad a appelé tous les étudiants à acquérir les clés du savoir et des connaissances et à maîtriser les langues étrangères pour une adhésion "sérieuse et efficace" au processus de développement global du pays, afin de le hisser aux plus hauts niveaux de développement dans tous les secteurs et domaines.

Pour réaliser cet objectif, il faut s'inspirer des étudiants algériens qui avaient répondu à l'appel de la grève, le 19 mai 1956, a poursuivi M. Djerad, appelant les étudiants aujourd'hui à mettre la science au centre de leurs intérêts, car étant la seule voie pour l'éveil de la patrie, une patrie dont tous ses enfants sont convaincus que son développement et son progrès sont étroitement liés de l'adoption et à la consécration des valeurs de la science et du travail, a insisté M. Djerad.

Le Premier ministre se recueille à la mémoire des martyrs à l'Université d'Alger 1

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a présidé, mardi, les célébrations du 64^e anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant à l'Université d'Alger 1 Ben Youcef Ben Khedda, où il s'est recueilli à la mémoire des martyrs de la Glorieuse guerre de libération nationale.

Accompagné du Conseiller à la Présidence de la République, Abdelhafid Allahoum et de membres du Gouvernement, M. Djerad a déposé une gerbe de fleurs et lu la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des martyrs, devant une stèle commémorative érigée à l'occasion de l'anniversaire de la journée de l'étudiant (19 mai 1956-19 mai 2020). Le Premier ministre a visité une exposition de photos, organisée à cette occasion, comprenant en plus des photos, des documents sur la grève déclenchée par les étudiants algériens à l'époque, ainsi que des articles de la presse coloniale et étrangère sur cet événement phare de l'histoire de la Révolution algérienne.

A cet effet, M. Djerad a insisté sur l'importance d'écrire l'histoire des étudiants algériens qui ont sacrifié leur vie pour l'Algérie, afin qu'elle constitue "une source d'inspiration pour les nouvelles générations qui doivent en tirer des enseignements et reprendre le flambeau", préconisant de "consacrer des études et des thèses de magistère et de doctorat à ce sujet", et ce en assurant une coordination dans ce domaine entre l'Université et le ministère des Moudjahidines et des ayants droit dans ce sens.

L'université d'Alger 1 (ex-Faculté centrale) a été le fief de la révolution estudiantine, lorsque des étudiants décidèrent de faire primer l'intérêt suprême du pays sur leurs diplômes universitaires, en rejoignant le maquis pour contribuer à la révolution. Quelques jours après le mouvement de grève des étudiants lancée le 19 mai 1956, plus de 150 étudiants avaient rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) à la wilaya IV historique, renforçant, ainsi, les rangs des moudjahidines par des capacités scientifiques et intellectuelles ayant contribué à réaliser un bond qualitatif dans son processus et transmis sa voix au monde entier, en se mobilisant contre la propagande colonialiste. La participation des étudiants à la révolution avait réussi à conférer une dimension politique et médiatique à la cause algérienne qui avait tant besoin de compétences organisationnelles. L'étape suivante était de remplacer les assistants et coopérateurs français, entre 1971 et 1973, à l'université d'Alger. Les premiers cadres du corps diplomatique algérien post-indépendance étaient parmi les étudiants algériens ayant boycotté les bancs de l'université pour répondre à l'appel de la grève lancé par le Front de la libération nationale (FLN) en 1956.

ENSEIGNEMENT

Djerad met en avant la volonté du Président Tebboune de développer et d'exploiter les technologies modernes au service du pays

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a mis en avant mardi à Alger l'intérêt accordé par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au développement et à l'exploitation des technologies modernes de l'information et de la communication au service du pays.

Présidant la cérémonie de lancement de la chaîne thématique "El Maarifa", la 7^{ème} chaîne publique dédiée à l'enseignement à distance, au siège de l'Agence spatiale algérienne (ASAL) à Bouchaoui (Alger-ouest), en présence du Conseiller à la Présidence de la République, Abdelhafid Allahoum, et de membres du Gouvernement, M. Djerad a indiqué que "les technologies modernes nous permettent d'améliorer la performance des moyens de communication", soulignant que "l'Algérie s'est engagée sur cette voie depuis quelques années, mais à présent il y a aussi la volonté du président de la République de développer et d'exploiter au maximum ces technologies pour les mettre au service du pays, surtout des élèves et des étudiants".

Le Premier ministre a insisté sur la nécessité de "faire parvenir l'information et le savoir à tous les Algériens où qu'ils soient sur cet immense pays-continent, et ce, à titre gracieux et sans contrepartie", estimant

que "les élèves et les étudiants n'ont pas tous les moyens matériels qui leur permettent d'utiliser ces technologies". S'adressant aux ingénieurs en charge de la supervision technique de la diffusion et de la transmission des programmes produits par cette nouvelle chaîne, le Premier ministre a mis en exergue "l'importance de l'enseignement des langues étrangères, l'anglais et le chinois en particulier". La Chine s'érige en ce 21^{ème} siècle comme "la plus grande puissance mondiale, d'où l'intérêt de maîtriser sa langue", a-t-il dit.

Il a également mis l'accent sur la nécessité d'accorder un intérêt aux langues nationales et de hisser leur niveau. M. Djerad qui a reçu des explications exhaustives sur les antennes de transmission dont dispose l'ASAL à Bouchaoui, a salué le travail accompli par les cerveaux de l'Algérie dans ce domaine, ajoutant que le pays "doit retrouver la place qui lui sied et recouvrer son rôle aux plans régional et mondial, en assurant formation de pointe à nos compétences et à notre élite scientifique".

Le Premier ministre, qui s'est enquis des maquettes des satellites de l'Agence, a indiqué que "l'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement télévisé devrait être élargie aux radios, les citoyens du sud étant

plus portés sur l'utilisation de la radio dans leur vie quotidienne. Il est, par conséquent, nécessaire de recourir à l'enseignement par radiodiffusion". A l'Université de la formation continue (UFC) de Dely Brahimi-deuxième étape de sa visite sur le terrain, où se trouve le siège de la septième chaîne d'enseignement à distance "El Maarifa", M. Djerad a réaffirmé que cette chaîne constitue "un nouveau départ du point de vue approche pédagogique, vu le développement remarquable des capacités technologiques à travers le monde", soulignant que les moyens pédagogiques classiques "n'ont pratiquement plus de place pour s'adapter aux sciences, d'où l'importance de ce genre de chaîne pour diffuser la science et le savoir aux élèves algériens et étudiants à travers tout le pays". M. Djerad a tenu à annoncer que l'UFC "deviendra la première université en matière de pédagogie virtuelle et se frayera une place prépondérante dans la transmission et la diffusion de la science et du savoir, quel que soit le lieu où se trouve l'étudiant, l'élève et même le simple citoyen qui pourra utiliser ces moyens ainsi que les prestations de l'université pour atteindre un certain niveau de savoir et de culture générale qui permettra à la société algérienne de hisser son niveau et son degré de conscience et de s'informer

de ce qui se passe à travers le monde".

Dans une déclaration à la Télévision, à l'issue de sa visite à l'université de la Formation continue (UFC), le Premier ministre a rappelé la "vision globale", contenue dans le programme du Président de la République, sur l'usage des nouvelles technologies dans tous les domaines notamment l'éducation, d'où la dernière décision portant création de plusieurs chaînes dont une dédiée à l'histoire de l'Algérie, en sus de la 7^{ème} chaîne "El Maarifa", lancée à titre expérimental. Pour le Premier ministre, "El Maarifa" permettra à plusieurs familles d'accéder à des programmes cognitifs à travers toute l'Algérie. Diffusant ses programmes via le satellite algérien Alcomsat-1, cette nouvelle chaîne mettra à la disposition des élèves une série de cours dans toutes les disciplines des trois cycles d'éducation, notamment des classes d'examen.

Il a été décidé de lancer cette nouvelle chaîne à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'étudiant, au vu de la symbolique de cette date pour l'Algérie. La décision de son lancement a été prise lors de la dernière réunion extraordinaire du Conseil des ministres, tenue par visioconférence, présidée par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

CONSTITUTION

Le MSP élabore un planning de travail pour les débats sur la mouture de la Constitution

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a fait état, mardi, d'un planning de travail pour débattre de la mouture de l'avant-projet de la Constitution, comprenant des colloques internes et des rencontres thématiques, en associant ses cadres et instances à ce processus, a indiqué le parti dans un communiqué.

Le Bureau national exécutif du MSP a approuvé, lors d'une réunion la démarche du débat de l'avant-projet de la révision constitutionnelle "conformément aux critères précédemment annoncés". Ainsi, il a été décidé "d'associer les structures et les instances du Mouvement au débat avec élaboration d'un calendrier pour les rencontres des trois instances consultatives", a précisé le communiqué.

Plus précis, le parti fait état de "la tenue de quatre réunions thématiques avec la participation d'experts sur des thèmes liés à la Constitution, l'identité nationale, les finalités de la Charéa, la Déclaration du 1er Novembre, la Constitution, la nature du système politique et l'équilibre des pouvoirs, la Constitution et les libertés, la Constitution, les situations internationale et régionale et la souveraineté nationale". Il s'agit également de "l'organisation de consultations personnalisées-experts conformément à un calen-



drier précis et des consultations avec des partis politiques et des personnalités". Rappelant ses positions antérieures au sujet de l'identité et exprimées dans les statuts, approuvés lors de tous ses congrès et confirmés par les communiqués successifs". Le MSP énumère, à ce propos, le placement du référentiel de la Déclaration du 1er Novembre parmi les matières intangibles, l'adoption

de la Charéa islamique et des finalités de la Charéa comme source de législation, la généralisation de l'utilisation de la langue arabe comme langue nationale officielle dans les établissements et dans les documents officiels, la criminalisation de l'utilisation du français comme langue véhiculaire au sein des institutions officielles et comme langue de communication dans les documents officiels.

En outre, le MSP prône "la considération dans le préambule de la Constitution, de l'arabe et tamazight comme deux langues sœurs partageant à travers les siècles une même dimension civilisationnelle. Sur le plan international, le MSP considère que les événements en Libye ont "une incidence majeure sur les intérêts de l'Algérie et sa dimension stratégique, car la présence sur la scène de ces mutations en soutien à la légitimité internationale est dans l'intérêt de l'Algérie". Il a réaffirmé par la même occasion "son soutien par tous les moyens au combat du peuple palestinien". Le parti a tenu, par ailleurs, à présenter ses félicitations aux étudiants à l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant coïncidant, le 19 mai de chaque année. Il a rappelé, dans ce sens, "le rôle avant-gardiste des étudiants" dans la glorieuse Révolution algérienne et "le rôle de cette catégorie consciente et avisée dans les luttes des peuples pour le développement de leurs pays, la liberté, la dignité et les causes justes".

LOGEMENT

Nasri : «le lancement de 50.000 unités AADL, "solution idéale" pour les entreprises de réalisation impactées par le Covid-19»

Le lancement des travaux de réalisation de plus de 50.000 unités de logement dans le cadre du programme AADL en l'année 2020 sera "la solution idéale" pour les entreprises nationales de réalisation qui pâtissent de difficultés financières induites par l'arrêt de leurs activités pendant la période de l'épidémie du Covid-19, a affirmé, mardi à Alger, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri.

Lors d'une réunion d'évaluation du programme de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), par visio-conférence, avec les cadres du ministère, les directeurs régionaux du logement et d'urbanisme et les directeurs régionaux de l'Agence, le ministre a indiqué que la réalisation de ce quota sera confiée, cette année, aux entreprises algériennes. Pour le ministre, les nouveaux projets de réalisation contribueront à sauver plusieurs entreprises de construction de la cessation d'activité. "Nous aurons ainsi contribué avec d'autres acteurs à sauver ce secteur sensible qui emploie une main d'œuvre considérable (...). Ces projets seront attribués à des entreprises nationales impactées", a-t-il affirmé.

A ce titre, 31.721 appels d'offres ont été lancés en direction des entreprises nationales de construction pour la réalisation des projets AADL après l'Aïd El Fitr en petits lots de 50, 100, 150 et 200 unités. Soulignant que "le secteur comprend les grandes craintes concernant le devenir des entreprises de réalisation, au vu de la situation sanitaire générale", le ministre a assuré que les problèmes de manque de foncier et les impacts de la situation sanitaire sur les chantiers ont été pris en considération.

Pour le foncier, le ministre a précisé qu'à l'heure actuelle, les projets en cours de réalisation sont répartis sur 4 wilayas, à savoir, Tipasa, Boumerdes, Bldja et Alger, ajoutant, toutefois, que la recherche de foncier inexploitable pour l'agriculture se poursuivait toujours, en vue de réaliser les projets de logement.

S'agissant de la distribution, M. Nasri a indiqué que "l'année 2020 verra la distribution d'un plus grand nombre de logements prêts, comparativement aux années précédentes, et ce, grâce aux efforts consentis depuis 2016".

Dans ce sens, il a appelé les cadres du secteur à fournir davantage d'efforts en vue de livrer, fin 2020, plus de 150.000 unités et à maintenir la même cadence en matière de distribution de logements, tout en veillant davantage aux mesures de prévention contre l'épidémie.

Par ailleurs, le ministre a instruit l'Agence AADL d'ouvrir le site Internet au profit de plus de 35.000 souscripteurs ayant versé la première tranche afin de procéder au choix des sites. Il a, à cet effet fixé le délai d'un mois au plus tard au directeur général de l'AADL pour effectuer cette opération.

Par ailleurs, M. Nasri a indiqué que le secteur a parachevé la procédure des appels d'offres, ouvert des ateliers et lancé des travaux de plus de 35.000 unités de logement au niveau national, dont 25.000 à Alger.

Plus de 14.600 unités prêtes à la distribution dès la levée du confinement

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a fait état, en outre, de 14.675 unités de logements prêtes à la distribution après la levée du confinement sanitaire, dont 5.300 au niveau de la Capitale (30%), dans le cadre d'un programme de distribution de 18.000 logements au cours du premier trimestre de l'année 2020.

Selon le ministre, l'objectif tracé a été atteint à 81% alors que 3.500 logements (20%) sont en voie de raccordements aux infrastructures nécessaires dans les jours à venir. Ces résultats, a-t-il estimé, sont le fruit des efforts des directeurs de wilayas d'AADL et de s'wails qui ont facilité les procédures.

Concernant l'octroi des décisions d'affectation, M. Nasri a précisé que celles-ci étaient à l'arrêt en raison des comportements irresponsables de certains souscripteurs qui n'ont pas respecté les conditions du confinement sanitaire et de la distanciation sociale. Le ministre a dit que l'opération reprendra au profit des 100.000 souscripteurs restants si les citoyens s'engagent à respecter les gestes barrières et la distanciation sociale.

Les souscripteurs qui ne respectent pas les consignes sanitaires dans chaque wilaya se verront privés des décisions d'affectation, sur la base des rapports élaborés par les directeurs régionaux de l'agence, a prévenu M.



Nasri. Par ailleurs, le directeur général de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL), Tarek Laribi, a présenté un état de la réalisation des logements AADL jusqu'au 31 mars 2020. Dans le cadre de l'objectif de réalisation de 559.964 logements, plus de 460.000 unités ont été lancées, dont 183.000 achevées et plus de 276.000 en cours, alors que 99.000 autres sont en attente de lancement, a précisé le responsable.

L'objectif de l'AADL en 2020 est de lancer 50.483 logements, dont 683 unités le premier trimestre, 19.821 unités le deuxième trimestre, plus de 20.000 unités le troisième trimestre et 9.612 unités au cours du quatrième trimestre.

Selon M. Laribi, l'AADL a été en mesure de lancer jusqu'à fin mars 10.178 logements, dépassant de loin l'objectif des 683 unités. Concernant le quota de logements devant être distribués en 2020, il est prévu la livraison de 152.353 logements répartis entre plus de 18.000 unités le premier trimestre, 28.000 unités le deuxième trimestre, 35.000 unités le troisième trimestre et près de 80.000 unités (70.879 logements) au cours du quatrième trimestre.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT Conférence du Dr Mohamed Lahcen Zeghidi au forum de la sûreté nationale

Le forum de la Sûreté nationale a organisé une conférence au siège du musée central de la Police "Colonel Lotfi" sur les enseignements à tirer de la célébration de cet anniversaire qui reflète le combat et le parcours de l'étudiant algérien durant l'occupation française et son rôle dans l'édification de l'Algérie, a indiqué mardi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Cette conférence a été coanimée par Dr Mohamed Lahcen Zeghidi, professeur d'histoire à l'Université d'Alger et le chef de la cellule Communication et presse à la DGSN, le Commissaire divisionnaire de police, Amar Laroum.

Dans son intervention, Dr Lahcen Mohamed Zeghidi, a évoqué la position des étudiants algériens dans le mouvement national, vis-à-vis de la Révolution, et leur boycott des cours, pour rallier les rangs de la guerre de libération, affirmant que "l'année 1956 "avait enregistré l'une des plus belles pages de l'histoire de l'Algérie, par la lutte des étudiants pour l'indépendance et le recouvrement de la souveraineté nationale spoliée, et leur participation efficace à l'édification d'un Etat national, en contribuant à la réalisation de tous les grands projets de l'Algérie indépendante".

Dr. Zeghidi a mis en avant la cohésion et la coordination dans le cadre de l'unité nationale qui a uni les étudiants algériens à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Cette journée se veut "tant une opportunité pour se recueillir à leur mémoire en reconnaissance de leurs sacrifices nobles au service du pays qu'une occasion pour tirer les enseignements et les leçons du sacrifice et de la lutte".

M. Zeghidi a tenu à rendre hommage aux efforts des étudiants pour avoir accompagné l'Algérie Nouvelle, préservé le serment et contribué à la lutte contre le COVID-19 à travers leurs rôles dans l'Université algérienne", indiquant que les étudiants ont fait "preuve d'une créativité qui s'est cristallisée dans l'innovation de plusieurs équipements médicaux et certaines techniques favorisant la prévention contre la pandémie, tels que les couloirs de désinfection et les respirateurs artificiels.

En outre, il s'est félicité des efforts "constants et sans relâche" de la police algérienne pour commémorer la mémoire nationale, participer à la lutte contre le coronavirus, veiller à la sécurité du citoyen et de ses biens.

Au terme de son intervention, Dr. Zeghidi a adressé un message aux jeunes et aux étudiants algériens dans lequel il a insisté sur "leurs capacités élevées à relever le défi et à innover dans le cadre de l'unité, de la fraternité et du patriotisme".

ALGER

La commune de Bab Ezzouar ouvre les inscriptions pour la création d'associations à caractère caritatif

La commune de Bab Ezzouar (Alger est) a appelé les citoyens désirant constituer des associations à caractère caritatif à se rapprocher de ses services pour entamer les procédures d'inscription administrative, et ce, dans le cadre de l'organisation des initiatives servant l'intérêt général et l'encadrement des actions bénévoles, a-t-on appris des mêmes services.

Les citoyens désirant constituer des associations communales à caractère caritatif et solidaire ou des comités de quartier sont invités à se rapprocher des services administratifs pour l'inscription ou l'entame des procédures de constitution, indiqué un avis rendu public mardi, signé par la présidente de l'Assemblée populaire communale (APC), Assia Douib. Cette démarche vise, selon la même source, à jeter des passerelles entre la commune et les citoyens, organiser toute initiative servant l'intérêt général, encadrer et d'organiser les actions bénévoles et assoier

un instrument de réflexion commune en vue d'améliorer les conditions de vie et faciliter l'organisation de différentes activités au niveau du territoire de la commune. La même source ajoute que cette opération intervient en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire portant accompagnement et facilitations de la fondation et de l'inscription, a précisé la même source. Les horaires de réception sont fixés de 9h00 à 15h00 durant le Ramadan et de 8h00 à 16h00 après le Ramadan, ajoute la



même source. A noter que la même opération a été annoncée dans plusieurs commune d'Alger, dont Bologhine, Douéra, Bab El-Oued et Ain Benian.

TIZI-OUZOU

Saisie de produits alimentaires périmés

Quelque 3 600 unités de divers produits alimentaires et autres périmés ont été saisis par la police à Tizi-Ouzou, a-t-on indiqué mardi dans un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Ces produits impropres à la consommation ont été saisis, dans un dépôt au centre-ville de Tizi-Ouzou, par les forces de police de la 6ème Sûreté urbaine, lors d'une opération de contrôle et de lutte contre la fraude, menée conjointement avec les services de la direction du commerce de la wilaya, le 18 mai courant, a-t-on ajouté. "Il s'agit, entre autres, de 1 566 unités de produits d'hygiène corporelle et de 2 052 unités de produits alimentaires et parapharmaceutiques et qui ont été détruits par les services spécialisés, alors qu'une procédure administrative a été engagée à l'encontre du propriétaire du dépôt", a-t-on indiqué.

400 masques visières ont été distribués lundi par des établissements de la formation et de l'enseignement professionnels au profit de sept agences postales de différentes localités de Tizi-Ouzou, a-t-on indiqué dans un communiqué de la direction locale de ce secteur (DFP). L'opération a ciblé les bureaux de poste des localités de Ouahias, Tizi Ghénif, Mechtras, Boghni, Maatkas, Beni-Douala et Draâ El Mizan, localités où sont confectionnées ces bavettes, à raison de 200 unités par agence postale, avec l'objectif tracé de la généraliser à l'ensemble des bureaux de poste à travers la wilaya. Le choix de cette journée est motivé, a-t-on expliqué de même source, par la forte affluence que connaissent les bureaux de poste en cette occasion coïncidant avec "le début des versements des salaires et retraites suscitant une forte affluence vers ces bureaux de poste, notamment de personnes vulnérables que sont les retraités".

En parallèle, la DFP a également lancé une campagne de sensibilisation sur les mesures préventives contre le Covid-19, notamment, le port de bavettes et son utilisation pour la protection des personnes. Elle envisage, en outre, la confection de 50 000 bavettes destinées au grand public, après s'être engagé dans leur confection au profit des structures de santé.

M'SILA

Saisi de 239 kgs de viandes blanches impropres à la consommation

Les services de la sûreté de daïra de Djebel Amsaad dans la wilaya de M'Sila ont saisi mardi environ 239 kg de viandes blanches impropres à la consommation et mises en vente dans cette collectivité locale, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

L'opération a eu lieu lors d'une tournée de contrôle effectuée par les policiers en compagnie des services spécialisés dans des boucheries, a souligné la même source, avant de faire part de la découverte dans un des commerces ciblés de 238,74 kg de viandes blanches mises en vente dans des conditions inappropriées, alors que le propriétaire ne dispose pas de factures ou d'une attestation certifiée de la marchandise.

L'expertise faite par le vétérinaire a démontré que la viande était impropre à la consommation, a souligné la même source, précisant qu'un dossier judiciaire a été élaboré à l'encontre du contrevenant et la quantité saisie détruite.

AIN TÉMOUCHENT

Des travaux de recherche à l'honneur

Les autorités de la wilaya d'Ain Témoüchent ont organisé mardi une cérémonie de reconnaissance aux recherches encadrées par le centre universitaire "Belhadj Bouchaib" dans le cadre de la contribution à la lutte contre la pandémie du coronavirus.

A l'occasion de la célébration du 64e anniversaire de la fête de l'étudiant, l'universitaire chercheur Mourad Benosmane un des membres de l'équipe de recherche ayant conçu et développé l'appareil de respiration artificielle a été honoré. Le chercheur Benosmane a déclaré que l'équipe de recherche qui a élaboré ce projet a réussi à concrétiser l'idée et sa mise en œuvre en un temps n'ayant pas dépassé un mois, qualifiant ceci de "défi" relevé par cette équipe. Cette recherche a été mise à la disposition des pouvoirs publics comme contribution de l'université algérienne dans le domaine sanitaire, surtout en cette conjoncture exceptionnelle qui nécessite la conjugaison des efforts pour faire face la pandémie du Covid-19, a-t-on souligné.

A été également à l'honneur, Dr Lahcen Laribi qui a fabriqué au niveau du laboratoire de chimie du CU "Belhadj Bouchaib", des quantités considérables de gel hydroalcoolique avec la participation d'étudiants et de bénévoles, distribués aux établissements hospitaliers et à des administrations publiques. La wali d'Ain Témoüchent Labiba Ouinez a affirmé que les autorités locales sont prêtes à apporter leur soutien au développement de la recherche scientifique au niveau du centre universitaire saluant, au passage, les efforts des universitaires dans le cadre des mesures de lutte contre la propagation du Covid-19.

APS

EL TARF

Plus de 3.500 familles démunies ciblées par des actions de solidarité

Plus de 3,500 familles nécessiteuses, résidant à travers les 24 communes de la wilaya d'El Tarf ont bénéficié de différentes aides entrant dans le cadre de la solidarité, à l'initiative de la direction locale des affaires religieuses et des wakfs, a indiqué, lundi, le directeur de ce secteur.

Un total de 1,303 familles nécessiteuses a bénéficié du fonds de la zakat, a précisé M. Kamal Guettal lors du coup d'envoi d'une opération de désinfection de la mosquée El Forquane, sise au chef-lieu de la wilaya, présidé par le wali Harfouche Benarar. Selon le même directeur, un montant global de près de 7,35 millions de dinars, collecté dans le cadre de la Zakat, a été versé aux

comptes CCP de ces bénéficiaires, conformément aux dispositions prises dans ce sens. Quelques 1,450 autres familles dans le besoin ont, elles aussi, bénéficié du couffin du mois de ramadhan depuis le début de ce mois sacré, a-t-il, également, indiqué en précisant que l'opération de solidarité avec les catégories démunies se poursuit pour cibler le maximum de familles. La même source a, dans ce contexte, rappelé que 811 autres familles les avaient disposé du couffin de ramadhan, à la veille du mois de carême. Tout en signalant une "légère baisse" du montant collecté par le fonds de la zakat en raison de la pandémie, à l'origine de la fermeture depuis le mois de

mars dernier de l'ensemble des mosquées de cette wilaya frontalière, la même source a mis l'accent sur les efforts déployés au quotidien par l'Etat en faveur des catégories démunies.

Le wali qui a rendu un vibrant hommage aux différents acteurs intervenants dans le cadre de la prévention et la lutte contre la pandémie du covid-19, a mis l'accent sur l'importante mobilisation des agents dans le cadre de l'opération de désinfection, laquelle touchera les 210 mosquées de cette wilaya. La même source a indiqué que 45 agents ainsi que 11 équipements de désinfection ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de cette action de salubrité..

ORAN

Glissement de terrain dans un bidonville à Belgaid, aucune victime

Un glissement de terrain s'est produit mardi au niveau d'un bidonville à Belgaid dans la commune de Bir El-Djir (Oran) entraînant l'effondrement de plusieurs habitations sans faire de victime.

Le glissement de terrain s'est produit vers midi et les premières habitations qui se sont effondrées sont celles érigées illicitement sur le flanc d'une falaise où s'est installé ce nouveau bidonville depuis environ trois années. Aucune victime n'est à déplorer, a indiqué le capitaine Bellala Abdelkader, chargé de la communication à la direction de la protection civile de la wilaya d'Oran.

"Dès l'alerte donnée, nous avons sécurisé le périmètre et évacué les familles dont les habitations se sont effondrées. Nous restons en alerte en cas de développement de la situation", a-t-il déclaré.

Lors d'un point de presse, le wali d'Oran, Abdelkader Djellaoui, a expliqué que le glissement de terrain "s'est produit en raison des pluies diluviennes qui sont abattues dernièrement sur la région. Mais ce n'est pas la principale raison, puisque ce sont des habitations érigées de manière illicite et sont très fragiles et, en plus, elles ont été bâties sur les flancs d'une falaise". Un dispositif sanitaire et humanitaire a été mis en place pour transférer de manière temporaire les habitants de ce bidonville à l'auberge de jeunes du quartier



de Belgaid, a-t-il fait savoir. Le wali a également indiqué "qu'une cellule de crise a été créée dès que l'incident s'est produit et nous avons effectué une sortie avec la protection civile pour constater la situation et parer au plus pressé, à savoir la prise en charge des familles à risques", assurant que "les familles du bidonville seront prises en charge temporairement, en attendant l'achèvement d'une étude détaillée sur la situation, au même titre que les autres quartiers d'Oran, dans le cadre du programme de la wilaya." Abdelkader Djellaoui a déclaré que "ces familles ne seront pas relogées dans l'immédiat car, aujourd'hui, nous prenons en charge les familles dont les habitations se sont effondrées, puis le site sera intégré dans le plan de la wilaya concernant la lutte contre l'habitat précaire".

APS

PLFC 2020

Reconduction pour 5 années supplémentaires de l'avantage fiscal en faveur des titulaires de revenus exerçant leurs activités dans le Sud

Le projet de loi de finances complémentaire 2020 (PLFC) propose la reconduction pour une période de cinq (05) années supplémentaires, l'avantage fiscal accordé aux titulaires de revenus exerçant leurs activités dans les régions du grand sud algérien.

"Les revenus provenant des activités exercées par des personnes physiques ou des sociétés dans les wilayas d'Ilizi, Tindouf, Adrar et Tamenrasset, ainsi que les wilayas déléguées de Timimimoun, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, in Guezzam et Djanet, qui y sont fiscalement domiciliées et établies de façon permanente, bénéficient d'une réduction de 50% du montant de l'impôt sur le revenu global (IRG) ou de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) pour une période transitoire de cinq (5) années à compter du 1er janvier 2020", stipule l'article 32 du projet de loi, approuvé, il y a une semaine, par le Conseil des ministres et qui sera présenté prochainement aux deux chambres du Parlement.

A souligner que l'avantage fiscal en faveur des travailleurs du Sud et des titulaires des professions libérales était entré en vigueur le 1er janvier 2015 en vertu de la loi de finance 2015 pour une période de cinq années.

Cependant, cette période n'avait pas été reconduite dans la loi de Finances 2020.

Transfert de la propriété des locaux "ANSEJ" du patrimoine privé de l'Etat vers le patrimoine privé des communes

Dans le cadre du projet de loi, le Gouvernement a décidé le transfert de la propriété des locaux réalisés, à titre gracieux, dans le cadre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) vers le patrimoine privé des communes en vue de leur exploitation et la garantie de leur attractivité économique.

L'article 41 du PLFC, qui modifie les dispositions de l'article 9 de la loi de finances 2005, modifiée et complétée, stipule que "la propriété des locaux réalisés dans le cadre du dispositif «emploi de jeunes» est transférée, à titre gracieux, du patrimoine privé de l'Etat vers le patrimoine privé des communes". Dans l'exposé des motifs, le Gouvernement a précisé que l'objectif étant de "permettre une meilleure gestion de ces locaux dans le cadre de la politique de valorisation du patrimoine des collectivités locales, et afin d'engager des travaux de leur réhabilitation et aménagement sur budgets propres ou sur la Caisse de Garantie et de solidarité des Collectivités Locales". L'a proposition vise à "orienter les communes vers les modes de gestion édictés par le code de la commune et le décret exécutif n 18-199 du 2 août 2018 relatifs à la délégation de service public pour l'exploitation de ces locaux et assurer leur attractivité économique".

Mesures exceptionnelles pour lutter contre la Covid-19

Pour faire face à la pandémie de Covid-19 qui touche l'Algérie et le reste du monde, le projet de loi prévoit une série de mesures en faveur des entreprises.

Parmi celles-ci figure l'encouragement des opérateurs économiques à intensifier les initiatives de solidarité pour la lutte contre le Coronavirus en leur octroyant un avantage fiscal pour l'exercice en cours.

Autre mesure exceptionnelle pour l'exercice 2020, la prolongation des délais de déclarations fiscales et douanières et de paiement des impôts et taxes y afférentes.

Dans le même cadre, le projet de loi propose "un circuit vert dédié aux produits pharmaceutiques, dispositifs médicaux, équipements de détection, accessoires et pièces de rechange de ces équipements utilisés dans la lutte contre la propagation du COVID-19 et à la prise en charge médicale des patients atteints".

Par ailleurs, et pour aider le secteur du bâtiment et de travaux publics et hydrauliques (BTTPH), qui connaît d'énormes difficultés en raison de la situation économique du pays, le projet de loi propose "d'annuler la suppression de la réduction de 25% en matière de taxe sur l'activité professionnelle (TAP), introduite par la loi de finances pour 2020".

FISCALITÉ - RECOUVREMENT

Professions libérales : le système forfaitaire adapté pour un meilleur recouvrement fiscal

Le nouveau système forfaitaire concernant les professions libérales non commerciales permettra de hisser le recouvrement fiscal, notamment grâce à une évaluation plus précise du train de vie des contribuables concernés, a indiqué mardi à Alger la directrice générale des Impôts, Amel Abdellatif.

Lors d'une séance de présentation des dispositions fiscales du projet de loi de Finances complémentaire 2020 (PLFC) à la commission de des Finances de l'APN, présidée par Tarek Tridi, président de la commission, Mme Abdellatif a fait savoir que la réintroduction des professions libérales dans le système forfaitaire (IFU) aux dépens du système de déclaration contrôlée pour les professions libérales permettra de réaliser un meilleur recouvrement fiscal. La directrice générale a en effet argué face aux interrogations des membres de la commission que le retour à l'IFU comprend désormais "un package d'informations fiscales" permettant de cerner sur plusieurs côtés les contribuables de la catégorie des professions libérales.

Ces informations sont permises par l'introduction de l'impôt sur la fortune (ISF) ainsi qu'à partir des éléments sur le train de vie des contribuables, entre autres.

"L'idée est de mettre les moyens nécessaires à travers la numérisation et le recoupelement d'informations fiscales auprès de plusieurs institutions", a-t-elle expliqué. Selon



la première responsable de la DGI, le nouveau dispositif fiscal diffère de l'ancien IFU.

Ceci notamment grâce à l'instauration de la déclaration définitive en fin d'année si le contribuable réalise un chiffre d'affaire supérieur aux prévisions.

En effet, les contribuables activant au sien de professions libérales non commerciales effectuent une déclaration prévisionnelle en juin. En janvier, ils effectuent une déclaration définitive pour compléter la déclaration prévisionnelle. Pour leur part, les membres de la commission des

Finances de l'APN ont plaidé pour la mise en place de barèmes d'honoraires pour ces professions comme c'est le cas pour les notaires.

Relevant, la difficulté de contrôler les revenus de ces professions, notamment du fait de cas de paiement en espèces, des membres de la commission ont plaidé pour l'accélération du processus de numérisation.

Par ailleurs, les membres de la commission ont demandé des éclaircissements quant à l'exonération de l'impôt sur le revenu global (IRG), les salaires inférieurs

ou égaux à 30.000 DA. Mme Abdellatif a fait savoir que cela coûtera au Trésor public 82 milliards de DA entre juin et décembre 2020 pour un avantage fiscal qui concernera près de 5 millions de citoyens, salariés et retraités concernés par cette mesure. En outre, la directrice générale des impôts a été interrogée sur les ressources que l'Etat compte obtenir pour compenser l'octroi de l'exonération fiscale de l'IRG pour les bas salaires.

Mme Abdellatif a indiqué que l'Etat a pris plusieurs mesures dont la réduction de 50% de son budget de fonctionnement mais également l'augmentation de l'assiette fiscale notamment via la numérisation. Elle a estimé que l'augmentation des prix des carburants et de l'impôt sur les transactions sur les véhicules neufs n'impacteront pas les bas salaires ne possédant pas généralement de véhicules.

Elle a également souligné que les salaires compris entre 30.000 et 40.000 DA bénéficient également d'un abattement fiscal afin de maintenir le principe de progressivité de l'IRG, précisant que l'échelle fiscale reste inchangée.

LIMITATION DES IMPORTATIONS

Finalisation prochaine d'un nouveau texte d'application du DAPS (Bekkai)

Un nouveau texte relatif à l'application du Droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS) est en voie de finalisation, permettant de protéger la production nationale et réduire les importations, a indiqué mardi à Alger, le ministre délégué au Commerce extérieur, Aïssa Bekkai. "Plusieurs mesures ont été arrêtées par le ministère du Commerce pour réduire la facture d'importation, la première qu'on va appliquer à trait au Droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS) qui a un taux variant entre 30 et 200%", a précisé M. Bekkai lors de son passage sur les ondes de la Radio nationale. Concernant la liste des produits concernés par ce droit et les taux de son application, M. Bekkai a fait état d'un texte élaboré par les services du ministère du Commerce.

"Nous sommes en train de finaliser le texte relatif à cet instrument (DAPS) de défense commerciale et ça ne va pas tarder", a-t-il fait savoir.

"Pour fixer le taux d'application de droit de sauvegarde, le ministère du Commerce a instauré une tradition portant sur la structuration et la concertation avec les filières et c'est en fonction des données avancées par ces filières que le taux d'application de DAPS sera fixé", a-t-il expliqué.

"Cette fixation va nous permettre de protéger la production nationale, substituer aux importations et équilibrer un peu notre balance commerciale", a-t-il avancé. Pour rappel, la liste des marchandises importées soumises au DAPS avait été modifiée par arrêté ministériel publié en avril 2019, excluant une centaine de produits de cette taxe.

La liste modifiée à l'époque comporte 992 produits soumis au DAPS à des taux variant entre 30% et 120%, alors que la précédente liste comportait 1.095 produits soumis à des taux entre 30% et 200%. D'autre part, le ministère du

Commerce mise sur l'organisation de l'activité d'importation pour professionnaliser d'avantage l'importateur, selon M. Bekkai.

"Diminuer ce que nous importons de plus et importer en fonction des besoins nationaux (réelles) est la seconde mesure qu'on va appliquer", a souligné le même responsable. Il a, dans ce cadre, donné l'exemple de la farine qui est un produit subventionné par l'Etat en soulignant que "selon une enquête menée par les services du ministère du Commerce, il existe 17.000 boulangeries inscrites au registre du Commerce, tandis que sur le terrain, il n'y a que 7.000 uniquement qui activent et qui utilisent 2,8 millions de tonnes de blé tendre importé, alors qu'on importe chaque année plus de 5 millions de tonnes".

Organiser l'activité d'importation par un nouveau cahier des charges

En outre, il a avancé qu'un nouveau cahier des charges organisant et régulant les activités d'importation était en cours d'élaboration.

"On a discuté récemment de l'organisation et de la régulation de l'activité de l'importation et ce travail entre dans le cadre de programme du gouvernement", a dit M. Bekkai.

"Ce programme arrêté fait suite au diagnostic qu'on a fait sur la situation de la balance commerciale qui montre la vulnérabilité de l'économie nationale et une double dépendance, celle de l'approvisionnement du marché intérieur vis à vis des marchés extérieurs, ainsi que par rapport à la manne pétrolière", ajoute le même responsable.

Afin de réparer ces dysfonctionnements, a-t-il poursuivi, il sera question d'introduire "la spécialisation" dans l'activité d'importation en élaborant un cahier des charges définissant les obligations et les devoirs des importateurs et

des exportateurs. Cette spécialisation vise pas à limiter ou à leur interdire l'importation ou l'exportation de produits relevant de leur champ de compétence, mais il s'agit d'exercer "dans le respect des règles de transparence, de concurrence et de qualité", note M. Bekkai.

"Le projet de cahier des charges va nous permettre d'avoir une banque de données sur toute opération d'importation", a-t-il ajouté.

Abordant le sujet relatif à la surfacturation, il a fait savoir qu'un groupe de travail chapoté par son ministère était en train de proposer "des mesures qui concernent les moyens d'investigation et la criminalisation de cet acte".

S'agissant des "défaillances" constatées dans les textes législatifs et réglementaires organisant le commerce extérieur, le ministre signale que ces textes vont être revus en profondeur, et être, parallèlement, suivis par un travail portant sur les moyens d'investigation et d'aggravation des sanctions pour les faits constatés.

Par ailleurs, le ministre délégué est revenu sur un autre chantier ouvert aussi au niveau de département ministériel du Commerce, à savoir, l'évaluation des accords internationaux. Il s'agit des accords d'association conclus par l'Algérie avec l'Union Européenne, les pays Arabes et l'accord préférentiel avec la Tunisie, ainsi que celui de la Zone de libre échange continentale africaine (Zlecaf). Selon ce responsable, il est question d'évaluer "des points forts et des points faibles", aux fins de les harmoniser "avec nos intérêts et notre économie". Il constate, à ce propos, que la baisse des droits de douane de la part de l'Algérie ont, en effet, eu des répercussions négatives sur son budget et sa balance commerciale, résultant, explique-t-il, de la faiblesse de l'investissement "et de celle de notre production nationale".

PÉTROLE

Le Brent à 35 dollars

Les prix du pétrole étaient en légère hausse mercredi au lendemain d'une séance où ils avaient terminé en ordre dispersé et avant la publication attendue par le marché des stocks de brut aux États-Unis.

Mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 35,03 dollars à Londres, en progression de 1,10% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour juillet, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, grappillait de son côté 0,28%, à 32,05 dollars.

"Le contrat WTI de juin a réussi à éviter une redite des prix négatifs", ont constaté Warren Patterson et Wenyu Yao, analystes.

Le marché n'a pas reproduit mardi l'épisode quasi traumatique qui s'est noué en avril, quand le prix du baril de WTI pour livraison en mai était passé en dessous de zéro à la veille de son jour d'expiration.

"Il est clair que le senti-



ment a beaucoup changé au cours du dernier mois sur le marché", ont ajouté les analystes dans une note. La demande en énergie s'est en effet un peu redressée depuis avec l'assouplissement des mesures de restrictions de

déplacement et de confinement aussi bien en Asie, en Europe, que dans certains États américains, tandis que la production a reculé.

Cependant, "les inquiétudes sur les retombées économiques durables de la pandémie de coronavi-

rus subsistent malgré les signes d'amélioration de la demande et les réductions de production des principaux producteurs de pétrole", a estimé de son côté Avtar Sandu, un autre analyste.

Les investisseurs ont également les yeux tournés mercredi vers le rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les stocks de brut dans le pays.

Les spécialistes interrogés par l'agence Bloomberg tablent sur une hausse de 2,45 millions de barils pour la semaine achevée le 15 mai.

Le stockage du brut, proche de ses limites partout dans le monde, est source d'inquiétude pour les investisseurs car il peut contraindre certaines productions locales à l'arrêt.

VIETNAM - UE

L'EVFTA sera ratifié le 20 mai par l'Assemblée nationale

Le ministère vietnamien de l'Industrie et du Commerce a annoncé lundi que l'accord de libre-échange Vietnam-UE (EVFTA) sera ratifié le 20 mai par l'Assemblée nationale vietnamienne (AN), lors du 1er jour de sa prochaine session législative.

Le ministère a indiqué avoir travaillé en étroite collaboration avec les organes compétents, notamment le Cabinet du gouvernement et le Cabinet du président, pour finaliser les documents juridiques et apporter les modifications nécessaires après l'officialisation du départ de la Grande-Bretagne de l'UE.

La ratification de l'accord a également reçu le feu de la Commission permanente de l'AN en préparation de la session plénière de la législature qui doit s'ouvrir le 20 mai.

L'EVFTA a été ratifié par le Parlement européen en février 2020 avant d'être approuvé par le Conseil européen un mois plus tard, achevant la procédure juridique finale au sein du bloc.

L'accord prévoit l'élimination de 99% des droits de douane entre les deux parties.

Environ 65% des droits sur les exportations de l'UE vers le Vietnam disparaîtront dès l'entrée en vigueur de l'accord, tandis que le reste sera progressivement supprimé sur une période pouvant aller jusqu'à 10 ans.

En ce qui concerne les exportations vietnamiennes vers l'UE, 71% des droits disparaîtront à l'entrée en vigueur de l'accord, le reste étant supprimé sur une période pouvant aller jusqu'à 7 ans.

L'EVFTA réduira également bon nombre des barrières non tarifaires existantes au commerce avec le Vietnam et ouvrira les services vietnamiens et les marchés publics aux entreprises de l'UE.

Selon le ministère de l'Industrie et du Commerce, la ratification de l'EVFTA ouvrira de nombreuses opportunités pour les produits vietnamiens pour accéder au marché de l'UE, notamment le textile, les chaussures, l'électronique, les fruits de mer et le bois.

La valeur des exportations du Vietnam augmenterait d'environ 20% cette année, 42,7% d'ici 2025 et 44% d'ici 2030.

Les importations en provenance de l'UE devraient augmenter de 15% cette année, de 33% en 2025 et de 36,7% en 2030, selon les estimations du gouvernement vietnamien.

ALLEMAGNE-COVID-19
L'Allemagne entre officiellement en récession

L'Allemagne a subi un recul de 2,2% de son produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre, en raison du coronavirus, entrant officiellement en récession, a annoncé vendredi l'office fédéral des statistiques Destatis.

L'économie allemande connaît son "pire résultat depuis la crise économique" de 2008/2009, et "son deuxième plus mauvais depuis la Réunification" en 1990, indique l'institut, alors même que les mesures de restrictions visant à endiguer la pandémie, au prix d'un fort impact sur l'activité, ont débuté mi-mars, en fin de trimestre. "Ce n'est qu'un début", a résumé l'économiste Carsten Brzeski, de la banque ING, puisque la pandémie devrait affecter bien plus violemment le deuxième trimestre.

L'économie allemande entre d'ores et déjà en récession technique, soit deux trimestres consécutifs de contraction du PIB: Destatis, qui avait initialement estimé que sa production avait stagné au dernier trimestre 2019, estime désormais qu'elle a reculé de 0,1%.

"Les conséquences de la pandémie pour ce trimestre sont extrêmement graves", a commenté Albert Braakman, de Destatis, lors d'une conférence de presse en ligne.

Sur un an, le PIB recule de 2,3% en données corrigées des variations saisonnières, soit la plus forte baisse depuis le deuxième trimestre 2009, au plus fort de la crise financière.

Pour le deuxième trimestre, entre avril et fin juin, les principaux instituts économiques du pays prévoient une chute de 10% du PIB sur un an, du jamais vu depuis 50 ans. Pour l'ensemble de l'année 2020, le gouvernement allemand s'attend à une récession de 6,3%, la plus forte depuis le début des statistiques en 1970.

Comme l'ensemble des pays européens, l'économie allemande a subi un choc multifforme, puisque le confinement décrété face à la crise sanitaire a paralysé la production de nombreux secteurs, fortement ralenti les échanges et bridé la consommation.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES MONDIALES

Un total de 155 entreprises internationales exhortent les dirigeants du monde à s'engager pour une reprise post-COVID-19 durable

Un total de 155 entreprises internationales avec une capitalisation boursière combinée de plus de 2.400 milliards de dollars ont exhorté les gouvernements du monde entier à aligner leurs efforts d'aide économique et de relance post-COVID-19 sur les dernières sciences du climat.

Selon un communiqué de presse conjoint de l'initiative "Science Based Targets", du Pacte mondial des Nations Unies et de la coalition "We Mean Business", publié mardi, les entreprises ont signé une déclaration demandant des politiques qui renforceront la résilience face aux chocs futurs en soutenant les efforts visant à maintenir la hausse des températures mondiales à moins de 1,5 degré Celsius par rapport aux niveaux pré-

industriels, en ligne avec l'objectif d'émissions nettes zéro bien avant 2050.

Cette déclaration est intervenue alors que les gouvernements du monde entier préparent des plans de relance de plusieurs centaines de milliards de dollars pour aider les économies à se remettre des effets de la pandémie de coronavirus, et qu'ils s'apprentent à so umettre des plans climatiques nationaux améliorés dans le cadre de l'Accord de Paris.

"Sauver des vies et les moyens de subsistance, et construire un avenir prospère, inclusif et durable, sont au coeur de nos efforts pour nous remettre du COVID-19", a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans le communiqué de

presse. "Nous pouvons vaincre le virus, lutter contre le changement climatique et créer de nouveaux emplois grâce à des actions qui nous font passer de l'économie grise à l'économie verte.

De nombreuses entreprises nous montrent qu'il est en effet possible et rentable d'adopter des plans durables de réduction des émissions, même dans une période difficile comme celle-ci.

Je salue chaleureusement les actions ambitieuses fondées sur la science que nous voyons de la part de grandes entreprises qui démontrent aux décideurs politiques que la croissance verte reste la meilleure stratégie de croissance", a souligné le chef de l'ONU.

ALLEMAGNE - DIESELGATE

2 patrons de Volkswagen évitent un procès avec un accord à 9 millions d'euros

La justice allemande a mis fin, contre un paiement de 9 millions d'euros, à une procédure pour manipulation des marchés financiers lié au "dieselgate", qui visait le directeur de Volkswagen, Herbert Diess, et le président du conseil de surveillance, Hans Dieter Pötsch, a annoncé mardi le constructeur allemand.

"Le conseil de surveillance salue la fin de la procédure" du parquet de Brunswick (Nord) visant les deux plus hauts dirigeants du groupe Volkswagen, qui étaient depuis septembre 2019 dans l'antichambre d'un procès dans le cadre du scandale des moteurs diesels truqués, a indiqué un porte-parole.

Le groupe a accepté de prendre en charge la paiement car il n'a pas identifié de "manquements aux devoirs envers l'entreprise"

de la part de M. Diess ou M. Pötsch, qui étaient accusés d'avoir informé trop tard les investisseurs de la fraude sur les voitures diesel.

"Les conseillers juridiques et les représentants de l'entreprise sont de l'avis que les accusations contre M. Pötsch et M. Diess sont sans fondement", précise le groupe. "Il est dans l'intérêt du groupe de mettre fin à ces procédures", a ajouté le porte-parole. Fin septembre dernier, le parquet avait renvoyé les deux dirigeants pour "manipulation de cours boursier", aux côtés de l'ancien patron Martin Winterkorn, déjà renvoyé pour "fraude aggravée".

L'accord ne couvre pas l'ex-PDG. M. Pötsch reste visé par une enquête du parquet de Stuttgart pour manipulation des marchés.

L'ancien patron de la marque Audi, Rupert

Stadler, attend aussi un procès. Le scandale a éclaté en septembre 2015, quand, après des accusations de l'agence environnementale américaine (EPA), Volkswagen a reconnu avoir truqué 11 millions de véhicules avec un logiciel capable de les faire apparaître moins polluants lors de tests en laboratoire que sur les routes. Le cours de Bourse avait alors plongé en quelques jours.

Herbert Diess, actuel PDG du groupe, était alors directeur de la marque VW.

M. Pötsch était directeur financier du groupe sous M. Winterkorn.

Le "dieselgate" a déjà coûté plus de 30 milliards d'euros au constructeur allemand, qui tente depuis de redorer son image en misant sur la voiture électrique. L'essentiel de cette somme -- frais juridiques, amendes et

TAMANRASSET-RAMADHAN Le cérémonial du thé, une tradition ramadhane- sécularisée

Les soirées et rencontres conviviales ramadhaneuses, connues à Tamanrasset sous l'appellation de "Gaâda", figurent parmi les traditions préservées et revivifiées par la population locale durant le Ramadhan, marqué cette année par la pandémie de Covid-19.

Très attachée à ses us et coutumes, tout en égayant les soirées de ce mois sacré, la population locale s'emploie, confinement obligé, à renouer avec les regroupements au sein de la famille, en quête de moments agréables, pour animer les soirées, au moins à travers des échanges de conversations sur tout et rien. L'avènement du Ramadhan est ainsi marqué par des coutumes qui refont surface en cette période, à l'instar de la réunion familiale autour du service de Thé, appelée localement "Tablet El-Tey" (table de thé), une occasion pour regrouper les membres de la famille autour d'un braséro. D'habitude, les soirées de ramadhan étaient passées dehors avec les amis et voisins, souvent dans les cours attenantes aux foyers ou sur les terrasses.

Pour Lahcene Karbadou, du quartier Tahaggart, un des amateurs de ce rituel, la préparation de cette réunion conviviale est amorcée avant l'Iftar par la préparation des ustensiles et ingrédients nécessaires au rituel du thé, indispensable, estime-t-il, pour "réveiller les jeûneurs". Un braséro, du charbon ou des morceaux de bois, des ustensiles de fortune, souvent déjà défigurés par le feu des brasiers, et les ingrédients (thé, sucre et menthe) suffisent pour rassembler les membres de la famille, astreints au rituel de trois verres de thé, dont les deuxième et troisième sont relevés par l'agréable saveur de la menthe verte. Ces réunions sont également agrémentées de contes et d'histoires, pratiquement narrées aux enfants par des personnes âgées, à la mémoire encore vive, pour puiser dans la longue et ancienne histoire de la région et la bravoure des aïeux, et perpétuer ainsi le lien générationnel. Pour cela, Brahim Safi, habitant de Tamanrasset, a loué les avantages du confinement qui, a-t-il dit, contraint à rester à la maison et à raffermir les liens entre membres de la famille et à mieux se connaître. A Tamanrasset, le thé est parfois servi trois fois dans la même soirée : après le repas d'Iftar, après celui de la soirée, et, pour certains, avec le repas du Shour. La revivification des us et la nostalgie de certaines pratiques séculaires créées dans la société locale font également l'essentiel des Gaâda (rencontres conviviales) entre membres de la famille qui valorisent la portée de ces réunions en tant que moyen de consolidation des liens sociaux.

BLIDA

La livraison à domicile bat tous les records de succès auprès des citoyens

Le service de livraison à domicile, proposé par de nombreux commerçants et grandes surfaces commerciales de la wilaya de Blida, à la veille de la fête de l'Aïd el Fitr, coïncidant cette année avec l'application de mesures de confinement sanitaire, visant à endiguer la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), a rencontré un franc succès auprès des citoyens, qui y voient une alternative pour faire des achats sans avoir à se déplacer.

En effet ce service consistant à faire parvenir le produit au citoyen jusqu'à son domicile, après un abonnement sur une page facebook, où sa commande est enregistrée, fait désormais office de meilleure alternative possible pour l'acquisition de produits, suite à la fermeture des commerces de vêtements, gâteaux traditionnels et d'équipements électroménagers, et autres, décidée par les autorités publiques, pour endiguer cette pandémie.

Outre la possibilité offerte aux citoyens de faire leurs achats, via Internet (Viber, Messenger ou autre), cette méthode adoptée par les commerçants aux fins de contourner la mesure de confine-

ment, à l'origine de pertes financières considérables pour eux, garanti également, le paiement direct du produit, une fois réceptionné, confortant ainsi le facteur confiance entre les deux parties (commerçant-client).

Sachant que la livraison à domicile est un service assuré à longueur d'année par de nombreux commerces d'habillement, de produits électroménagers, ustensiles de cuisine et autres, mais son adoption, en cette conjoncture sanitaire particulière, est devenue vitale pour ces commerçants, qui y trouvent une opportunité pour promouvoir et vendre leurs produits, qui ne trouvaient plus preneur en raison du confinement sanitaire imposé aux citoyens.

Les réseaux sociaux, un moyen de publicité

En ces jours de confinement sanitaire, les réseaux sociaux, facebook notamment, foisonnent de nouvelles pages publicitaires créées par des commerçants et surfaces commerciales pour faire la promotion de différents produits, avec des offres promotionnelles "alléchantes" (livraison gratuite, deux produits achetés, le

jume offert), sensées attirer le plus possible de clients.

Ne laissant rien au hasard, ces commerçants des temps modernes n'hésitent pas à prendre des photos avantageuses de leurs produits, chaussures, vêtements (enfants, femmes et hommes), gâteaux et confiseries en tous genres, pour les proposer à la vente, à l'occasion de l'Aïd el Fitr, une fête religieuse que tout citoyen aspire à célébrer, comme il se doit, en dépit de la situation sanitaire exceptionnelle traversée par la pays.

Parmi eux, Hamza, propriétaire d'un magasin de vente de vêtements pour femmes au centre ville, qui à sa propre page facebook. Il a assuré avoir été contraint de recourir au service de livraison à domicile, "en vue de pouvoir restituer mes gains, suite à la décision de fermeture des commerces, car j'ai dépensé des sommes considérables en marchandises, en perspective de l'Aïd", a-t-il soutenu. Expliquant sa façon de procéder, il a signalé qu'il prend d'abord des photos, voire même des vidéos, de ses produits, en donnant toutes les informations relatives au prix, les tailles disponibles, l'origine de la

marchandise, et autres, avant de tout mettre en ligne. Sachant qu'il assure la livraison à domicile, à titre gratuit, à l'intérieur de la wilaya. Une mère de deux enfants, Mme. Meriem, qui a acquis les vêtements de l'Aïd de ses enfants, grâce à ce service, s'est dite "très satisfaite" de la livraison qu'elle a reçue. "Le produit était totalement conforme à la demande", a-t-elle assuré. Sa concitoyenne, Selma, qui a acquis un équipement électroménager, toujours via la livraison à domicile, s'est quant à elle plainte du "prix élevé du produit, qui a pris la tangente", selon son expression.

Le service de livraison à domicile a, également, constitué une véritable bouée de sauvetage pour les magasins de gâteaux de l'Aïd, qui, sans cela, se seraient trouvés en chômage technique.

Réguler le service de livraison à domicile pour résorber le chômage

"Le service de livraison à domicile peut contribuer, dans une grande mesure, à la résorption du chômage des jeunes, à la condition de l'organiser et de le réguler, de façon à garantir la confiance entre le consommateur

TIZI-OUZOU - COVID-19

L'action solidaire de la femme conforte l'importance de son rôle en société

La participation de la femme dans la bataille contre la propagation de la pandémie de coronavirus à travers, notamment, son implication dans des actions de solidarité, comme c'est le cas à Tizi-Ouzou, illustre l'importance de son rôle dans le processus de la construction d'une société nouvelle.

A son engagement aux avant-postes dans le secteur médical où elle constitue le gros du personnel soignant, la femme est aussi présente sur tous les fronts et tous les chantiers.

Elle est avocate, femme au foyer, étudiante ou simple ouvrière, à donner de son temps et de son savoir faire au service de la collectivité.

Dès l'apparition des premiers cas au niveau de la wilaya, plusieurs d'entre elles, animées de la volonté d'apporter leur concours dans cette bataille contre cet ennemi invisible, se sont investies dans des actions de solidarité, notamment, chacune à sa manière et selon ses moyens.

C'est le cas de Nadia, propriétaire d'un atelier de confection à Mekla, à l'Est de la wilaya, qui s'est lancée dès le début de la pandémie dans la fabrication de matériel de protection au profit du personnel soignant, frappée, dit-elle, par "les images sur la rélité de la pandémie qui faisait des ravages en Europe et le débat sur le manque de moyens de protection dans les hôpitaux".

"Je me suis dit qu'il faudrait bien faire quelque chose pour éviter que cela nous arrive chez nous et j'ai demandé l'avis des 04 employées de mon atelier et nous avons commencé à confectionner des bavettes avec notre propre tissu, au



début, puis nous en avons reçu des quantités d'une association à laquelle nous les fabriquons bénévolement". Comme elle, beaucoup d'autres femmes à travers différentes localités de la wilaya se sont aussi lancées, à titre individuel ou collectif, dans la fabrication de moyens de protection, principalement des masques visières, mais aussi des blouses protectrices qu'elles fournissent au personnel soignant des structures sanitaires.

Pour Naïma TIZI-Bouali, présidente de l'antenne locale de l'Académie de la sécurité routière, "c'est par sentiment de devoir" qu'elle s'est engagée dans l'action de solidarité, "malgré le risque et le manque, cela procure une satisfaction de pouvoir aider" assurant "ne sentir aucune fatigue, mais la satisfaction d'avoir accompli quelque

chose". Engagée elle aussi dans le travail humanitaire dès avant cette pandémie, c'est "tout naturellement" qu'elle se retrouve "emportée" par cet élan de solidarité à son avènement, fait remarquer, pour sa part, Hayet Belkacem, étudiante, membre de l'association humanitaire locale "Thafath événements".

"Je me suis retrouvée tout naturellement engagée dans cette dynamique au profit de ceux qui sont dans le besoin, sans réfléchir un instant", même si, avoue-t-elle, elle est "limitée" et n'a pas "la même marge de mouvement qu'avant" dans son action, à cause du confinement, de la crainte et de certaines contraintes familiales.

Au tout début de la pandémie déjà et l'instauration du confinement au niveau de la wilaya de Blida, elle affirme avoir été "jusqu'aux

limites de cette wilaya pour remettre un lot de bavette à une amie infirmière dans un hôpital" et continue à "transporter des médicaments au profit des malades chroniques, des vivres et différents besoins", parfois, affirme-t-elle, avec ses propres moyens quand "c'est vraiment nécessaires et urgent".

Considérant cette participation, Hakim Amrouche, enseignant à la faculté des sciences humaines de l'Université Mouloud Mammeri (UMMTO), souligne qu'elle est "un aspect de la lutte permanente de la femme à la recherche d'une reconnaissance sociale".

"C'est d'abord, une révolte contre une marginalisation persistante de l'élément féminin au sein de notre société par une somme d'héritages socio-culturels, qui continuent à creuser les inégalités sociales et économiques entre l'homme et la femme dans tous les domaines" a-t-il soutenu.

C'est pourquoi, explique l'universitaire, la femme algérienne, "essaye par tous les moyens et à chaque fois que l'occasion se présente, notamment durant les moments de crises que vit la société, de montrer de quoi elle est capable, et surtout à quel degré sa place est cardinal dans la construction d'une société moderne et ouverte".

et le vendeur", a estimé, dans une déclaration à l'APS, l'expert en finance et économique, Nabil Djemaâ.

Assurant la possibilité d'un emploi dans ce créneau, pour une importante frange, parmi 30% de chômeurs de moins de 50 ans, "qui peuvent ainsi éviter de louer des locaux commerciaux à 30.000 DA/mois", a-t-il observé.

Pour Nabil Djemaâ, cette perspective est tout à fait possible, à travers, a-t-il dit, "l'organisation et la régulation de ce service, de manière à le rendre plus sûr, notamment en fixant une liste des vendeurs agréés officiellement pour le pratiquer, au titre d'une plateforme de vente par internet, a-t-il expliqué.

Relevant, en outre, que cette conjoncture sanitaire exceptionnelle est une opportunité pour "s'orienter davantage vers la numérisation et une meilleure exploitation de la technologie, dans notre vie quotidienne, et constituer ainsi une alternative au jeu du chat et de la souris auquel s'adonnent certains commerçants avec la police, pour vendre leur marchandise et la sauver de la dépression", a-t-il indiqué.

AFRIQUE - PAUVRETÉ Des millions d'Africains menacés de pauvreté extrême, prévient l'ONU

Des millions de personnes "pourraient basculer dans la pauvreté extrême" en Afrique avec la pandémie de Covid-19, a souligné mercredi le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, appelant à "une solidarité internationale" accrue avec ce continent.

"La pandémie menace les progrès accomplis en Afrique. Elle aggravera les inégalités existantes et accentuera la faim, la malnutrition et la vulnérabilité face à la maladie", ajoute-t-il dans un communiqué accompagnant une étude de l'ONU couplée avec des recommandations pour le continent africain.

En se félicitant que l'Afrique ait "rapidement réagi face à la pandémie", le chef de l'ONU relève que "jusqu'à présent, le nombre de cas signalés est plus faible que ce qu'on craignait". "Le virus a fait plus de 2,500 morts en Afrique", note-t-il néanmoins. Selon lui, "les pays d'Afrique doivent bénéficier du même accès rapide, équitable et abordable à tout vaccin et traitement à venir, qui doivent être considérés comme des



biens publics mondiaux". Car la pandémie n'en est selon lui "qu'à ses débuts" en Afrique, où "les perturbations pour aient s'intensifier rapidement". "Il faut impérativement faire preuve de solidarité mondiale

avec l'Afrique - dès aujourd'hui et pour mieux se redresser. Il est indispensable de mettre fin à la pandémie en Afrique, pour y mettre fin dans le monde entier", insiste-t-il. Dans ses recommandations, Antonio

Guterres demande "une mobilisation internationale pour renforcer les systèmes sanitaires en Afrique, maintenir les chaînes d'approvisionnement alimentaire, éviter une crise financière". Il est aussi nécessaire, précise-t-il, de "soutenir l'éducation, protéger les emplois, maintenir les ménages et les entreprises à flot et protéger le continent contre les pertes de revenus et de recettes d'exportation".

Le secrétaire général estime indispensable d'assurer à l'Afrique "plus de 200 milliards de dollars de soutien additionnel de la communauté internationale". Il rappelle aussi "plaider en faveur d'un cadre global de la dette, à commencer par un gel généralisé de la dette des pays qui ne peuvent pas en assurer le service".

FRANCE - RELIGION Pour la mosquée de Paris, "irréaliste d'évoquer l'idée de grands rassemblements" pour la fin du ramadan

La mosquée de Paris et le Conseil français du culte musulman (CFCM) se sont opposés mardi à la tenue de "grands rassemblements" pour la fin du ramadan, malgré l'ordre donné au gouvernement de lever l'interdiction de réunion dans les lieux de culte. Dans un communiqué, la Grande Mosquée de Paris a mis en garde: "au vu de la situation sanitaire encore très fragile, il est pour l'instant irréaliste d'évoquer l'idée de rassemblements pour la prière de l'Aïd El-Fitr, le 23 ou le 24 mai", notamment dans les régions encore très touchées par le nouveau coronavirus. Un avis partagé par le Conseil français du

culte musulman (CFCM), selon qui cette décision du Conseil d'Etat "n'ouvre pas la voie à une reprise normale et immédiate des cérémonies religieuses".

Ainsi, Mohammed Moussaoui, le président du CFCM, a précisé mardi s'opposer à la tenue de cérémonies "à l'occasion de grands rassemblements tels que la fête de l'Aïd ou la prière de vendredi". Le Conseil d'Etat, plus haute juridiction administrative de France, a ordonné lundi au gouvernement de lever l'interdiction "générale et abso lue" de réunion dans les lieux de culte, mise en place dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, faisant valoir notam-

ment que cette interdiction était "disproportionnée", alors que les rassemblements de moins de 10 personnes sont tolérés "dans d'autres lieux ouverts au public". Le gouvernement doit lever cette interdiction sous "huit jours". L'Aïd-El-Fitr est la fête marquant la fin du ramadan. Sa date exacte, samedi ou dimanche, sera déterminée à la Mosquée de Paris vendredi soir.

"Nous devons anticiper une fête de l'Aïd qui se déroulera sans les traditionnels rassemblements fraternels dans les mosquées", a déclaré le recteur de la mosquée Chems eddine-Hafiz. Les mosquées sont fermées depuis le début du confinement.

CLIMAT - CORONAVIRUS Chute de 17% des émissions mondiales de gaz à effet de serre

Les mesures de confinement et de fermetures des économies provoquée par la pandémie de coronavirus a entraîné une baisse considérable des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), même si elle ne devrait pas durer, a indiqué mardi un groupe de scientifiques.

L'augmentation des infections au Covid-19 en mars et avril dans les pays du monde entier ont conduit à une réduction soudaine dans le trafic routier, des vols aériens et de la production industrielle, précipitant une chute surprenante de plus d'un milliard de tonnes d'émissions de dioxyde de carbone.

Cela comprend une baisse maximale des émissions quotidiennes de 17% début avril, selon l'étude publiée dans la revue Nature Climate Change.

Pour certains pays, la baisse a été beaucoup plus prononcée.

Les scientifiques ont longtemps insisté sur le fait que le monde doit réduire considérablement la pollution par le carbone - et rapidement - pour atténuer les pires impacts du changement climatique au cours des prochaines décennies, bien qu'aucun n'ait suggéré qu'une pandémie mondiale mortelle soit le moyen d'y parvenir.

L'étude de mardi prévoit que les émissions totales pour 2020 baisseront probablement entre 4 et 7% par rapport à l'année précédente - une régression sans précédent en temps normal, mais considérablement moins dramatique que la baisse enregistrée au cours des premiers mois de l'année, à cause de la fermeture des économies. Le chiffre final de 2020 dépendra de la rapidité ou de la prudence avec laquelle les populations du monde entier reprendront leur vie normale. La situation sans précédent produite par le Covid-19 a offert un aperçu de l'ampleur massive requise pour réduire les émissions mondiales, année après année, afin d'atteindre les objectifs les plus ambitieux fixés par les dirigeants mondiaux lorsqu'ils ont mis en place l'accord de Paris sur le climat en 2015.

L'automne dernier, un rapport des Nations Unies estimait que les émissions mondiales de gaz à effet de serre devaient commencer à baisser

de 7,6% chaque année à partir de 2020 pour éviter les pires impacts du changement climatique. L'étude souligne combien le monde reste encore loin de cette aspiration de long terme.

La chute forcée des émissions de gaz à effet de serre au cours des derniers mois, bien qu'extraordinaire, n'a ramené les niveaux de pollution au carbone qu'à ceux qui avaient été observés pour la dernière fois en 2006.

Et les changements récents ne devraient pas durer.

"L'histoire suggère que ce sera une variation passagère", a déclaré Rob Jackson, professeur à Stanford et l'un des auteurs de l'étude, qui tente d'évaluer l'impact du virus pour chaque pays et par secteur économique.

"La crise [financière] de 2008 a fait baisser les émissions mondiales de 1,5% pendant un an, et elles ont augmenté de 5% en 2010.

C'était comme si cela n'était jamais arrivé".

Bien que la baisse des émissions au cours de la pandémie ait été sans précédent, elle était relativement faible en ce qui concerne la lutte contre le

réchauffement climatique.

La baisse maximale de 17% des émissions mondiales - qui s'est produite début avril - a signifié que les pays ont continué de générer plus de 80% de la pollution par le carbone.

La plupart des chercheurs conviennent que les émissions vont pratiquement rebondir une fois que les pays rouvriront leur économie.

Déjà, la demande d'énergie reprend à mesure que le trafic routier reprend et de nombreux Etats américains commencent à assouplir les ordres de confinement, ce qui a contribué à faire baisser le prix du gallon d'essence à moins de 1 dollar dans certaines stations d'essence.

Les chercheurs s'attendent également à ce que les gouvernements commencent à stimuler leur économie avec des dépens de relance au cours des prochains mois.

Mais la façon dont les dirigeants décident de dépenser cet argent pourrait faire une différence fondamentale.

Certains gouvernements se sont engagés à faire pression pour amorcer une transition vers des économies plus vertes à la suite de la pandémie.

GB - CORONAVIRUS L'emploi britannique résiste en mars, s'effondre en avril

Le marché de l'emploi britannique s'est montré résilient au début de la pandémie de coronavirus avec un taux de chômage quasi stable à 3,9% pour les trois mois achevés fin mars, mais il s'est brutalement détérioré en avril.

Le taux de chômage est supérieur de seulement 0,1 point de pourcentage au premier trimestre 2019 et reste proche de son plus bas niveau en 40 ans, note le Bureau national des statistiques (ONS) mardi, mais cette période n'inclut qu'une semaine du confinement déclaré le 23 mars dans le pays pour lutter contre l'épidémie.

En outre, plus de 8 millions de personnes ont été placées en chômage technique pour bénéficier des mesures gouvernementales d'aide à l'emploi depuis le début du confinement a indiqué le ministère des Finances, et ne sont pas comptabilisées comme chômeurs.

"Si le taux de chômage surprend en reculant en mars, il est clair que le marché du travail est frappé durement", remarquent les analystes de Capital Economics.

"Vu la fermeture d'autant d'entreprises (à cause du confinement pour lutter contre l'épidémie) le gouvernement peut compter comme une réussite qu'il n'y ait pas eu plus de pertes d'emplois jusque-là", ajoute Capital Economics.

Le gouvernement de Boris Johnson prend en charge 80% des salaires des employés placés en chômage technique à hauteur de 2.500 livres jusqu'à fin août.

Quelque 2 millions de travailleurs indépendants se sont inscrits pour bénéficier d'aides équivalentes.

Sans ces mesures, les économistes estiment à l'unisson que le taux de chômage serait déjà bien plus élevé, d'autant plus que le PIB a déjà chuté de 2% au cours des trois mois achevés fin mars, signalant l'entrée dans une récession historique, et peut-être la pire depuis plusieurs siècles.

Les experts font toutefois valoir que le pire est à venir et anticipé une envolée du taux de chômage pour avril et les mois à venir.

L'ONS souligne que les inscriptions pour toucher le revenu minimal (universal credit) à la suite d'une perte d'emploi ont bondi de 856.000 entre mars et avril, un record, pour atteindre 2,1 millions.

RUSSIE Crash d'un hélicoptère militaire près de Moscou, l'équipage tué

Un hélicoptère Mi-8 de l'armée russe s'est écrasé dans la région de Moscou, provoquant la mort de l'équipage, a annoncé mardi le ministère de la Défense, se refusant à dire combien de personnes se trouvaient à bord.

"L'équipage est mort des blessures reçues lors de l'atterrissage d'urgence" de l'appareil, a précisé le ministère.

Selon le ministère, le crash a eu lieu vers 20H00 (17H00 GMT) à 20 kilomètres de la ville de Kline, lors d'un vol d'entraînement.

"Selon les informations préliminaires la cause de la catastrophe pourrait être un défaut technique", a indiqué le ministère, précisant que l'appareil n'était pas armé.

Hélicoptère polyvalent, le Mi-8 russe est utilisé tant pour des objectifs militaires que pour le transport civil.

Les modèles les plus larges peuvent transporter jusqu'à 32 personnes.

En août 2018, 15 personnes travaillant sur une station pétrolière et 3 membres d'équipage avaient trouvé la mort lors du crash d'un Mi-8 dans le nord de la Sibérie, après une collision avec un autre hélicoptère.

Les accidents d'hélicoptères ou de petits avions sont particulièrement fréquents en Sibérie et dans l'Extrême-Orient russe, où ils sont un moyen de transport courant pour couvrir les distances énormes dans ces régions peu peuplées.

SANTÉ - ALGÉRIE

CORONAVIRUS - CHIRURGIE

Reprise progressive des activités médicales et chirurgicales

La majorité des établissements hospitaliers publics et privés reprennent progressivement leurs activités médicales et chirurgicales, après le report de certaines d'entre elles par crainte de contamination au nouveau coronavirus (COVID-19). La cheffe du service de chirurgie générale à l'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) Mustapha Pacha, Pr. Zohra Messaoudene a déclaré à l'APS que l'hôpital avait reporté toutes les activités des services, à l'exception des urgences notamment la chirurgie des cancers.

Précisant qu'en raison de la propagation de COVID-19 et sur instructions du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, toutes les consultations et interventions chirurgicales avaient été reportées, sauf "les services d'urgences", la spécialiste a fait savoir que son service avait même effectué "des interventions chirurgicales à des patients atteints de COVID-19".

Suite aux nouvelles consignes du ministre pour la reprise des activités médicales et chirurgicales dans les différents services, du fait de la maîtrise du taux d'infection au nouveau coronavirus, chaque service a convoqué ses patients pour leur fixer les dates des rendez-vous, a rappelé Mme Messaoudene.

Le Pr. El Hadj Boudiaf, chef du service de chirurgie cardiaque à l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) des maladies cardiovasculaires Maouche Mohand Amokrane (Alger) a, pour sa part, indiqué que l'EHS "a aussi reporté toutes les activités non urgentes, en raison de la propagation du nouveau coronavirus, à l'exception des urgences des cardiopathies et de la chirurgie cardiovasculaire, affectant ses services notamment le service de réanimation et d'anesthésie à la prise en charge des malades de COVID-19".

A l'occasion, il a fait savoir que l'établissement avait effectué une intervention chirurgicale à un patient atteint du nouveau coronavirus, ajoutant que toutes les activités seront reprises graduellement durant les prochains jours.

Pour les différents services relevant de l'établissement hospitalo-universitaire (EHU) Mohamed Lamine Debaghine (ex-Maillot), son directeur général, Nafaa Tati a affirmé que les services des différentes spécialités stratégiques d'urgences "n'ont pas arrêté toutes leurs activités, que ce soit les services médicaux ou chirurgicaux, y compris le service cancérologie".

Pour assurer les différentes prestations, en dépit de la propagation du nouveau coronavirus et afin de préserver la santé des malades qui se rendent à cet EHU, le même responsable a dit que le service oto-rhino-laryngologie (ORL), disposant de 38 lits, a été affecté à la prise en charge des malades de Covid-19. Un service totalement isolé des autres services, a-t-il précisé. Selon M.Tati, le nombre des malades hospitalisés a été réduit notamment ceux dont le cas ne nécessite pas une prise en charge urgente, afin d'éviter toute contamination au virus, ajoutant dans le même cadre que même les malades évitent de se rendre, sans raison valable, aux hôpitaux par crainte de contamination.

Pour le directeur général des services sanitaires au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr Mohamed El Hadj, il est impossible d'assurer le transport à tous les malades à travers le territoire national, durant la période du confinement, en l'absence du transport public à travers les régions du pays, car le ministère ne dispose pas d'un budget spécial à cet effet.

S'agissant des cas urgents, le même responsable a rassuré les patients que "les différents hôpitaux nationaux prennent en charge leur transport via les ambulances".

De son côté, le directeur de la clinique privée "El Azhar" à Alger, Djamel Eddine Khodja, a fait savoir que l'établissement « n'a pas cessé toutes ses activités et a maintenu certaines, en tenant compte de la propagation de Covid-19, du mois sacré de ramadhan et des contraintes liées aux déplacements des malades, faute de moyens de transports".

Les activités relatives aux maladies cardiovasculaires et celles à caractère urgent "n'ont pas été arrêtées complètement", a-t-il soutenu, annonçant la reprise graduelle des activités de 15 spécialités dans son établissement, tout en respectant les gestes barrières.

Pour M. Ammar Mezdouab, directeur d'une clinique privée à Khenchela, les activités de son établissement ont été réduites, en raison de la propagation du nouveau coronavirus. Le même responsable a indiqué que les autorités locales lui avaient demandé de réserver 36 lits, en appui au secteur public pour la prise en charge des patients covid-19, mais grâce à la maîtrise de la situation au niveau des hôpitaux publics, ces lits n'ont jamais servis.

En dépit de la poursuite des activités médicales, de chirurgie et d'imagerie, le problème qui se pose reste la réticence des patients à se rendre aux hôpitaux, à cause du coronavirus.

CORONAVIRUS

176 nouveaux cas confirmés, 121 guérisons et 6 décès durant les dernières 24 heures

Cent-soixante-seize (176) cas confirmés au coronavirus, 121 guérisons et 6 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi à Alger le porte-parole du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

M. Fourar a précisé, lors du point de presse quotidien sur le suivi de l'évolution de la pandémie, que le nombre des cas confirmés s'élève ainsi à 7377, celui des décès à 561, alors que le total des patients guéris passe à 3746.

Les nouveaux cas de décès ont été recensés à Blida, Oran, Sétif, Tiaret, Ouargla et Sidi Bel Abbès, alors que le total des cas confirmés est réparti sur les 48 wilayas du pays. Par tranches d'âge, les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 57% du total des cas confirmés, alors que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 67% des cas de décès.

Dr Fourar a indiqué que 19 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus ce mardi, précisant qu'Alger, Sétif, Annaba, Khenchela et notamment Constantine sont les wilayas ayant enregistré le plus grand nombre de nouveaux cas durant ces dernières 24 heures. M. Fourar a indiqué, en outre, que le nombre de patients ayant bénéficié du traitement s'élève à 12433, dont 5220 cas confirmés



selon des tests PCR et 7213 cas suspects selon les indications de l'imagerie et du scanner, alors que 26 patients sont actuellement en soins intensifs.

Enfin, le même responsable a souligné que toute négligence durant les derniers jours du mois

sacré du Ramadhan et les jours de l'Aïd El-Fitr dans le respect des mesures de prévention affecte les efforts pour contenir la pandémie, appelant les citoyens à respecter scrupuleusement la distanciation sociale et les mesures de prévention.

UNIVERSITÉ AHMED BENBELLA D'ORAN

Hommage aux étudiants dans la lutte contre la propagation du coronavirus

La célébration du 64e anniversaire de la journée nationale de l'étudiant a été marquée, mardi à l'université d'Oran "Ahmed Benbella", par un hommage au rôle et contributions des étudiants dans la lutte contre la propagation du coronavirus.

Le recteur de l'université, professeur Abdelbaki Benziane a souligné, lors de cette rencontre à laquelle ont assisté des représentants d'organisations étudiantes, de clubs scientifiques universitaires, de directeurs des établissements d'enseignement supérieur, de recherche, de services et des autorités locales, que

"les étudiants et les étudiantes ont été aux premiers rangs de la bataille contre ce dangereux virus".

"Si les prédécesseurs avaient pris le chemin du maquis pour combattre l'ennemi, cette génération d'étudiants a rejoint les laboratoires pour contribuer à la production des moyens de prévention contre le virus le plus dangereux qui a défié le monde", a déclaré Abdelbaki Benziane, qui a affirmé que les universités et les laboratoires sont transformés en cellules actives et pleines d'activités et de production "ayant redonné l'espoir et la confiance en les capaci-

tés scientifiques et créatifs". Le recteur de l'université a salué l'esprit patriotique élevé des étudiants et leur contribution collective en se tenant aux côtés de leurs compatriotes face au Covid 19, notant que parmi les leçons les plus importantes apprises durant cette pandémie, celle de compter sur nos capacités et compétences nationales.

Des représentants des étudiants ont mis l'accent lors de leurs interventions sur le rôle des étudiants dans la lutte dans les rangs du mouvement national, la guerre de libération nationale, affirmant que les étu-

dants suivent le même chemin et celui de leurs prédécesseurs de la génération 1956, surtout en cette circonstance de la propagation de la pandémie du Covid-19.

Ils ont affirmé qu'ils n'hésiteront pas à faire preuve de courage pour lutter contre ce virus dangereux et à œuvrer de toutes leurs forces pour fournir les moyens de prévention, de traitement et d'immunité à leurs frères dans le pays, saluant les efforts déployés par les étudiants, accompagnés de leurs professeurs, pour fournir de nombreuses exigences médicales et préventives.

SKIKDA - COVID-19

Des associations manifestent leur solidarité envers les médecins de l'hôpital "frères Guermech"

Des représentants d'organisations et associations locales en compagnie de moudjahidine ont observé mardi à Skikda un regroupement de solidarité avec les médecins de l'hôpital "frères Guermech" qui accueille les personnes atteintes de Covid-19.

Des membres de l'Organisation nationale des enfants de chouhada et de l'union nationale des femmes algérienne, des moudjahidine, des

cadres de la direction des moudjahidine et du musée du moudjahid et des scouts ont pris part à cette expression de reconnaissance aux efforts accomplis par les staffs médicaux et paramédicaux.

Le secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des enfants de chouhada, Abdallah Afif, a indiqué que cette halte observée à la cour de l'hôpital a été marquée par des applaudissements et un jet

de fleurs en direction des médecins et paramédicaux en hommage aux efforts qu'ils déploient sur les premiers rangs de la lutte contre l'épidémie du coronavirus.

Les blouses blanches de l'établissement hospitalier ont apprécié ce geste qui, ont relevé certains d'entre eux, rehausse leur moral et leur donne de la force à poursuivre leur action.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

ETATS-UNIS

Une nouvelle projection voit 113.000 morts du Covid-19 à mi-juin

Les morts liées au nouveau coronavirus devraient atteindre le nombre de 113.000 aux Etats-Unis à la mi-juin, selon une nouvelle projection fondée sur neuf modèles épidémiologiques et publiée mardi.

Jusqu'ici, 1,5 million de cas confirmés de Covid-19 ont été comptabilisés, pour plus de 91.000 décès, des chiffres qui font des Etats-Unis le pays le plus endeuillé - en valeur absolue - de la planète.

Cette nouvelle projection table donc sur la mort d'environ 22.000 Américains supplémentaires en 25 jours, ce qui confirmerait la tendance de moins de 1.000 morts quotidiens observée actuellement. Un laboratoire renommé de l'université du Massachusetts a fusionné plusieurs grands modèles d'autres institutions pour tracer une trajectoire moyenne et éta-



blir cette projection pour le 13 juin. Il estime ainsi qu'il existe 10% de chances pour que le nombre de décès soit inférieur à 107.000 à cette date.

A l'inverse, la probabi-

lité pour que les morts soient plus nombreuses que 121.000 est également de 10%.

Une des précédentes estimations du laboratoire voyait les Etats-Unis pas-

ser la barre des 100.000 morts avant le début du mois de juin.

Ces nouveaux chiffres sont publiés alors que de nombreux Etats américains ont pris des mesures - certaines légères, d'autres plus substantielles - pour relancer leur économie, à l'arrêt depuis le mois de mars.

La Maison Blanche table sur un bilan total de l'épidémie compris entre 100.000 et 240.000 morts aux Etats-Unis.

Selon les chiffres officiels, le nouveau coronavirus a fait plus de 322.000 morts à travers le monde depuis son apparition en Chine à la fin de l'année 2019.

SUÈDE - CORONAVIRUS

La Suède envisage d'étendre le dépistage aux personnes présentant des symptômes modérés

La Suède a annoncé mardi vouloir étendre ses tests de dépistages liés au nouveau coronavirus à toute personne présentant des symptômes modérés.

Depuis le début de la crise sanitaire, les autorités du pays appellent chacun à rester chez soi en cas de symptômes liés à la Covid-19. Mais si la situation perdure, a expliqué le ministre de la Santé Lena Hallengren en conférence de presse, ces personnes doivent savoir quand revenir. "Nous ne pouvons pas avoir une situation où les gens restent à la maison au moindre symptôme s'ils n'ont pas besoin d'y être", a-t-elle déclaré.

Les dépistages, qui concernaient jusqu'à mi-avril uniquement les patients hospitalisés et le personnel soignant, ont depuis été étendus aux personnes occupant des postes jugés "essentiels" pour la société - comme les policiers et les pompiers - afin qu'elles puissent reprendre le travail plus rapidement après avoir présenté des symptômes. Le gouvernement suédois avait également annoncé mi-avril vouloir dépister sa population à plus grande échelle, espérant pouvoir tester jusqu'à 100.000 personnes par semaine, un objectif encore difficile à atteindre aujourd'hui. "La capacité de test est là, mais il y a encore des difficultés avec la logistique qui l'entoure", a expliqué à la presse Harriet Wallberg, coordinatrice nationale des dépistages. Quelque 32.000 tests ont été effectués la semaine dernière. La manière dont le royaume gère la crise sanitaire, excluant de placer sa population à l'isolement, soulève toutefois des critiques tant au niveau national qu'à l'international. Mardi, le pays enregistrait 3.743 décès sur un total de quelque 30.800 cas d'infection, une mortalité sans commune mesure avec celle observée ailleurs chez ses voisins nordiques, qui ont tous imposé des mesures de semi-confinement.

La Suède déplore actuellement 371 décès liés à la Covid-19 par million d'habitants, selon le site de collecte de données statistiques Worldometer.

Au Danemark, ce chiffre s'élève à 95, en Finlande 54 et en Norvège 43.

EPIDÉMIE

La Chine a rapidement partagé les informations dès le début de l'épidémie

La Chine a rapidement partagé les informations concernant la maladie à nouveau coronavirus (Covid-19) au tout début de l'épidémie, a réaffirmé mardi Wu Zunyou, épidémiologiste du Centre de contrôle et de prévention des maladies de Chine.

Le partage d'informations de la Chine avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres pays a été effectué de manière précoce, rapide et transparente dès le début de l'épidémie, a indiqué Wu Zunyou, cité par l'agence de presse Chine nouvelle.

L'épidémiologiste fait ces déclarations lors d'une conférence de presse du groupe de travail inter-institutions du Conseil des Affaires d'Etat chinois pour la réponse à l'épidémie de Covid-19.

La Chine, premier pays à avoir fait état de malades du Covid-19 à la fin de l'an dernier, est accusée par l'administration du président américain Donald Trump d'avoir tardé à donner l'alerte et à prendre des mesures.

Réfutant ces accusations, le président chinois Xi Jinping a assuré lundi que son pays avait "toujours" fait preuve de "transparence" et de "responsabilité" face à l'épidémie, en partageant les informations avec l'OMS et d'autres pays en temps utile.

Plus de 1.500 morts aux Etats-Unis en 24h

Les Etats-Unis ont enregistré 1.536 morts liées au nouveau coronavirus au cours des dernières 24 heures, selon le comptage à 20H30 mardi (00H30 GMT mercredi) de l'université Johns Hopkins, qui fait référence.

Cela porte à 91.845 au total le nombre de décès observés dans le pays, de loin le plus endeuillé au monde en valeur absolue, où plus d'1,5 million de cas ont également été recensés depuis le début de la

pandémie de Covid-19. Les Etats-Unis avaient relevé entre dimanche et lundi, avec 759 morts supplémentaires, leur bilan quotidien le plus bas de ces dernières semaines, mais les chiffres de Johns Hopkins, actualisés en continu en fonction des données transmises par les autorités sanitaires locales du pays, semblent mécaniquement baisser au cours du week-end.

Selon une moyenne de neuf

modèles épidémiologiques réalisée par des chercheurs de l'université du Massachusetts, le nombre de morts du Covid-19 devrait avoisiner les 113.000 dans le pays d'ici le 13 juin.

Cette nouvelle projection, publiée mardi alors que de nombreux Etats ont pris des mesures pour relancer leur économie, prévoit donc la mort d'environ 22.000 Américains supplémentaires en 25 jours.

GRANDE BRETAGNE

Le Royaume-Uni compte plus de 41.000 décès

Plus de 41.000 personnes sont décédées du nouveau coronavirus au Royaume-Uni, a indiqué mardi le bureau national des statistiques (ONS).

Au total, 41.020 morts dont la maladie Covid-19 était la cause mentionnée sur le certificat de décès sont survenues dans le pays jusqu'au 8 mai, selon le bilan de l'ONS.

Le décompte hebdoma-

daire du bureau est bien plus large que celui du ministère britannique de la Santé, annoncé quotidiennement et qui se concentre sur les morts de personnes testées positives au coronavirus.

Ce dernier atteignait 35.344 décès (+545) mardi, maintenant le Royaume-Uni à la place du deuxième pays au monde le plus endeuillé par le virus, der-

rière les Etats-Unis.

Les maisons de retraite paient un lourd tribut, avec 9.975 décès liés au nouveau coronavirus au 8 mai: 9.495 en Angleterre et 480 au Pays de Galles, a précisé l'ONS.

Pour la deuxième semaine consécutive, les décès liés au coronavirus en maisons de retraite ont diminué, mais leur proportion dans le nombre

total de morts a augmenté.

Ils représentent 42,4% des morts liées au coronavirus enregistrés en Angleterre et au Pays de Galles jusqu'au 8 mai, contre 40,4% la semaine précédente.

Le gouvernement a promis vendredi de tester, d'ici à début juin, tous les résidents des maisons de retraite en Angleterre, ainsi que leurs employés.

Près de 10.000 morts dans les maisons de retraite anglaises et galloises, selon l'ONS

Près de 10.000 décès impliquant le nouveau coronavirus ont été dénombrés dans les maisons de retraite en Angleterre et au Pays de Galles, où plus de 39.000 décès liés à la maladie Covid-19 ont été enregistrés, a annoncé mardi le bureau national des statistiques (ONS).

Au total, 39.071 morts impliquant le Covid-19 se sont produits dans ces deux nations du Royaume-Uni jusqu'au 8 mai 2020. Le décompte hebdomadaire de l'ONS est bien plus large que celui du ministère britannique de la Santé, annoncé quotidiennement et qui se concentre sur les morts de personnes testées positives au coronavirus.

Celui-ci atteignait 34.796 décès lundi, faisant du Royaume-Uni le deuxième pays au monde le plus endeuillé par le virus.

En Angleterre, le nombre de décès liés à la maladie Covid-19 dans les maisons de retraite enregistrés au 8

mai atteignait 9.495 et au Pays de Galles ce chiffre était de 480, a précisé l'ONS.

Pour la deuxième semaine consécutive, les décès liés au coronavirus en maisons de retraite ont diminué, mais la proportion des décès dans ces établissements sur le nombre total de morts a augmenté.

Ils représentent 42,4% des morts liées au coronavirus enregistrés en Angleterre et au Pays de Galles jusqu'au 8 mai.

Accusé d'avoir négligé les résidents des maisons de retraite, le gouvernement a annoncé la semaine dernière qu'il allait tous les tester, ainsi que tous les employés de ces établissements, d'ici début juin.

Des députés britanniques ont critiqué mardi la gestion de la pandémie de nouveau coronavirus par le gouvernement britannique, déplorant une capacité de dépistage "inadéquante". Les maisons de retraite n'ont

pu avoir accès au dépistage "au moment où la propagation du virus était la plus rapide", ont-ils souligné dans une lettre au Premier ministre Boris Johnson.

RUSSIE

135 morts en 24 heures

La Russie a annoncé mercredi avoir enregistré 135 morts du nouveau coronavirus en 24 heures, un record, mais pour la première fois le nombre de malades a baissé dans le pays, selon les données officielles. Au total, 2.972 personnes sont décédées sur les 308.705 cas détectés en Russie depuis le début de l'épidémie. La situation semble toutefois se stabiliser, selon les autorités, qui pour la première fois font état d'une baisse du nombre de malades (-633), avec 220.341 patients contre 220.974 la veille. Au total, le nombre de personnes considérées comme guéries s'établit à 85.392. Avec 8.764 nouveaux cas enregistrés en 24 heures, la Russie enregistre son plus faible total quotidien depuis le début du mois de

mai. Avec 308.705 malades, la Russie reste le deuxième pays au monde en nombre de contaminations, derrière les Etats-Unis et devant le Brésil, où la pandémie est en forte progression. Des critiques mettent toutefois en doute la réalité du taux de mortalité, faible comparé à l'Europe occidentale ou aux Etats-Unis, accusant la Russie de sous-évaluer le nombre des morts.

Les autorités ont rejeté ces accusations, précisant ne recenser que les décès dont la cause première est le coronavirus, quand d'autres pays englobent dans ce bilan la quasi totalité des morts de patients testés positifs.

APS

COMMENT RECONNAÎTRE UNE HYPOTHYROÏDIE ?

L'hypothyroïdie entraîne un ralentissement du métabolisme. Dans 20% des cas, c'est la maladie de Hashimoto, une maladie auto-immune, qui en est à l'origine. Mais parce que les signes sont souvent discrets au début, le diagnostic met parfois du temps à être posé.

Pas assez d'hormones et le métabolisme ralentit. On commence par souffrir de fatigue chronique et de faiblesse musculaire. Puis d'autres symptômes apparaissent comme une grande frilosité, une prise de poids (due à la rétention d'eau), une constipation... Découvrez dans ce dossier si vous souffrez d'hypothyroïdie et comment soigner cette maladie chronique.

A quoi est due l'hypothyroïdie ?

Dans 20% des cas, ce dérèglement de la thyroïdite lié à une maladie auto-immune appelée maladie de Hashimoto. Elle est confirmée par la présence d'anticorps antithyroïdiens dans le sang.

Des troubles au niveau de l'hypophyse, la prise de médicament pour le cœur et bien entendu l'ablation de la thyroïde peuvent aussi se traduire par une hypothyroïdie. Mais parfois, aucune cause n'est identifiée en dehors du vieillissement de la glande.

Les signes généraux de l'hypothyroïdie

Fatigue physique, intellectuelle et psychique

Prise de poids

Friilosité

Baisse de la libido

Troubles de la mémoire

Déprime

Les signes particuliers de l'hypothyroïdie

Pouls lent

Hypertension artérielle : l'hypothyroïdie non traitée est un facteur de risque cardio-vasculaire, majoré chez la femme ménopausée non traitée.

Épaississement de la peau du visage et du cou, peau sèche et froide, teint pâle cireux, chute de cheveux et ongles cassants. Crampes, fatigabilité musculaire, four-



millements au niveau des extrémités, syndrome du canal carpien.

Transit intestinal ralenti.

Grosse langue, voix rauque, ronflements, baisse de l'audition.

Ménorragies (règles plus abondantes), infertilité, fausses couches spontanées.

Comment se traite l'hypothyroïdie ?

Le médecin décide du traitement en fonction de l'intensité de la baisse hormonale. Quand le manque est manifeste et gênant, le traitement repose sur la prise quotidienne (et à vie) d'hormones thyroïdiennes, sous forme de l'évothyroxine (au-

paravant Lévothyrox® et ses génériques) dont la dose n'est pas toujours facile à déterminer au début.

Le traitement est ajusté progressivement grâce à une surveillance régulière. La récente affaire du Lévothyrox, dont la nouvelle formule fait polémique pour ses effets secondaires chez certains patients, a poussé les autorités sanitaires à remplacer ce médicament par d'autres traitements composés du même principe actif, la lévothyroxine.

Le dosage de la TSH est indispensable

Près de 3 millions de Français sont traités

par lévothyroxine, une consommation qui a explosé depuis 20 ans, selon l'Agence nationale de sécurité du médicament. Compte tenu du meilleur dépistage de cette maladie et du vieillissement de la population, ce chiffre n'est pas surprenant. Ce qui l'est, pour l'agence, c'est l'absence de dosage de la TSH chez 30% des malades traités.

Il est pourtant indispensable pour justifier le traitement. Avec l'affaire du Lévothyrox, de nouveaux médicaments ont fait leur entrée dans les pharmacies. Afin de savoir si le dosage est adapté, il est nécessaire de faire un bilan thyroïdien.

QUELS SONT LES TRAITEMENTS DE L'HYPOTHYROÏDIE ?

Près de 5% de la population est concernée par l'hypothyroïdie, qui fait fonctionner l'organisme au ralenti. Le traitement est ajusté progressivement grâce à une surveillance régulière. La prise d'hormones thyroïdiennes n'est d'ailleurs pas obligatoire. Ce qu'il faut savoir sur les traitements de l'hypothyroïdie.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX SYMPTÔMES DE L'HYPOTHYROÏDIE ?

L'organisme fonctionne en sous-régime. Tout commence par une fatigue générale qui s'installe progressivement. L'humeur s'en ressent rapidement, on manque d'énergie. La libido en prend un coup, le teint pâlit, on a tout le temps froid, on entend moins bien, on grossit sans raison... D'une manière générale, l'hypothyroïdie ayant tendance à tout accentuer, les personnes sujettes à la constipation ou aux maux de tête vont voir leurs troubles s'intensifier.

Les symptômes de l'hypothyroïdie s'ag-

gravent avec le temps, l'apparition simultanée de plusieurs de ces signes doit amener à vérifier le bon fonctionnement de la thyroïde.

À quel peut-elle être due ?

La cause la plus fréquente est la maladie de Hashimoto. Cette maladie auto-immune inflammatoire d'origine génétique représente environ 20% des troubles thyroïdiens connus et touche surtout les femmes. Concrètement, les anticorps habituellement produits par le système immunitaire pour neutraliser les microbes se trompent de cible et s'attaquent aux tissus thyroïdiens qui sécrètent alors de moins en moins d'hormones. La maladie de Hashimoto est confirmée par la présence d'anticorps antithyroïdiens dans le sang. Mais il arrive aussi que la diminution de la production hormonale ne puisse être associée à aucune cause identifiable. On parle alors d'hypothyroïdie primaire ou idiopathique. Enfin, l'ablation

partielle ou totale de la glande va évidemment provoquer une hypothyroïdie.

COMMENT SOIGNER-T-ON L'HYPOTHYROÏDIE ?

Tout dépend de son intensité. Si la TSH est comprise entre 4 et 10 mU/L, mais les symptômes peu marqués, cette petite hypothyroïdie peut être traitée par la mise en place de mesures hygiéno-diététiques. Le médecin recommande de manger davantage de poisson, d'augmenter son activité physique et, si nécessaire, de perdre du poids. Au bout d'un mois, un nouveau dosage sanguin fait le point. Si les changements d'habitude ont porté leurs fruits, il suffit de les poursuivre et de surveiller la thyroïde régulièrement. Dans le cas contraire, le médecin peut prescrire des hormones thyroïdiennes de synthèse (Lévothyrox®, Cynomel®, Euthyril®). Au début, il prescrit une dose moyenne, déterminée en fonction des résultats des analyses sanguines et du poids de son pa-

tient. Elle est ensuite ajustée en fonction du ressenti de la personne. Ce type de traitement, bien toléré, est généralement définitif. L'hypothyroïdie étant aussi un facteur de risque de maladie cardiovasculaire, pas question de la négliger !

En pratique

Quand prescrire son traitement ? Les hormones thyroïdiennes de synthèse (Lévothyrox®,...) se prennent à jeun, dans l'idéal 30 minutes avant le petit déjeuner. Est-il compatible avec la prise d'autres médicaments ? A priori, oui. Mais si l'on doit suivre un autre traitement, vaut mieux informer son pharmacien ou son médecin que l'on prend ces hormones. Que faire en cas de vomissements ou de diarrhée ? S'ils surviennent juste après la prise de son comprimé quotidien, on peut supposer qu'il ne fera pas d'effet. Mais pas la peine d'avaler un autre comprimé dans la foulée, comme on peut être amené à le faire avec la pilule.

Hypothyroïdie : Améliorer le diagnostic

La Haute autorité de santé (HAS) publie un document rappelant les 10 points clefs d'une prise en charge des patients atteints d'hypothyroïdie. En France, 1 à 2 personnes sur 100 sont atteintes d'hypothyroïdie, une maladie due à l'insuffisance d'hormones sécrétées par la thyroïde. "Or, le diagnostic et le traitement des patients restent à améliorer" souligne la Haute autorité de santé (HAS). "Ainsi par exemple, les données de remboursement de l'assurance maladie montrent qu'entre 2006 et 2012, les prescriptions de lévothyroxine ont été initiées dans près d'un cas sur trois sans confirmation biologique du diagnostic". Pour renforcer les connaissances des médecins généralistes sur l'hypothyroïdie, la HAS vient donc de publier une liste de recommandations sur le dépistage, le diagnostic et le traitement de la maladie.

LES BONNES PRATIQUES DU DÉPISTAGE ET DU DIAGNOSTIC

Il n'est pas recommandé de réaliser un dosage de TSH s'il n'y a pas de signes cliniques évocateurs de dysthyroïdie. En présence de symptômes évocateurs d'hypothyroïdie, il est recommandé de prescrire le dosage de la TSH en première intention. Si le taux de TSH est anormal, il doit être contrôlé et le dosage de T4L doit être réalisé. Le dosage des anticorps anti-TPO n'est pas nécessaire pour le diagnostic d'hypothyroïdie. Il est utile pour rechercher une origine auto-immune éventuelle de la maladie. Si le taux de TSH n'est que modérément élevé (entre 4 et 10 mUI/L) et que la T4L est normale, il est recommandé de faire un nouveau dosage avant de décider de débuter un traitement.

LES RECOMMANDATIONS DE TRAITEMENT

Le traitement par lévothyroxine ne doit pas être initié sans qu'il ne soit réalisé au préalable au moins un dosage de TSH. Le dosage de la TSH est recommandé 6-8 semaines après le début du traitement par lévothyroxine ou après tout changement de dose ou de spécialité.

Si le patient est bien équilibré sous traitement par lévothyroxine, la surveillance s'effectue annuellement par un interrogatoire, un examen clinique et un dosage de la TSH.

TÉMOIGNAGE

Hypothyroïdie : «Changer mon alimentation m'a permis d'arrêter le traitement»

La journaliste scientifique Caroline Lepage, souffrant d'une forme d'hypothyroïdie, a procédé à des changements dans son alimentation il y a quelques années. Ayant arrêté son traitement depuis, elle nous explique sa démarche.

Caroline Lepage, journaliste scientifique et auteure du livre "Thyroïde, le traitement qui sauve existe", a été diagnostiquée "Hashimoto" en 2001. Cette maladie auto-immune où le corps fabrique des anticorps dirigés contre la thyroïde, est une forme d'hypothyroïdie. Fatigue, prise de poids, apparition d'un goitre... Caroline Lepage commence alors à prendre du Levothyrox à haute dose. Ce n'est que 10 ans plus tard, après avoir épluché un nombre de publications scientifiques comportant les termes "Hashimoto", "gluten" et "lactose", qu'elle décide de changer son alimentation du tout au tout.

ÉVITER LE LACTOSE AU TOUT PRIX ?

"70% de la population mondiale serait intolérante au lactose. Cela correspondrait à 40% des Français et 95% des Asiatiques par exemple", explique Caroline Lepage. En effet, dans le règne animal, seuls les bébés consomment du lait. La lactase, l'enzyme servant à la digérer, disparaîtrait petit à petit au cours de l'enfance, ce qui expliquerait l'intolérance à l'âge adulte. Arrêter le lait a donc été sa première étape dans son changement d'alimentation.

"Je me suis rendue dans un magasin bio pour essayer de trouver du lait sans lactose. À l'époque il n'y avait pas de bio dans les supermarchés et pour moi ce genre de magasin était quelque chose de très "bobo", raconte-t-elle. " Dès que j'ai remplacé le lait dans mon café, mes maux de ventre, mes nausées et mes éternuements ont tout de suite disparu. C'est comme ça que j'ai découvert que j'étais intolérante au lactose. Or, le lactose était également l'excipient qui entourait l'hormone de synthèse dans l'ancienne formule du Levothyrox. Cela ne veut pas dire qu'il faut complètement arrêter les produits laitiers. Caroline continue par exemple à consommer du fromage bien affiné, dans lequel la teneur en lactose est plus faible. " Il ne faut pas hésiter à laisser vieillir son fromage. Pareil avec les yaourts. Le développement des bactéries réduit la teneur en lactose".

SOULAGER LA THYROÏDE PAR LES INTÉRESTS

Elle explique que ce changement d'alimentation n'a pas d'impact direct sur la maladie mais que, si



l'intestin est constamment attaqué par quelque chose qu'il n'arrive pas à digérer, cela agit sur la barrière immunitaire en accentuant l'inflammation et en favorisant la production d'anticorps. " Plus l'intestin est malade, plus les autres organes peuvent être attaqués ". Suite à ses premières observations, elle décide d'arrêter également le gluten. " Les chercheurs ont démontré un lien entre gluten et maladie auto-immune, que ce soit l'eczéma, le lupus, la sclérose en plaques, Parkinson, etc.", détaille-t-elle. Comme pour le lactose, arrêter le gluten favoriserait une meilleure santé intestinale et diminuerait l'impact de la maladie d'Hashimoto. " Une attaque répétée par le gluten atteint le système immunitaire et la thyroïde se retrouve encore plus régulièrement agressée par des anticorps, accélérant le rythme de sa destruction".

DE L'HYPOTHYROIDIE À L'HYPERHYPOTHYROIDIE

"L'hypothyroïdie fait grossir. La prise médicamenteuse est censée faire maigrir, mais moi... rien. Dès lors que j'ai changé mon alimentation, j'ai commencé à mincir". Alors qu'elle ne consommait plus de lactose et de gluten, elle continuait pourtant à prendre son traitement. "Et je me suis retrouvée en hyperthyroïdie!

FAIRE ATTENTION À L'IODÉ ET AUX ALIMENTS GOITROGÈNES

"L'iodé est essentiel au bon fonctionnement de la thyroïde. En manquer, c'est risquer l'hypothyroïdie, car l'organisme est incapable de le synthétiser et de le stocker", explique Caroline Lepage dans son livre. Il est présent dans les produits laitiers et les œufs, le sel de table et bien sûr les fruits de mer, les algues et les poissons. " Mais il ne faut pas trop en abuser, car cela ne ferait que renforcer l'inflammation et aggraver la maladie auto-immune et donc l'attaque de la thyroïde", prévient-elle. Certains aliments facilitent aussi l'élimination de l'iodé par le système urinaire, il faut les éviter. Ces aliments sont dits "goitrogènes" : chou, chou de Bruxelles, chou-fleur, soja, brocolis, épinard, patate douce, radis.

Les aliments qu'il ne faut pas hésiter à consommer sont ceux riches en sélénium, zinc et tyrosine, indispensables à la production et la conversion des hormones thyroïdiennes : la graine de courtille contient par exemple les 3. Pour le sélénium, deux noix du Brésil suffisent à couvrir les apports journaliers. Pour le zinc, il y a, par exemple, les huîtres, le chocolat et les amandes ; et la tyrosine se trouve, entre autres, dans les bananes, l'avocat et les amandes également.

UNE ALIMENTATION QUI A QUELQUES DÉFAUTS

" Il est vrai que changer son alimentation pour des produits sans gluten, etc. cela a un coût. Il faut en plus regarder constamment les étiquettes, car il y a toujours la présence d'amidons de blé ou de gluten", admet Caroline Lepage. Au début, alors que le bio n'était pas très développé, elle devait restreindre son alimentation à certains produits.

" Mais aujourd'hui il y a beaucoup de diversité dans le bio et c'est accessible en grandes surfaces. Mais c'est vrai que le prix reste élevé", admet-elle.

Elle insiste cependant sur le fait que ce n'est surtout pas un régime. Elle mange de tout et se fait plaisir. " Même s'il me manque encore les mille-feuilles ou les éclairs au chocolat, je ne désespère pas ". Dans son livre, il est d'ailleurs possible de retrouver des menus et des recettes pour "manger de tout avec plaisir".

NIGER

12 soldats tués dans l'attaque du poste de Blabrine

Douze soldats nigériens ont été tués et dix blessés dans la nuit de lundi à mardi au cours de l'attaque "par des terroristes de Boko Haram" du poste militaire de Blabrine, dans le sud-est du Niger, a annoncé le ministère de la Défense dans un communiqué.

"Sept terroristes" ont été "neutralisés" (tués) "lors de la poursuite" engagée par les forces armées, affirme le ministère nigérien de la Défense dans ce communiqué lu à la radio publique mardi soir.

Un membre de la société civile et un élu local avaient annoncé cette attaque mardi matin, sans donner de bilan.

Diffa, la grande ville du sud-est du Niger, qui compte 200.000 habitants, a déjà été ciblée à plusieurs reprises ces dernières semaines par des attaques terroristes.

"Dans la nuit (de lundi à mardi) aux environs de 23h30 (22h30 GMT) le poste militaire de reconnaissance de Blabrine, situé à 36 km au nord-est de N'Guigmi, dans la région de Diffa, a été attaqué par des terroristes de Boko Haram lourdement armés", indique le ministère.

"Le bilan provisoire est le suivant : côté ami, douze militaires tués, dix blessés, des matériels brûlés ou emportés.

Côté en nemi, la poursuite engagée par les éléments des forces armées nigériennes de N'Guigmi a permis de neutraliser (tuer) sept terroristes et de récupérer le matériel emporté".

"Des militaires portés disparus ont tous regagné leur base", ajoute le ministère, sans préciser leur nombre.

"Des opérations de ratissage sont actuellement en cours pour rattraper et neutraliser le reste des assaillants ayant perpétré l'attaque".

RWANDA

L'ONU salue l'arrestation du "financier" du génocide rwandais

La Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, a salué mardi l'arrestation en France de Félicien Kabuga, considéré comme le "financier" du génocide rwandais de 1994, appelant le monde à "localiser les sept derniers inculpés".

Agé de 84 ans dont 25 passés en cavale, Félicien Kabuga a été arrêté samedi près de Paris, où il résidait sous une fausse identité.

"Nous espérons que grâce à cette réussite, tous les Etats redoubleront d'efforts et prendront les mesures nécessaires pour localiser les sept derniers inculpés, afin qu'ils puissent eux aussi être traduits en justice", a affirmé Michelle Bachelet dans un communiqué.

Elle relève également que cette arrestation, "26 ans après le génocide, souligne la longue portée de la responsabilité pénale internationale".

Félicien Kabuga avait été inculpé en 1997 par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) pour sept chefs d'accusation, dont celui de génocide.

Il est notamment accusé d'avoir créé, avec d'autres individus, les milices hutu Interahamwe, principaux bras armés du génocide de 1994 qui fit, selon l'ONU, 800.000 morts, essentiellement au sein de la minorité tutsi.

Il lui est également reproché d'avoir utilisé la Radio télévision libre des mille collines - qu'il présidait - pour renforcer la haine ethnique entre les Hutus et les Tutsis au Rwanda.

"L'affaire Kabuga et les effets de la propagande retransmise par la Radio télévision libre des mille collines rappellent avec force à quoi ces discours peuvent mener et pourquoi il est si important de s'y opposer", a soutenu Mme Bachelet.

Réfugié en Suisse en juillet 1994 avant d'être expulsé, Félicien Kabuga avait ensuite temporairement rejoint Kinshasa.

Il avait été signalé en juillet 1997 à Nairobi, où il avait échappé à une opération destinée à l'arrêter, puis à une autre en 2003, selon l'ONG spécialisée TRIAL.

APS

LIBYE

L'envoyée de l'ONU fait état d'une escalade militaire alarmante en Libye

L'envoyée spéciale des Nations Unies pour la Libye a fait état mardi d'une escalade militaire alarmante dans le pays malgré la menace d'une épidémie de COVID-19.

"J'avais espéré pouvoir vous livrer un rapport plus positif aujourd'hui.

Mais malheureusement, alors même que nous pensions avoir atteint les limites du supportable en Libye, nous parvenons toujours, d'une certaine manière, à atteindre de nouveaux sommets de violence, de cruauté et d'impunité", a déclaré au Conseil de sécurité de l'ONU Stephanie Williams, la Représentante spéciale par intérim du Secrétaire général des Nations Unies pour la Libye.

"Malgré nos efforts déterminés et l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu immédiat pour permettre aux Libyens de répondre à la menace com-

mune du COVID-19, j'ai le regret d'annoncer qu'il n'y a pas eu d'accalmie dans les combats entre les forces du gouvernement d'union nationale (GNA) et les forces du général (Khalifa) Haftar", a-t-elle affirmé.

Pendant près de 15 mois après le lancement de l'attaque du général Haftar sur Tripoli en avril 2019, le conflit armé a fait rage dans et autour de certaines des zones les plus densément peuplées de la Libye, a-t-elle indiqué.

En raison de l'intensification des hostilités armées et de l'impact socio-économique désastreux du COVID-19, un million de personnes ont maintenant besoin d'une forme d'aide humanitaire. Cela inclut



400.000 Libyens déplacés à l'intérieur du pays, ainsi que 654.000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile.

Au cours des douze derniers mois de guerre à Tripoli et dans les environs, 201.000 Libyens ont été contraints de fuir leurs foyers, a-t-elle précisé.

Elle a demandé au Conseil de sécurité de faire pression sur les acteurs ré-

gionaux et internationaux qui alimentent le conflit.

"Alors que les interventions étrangères se multiplient, les Libyens eux-mêmes se perdent dans la mêlée, leurs voix ne sont plus entendues. Nous ne devons pas laisser la Libye se déliter. Nous devons permettre aux Libyens responsables d'écrire leur propre avenir", a souligné Mme Williams.

MAROC

Le coronavirus fait perdre six points de PIB au Maroc

Les deux mois de confinement imposé au Maroc pour lutter contre la pandémie de coronavirus représentent six points de produit intérieur brut (PIB), a annoncé mardi le ministre marocain de l'Economie.

"Cela se traduit par la perte de 1 milliard de dirham (environ 930 millions d'euros) pour chaque jour de confinement", a précisé Mohamed Benchaâboum devant le Parlement.

Le Maroc, qui a enregistré officiellement 7.023 cas de contamination et 193 décès au total, a imposé un confinement général le 20 mars, prolongé jusqu'au 10 juin et renforcé par un couvre-feu nocturne pendant le ramadan.

Les milieux économiques préconisaient de lever le confinement le plus rapidement possible mais leurs recommandations n'ont jusqu'ici pas été suivies.

Durant les quatre premiers mois de l'année, les exportations ont baissé de 61,5%, avec une moyenne de 90% en avril pour l'automobile, l'aéronautique, le textile et l'électronique, a déclaré le ministre.

Autre secteur clé de l'économie du royaume, le tourisme a vu ses recettes plonger de 60% en avril, alors que le pays a verrouillé ses frontières à la mi-mars et suspendu tous ses vols internationaux.

Les pertes pour les recettes du

trésor sont, elles, estimées à 500 millions de dirhams (46 millions d'euros) pour chaque jour de confinement, a dit M. Benchaâboum.

A la paralysie économique provoquée par la pandémie s'ajoute une "baisse de la valeur ajoutée agricole" en raison d'un déficit pluviométrique, a rappelé le ministre.

Les dérogations spéciales sur les restrictions de déplacements permettaient théoriquement aux entreprises de fonctionner normalement.

Mais environ 950.000 salariés sont temporairement en arrêt de travail et au moins 4,3 millions de familles privées de revenus tirés du secteur informel ou d'emplois précaires.

(APS) 56085/510 Burkina Sept morts dont deux soldats lors d'une attaque dans le nord OUAGADOUGOU, 20 mai 2020 (APS) - Sept personnes dont deux soldats ont été tués lundi lors d'une attaque contre un détachement militaire dans le nord du Burkina Faso, ont déclaré mardi des sources sécuritaires.

"Une unité du détachement militaire de Banh (province du Loroum) a subi une attaque ce lundi lors d'une patrouille dans cette zone.

Deux militaires ont été tués ainsi que cinq civils", a indiqué une source sécuritaire.

Evocant les civils tués, une autre source sécuritaire a précisé qu'il

"s'agit de volontaires pour la défense, qui étaient avec l'équipe militaire lors de leur mission de patrouille dans la zone", confirmant également la mort de deux soldats.

"Quatre autres personnes ont été blessés lors de l'embuscade", a souligné la même source, sans plus de détails. Depuis décembre 2019, des volontaires pour La défense de la patrie sont recrutés dans leurs zones de résidence.

Après une formation militaire de 14 jours, ils exercent des missions de surveillance, d'information et de protection.

Mais selon des sources concordantes, ils font également office de pisteurs et combattent souvent aux côtés des forces de défenses, munis d'armes militaires.

Le 11 mai, huit soldats burkinabé ont été tués dans une attaque à Kankanfougoul, dans le nord du Burkina Faso, selon l'armée, qui a affirmé avoir neutralisé une vingtaine de terroristes en réaction à cette embuscade près de la frontière nigérienne.

Le Burkina Faso est en proie à de fréquentes attaques terroristes, souvent entremêlées à des conflits intercommunautaires, ayant fait plus de 850 morts depuis 2015, et contraint près de 840.000 personnes à fuir leurs foyers.

LESOTHO

Un nouveau Premier ministre prend ses fonctions après la démission de Thabane

L'ancien ministre des Finances du Lesotho Moekeetsi Majoro a officiellement pris mercredi ses fonctions de Premier ministre du petit royaume, au lendemain de la démission de Thomas Thabane après plusieurs mois de crise politique.

"Je jure (...) que dans mes fonctions et en toutes circonstances je serai un Premier ministre sincère et fidèle, avec l'aide de

Dieu", a déclaré M. Majoro lors d'une cérémonie de prestation de serment organisée dans la capitale Maseru.

L'ancien Premier ministre du Lesotho Thomas Thabane a officiellement présenté sa démission mardi.

Un départ qui met un terme à la crise politique provoquée par sa mise en cause dans l'assassinat de son ex-épouse en 2017.

Cette démission réclamée par plusieurs personnes est l'épilogue très attendu depuis plusieurs mois d'une crise politique.

Au pouvoir depuis près de trois ans, Thomas Thabane, 80 ans, est contesté depuis que la justice le soupçonne d'être lié à l'assassinat de son ex-femme en 2017. L'es épouse a été tuée quelques jours avant qu'il ne prenne ses fonctions.

"J'ai décidé de vous annoncer personnellement que je quitte mes fonctions de Premier ministre du Lesotho" a déclaré à la presse M. Thabane depuis sa résidence.

Mis sous pression dans son propre parti et sa coalition gouvernementale, le Premier ministre Thabane a longtemps résisté et ne s'était jusque-là engagé à quitter ses fonctions qu'en fin juillet.

PALESTINE

Abbas menace à nouveau Israël de mettre fin à la coopération sécuritaire

Le président palestinien Mahmoud Abbas a renouvelé mardi ses menaces de mettre fin à la coopération sécuritaire avec Israël et les Etats-Unis, ajoutant que l'annexion de territoires en Cisjordanie annihilerait les chances de parvenir à la paix.

Le gouvernement palestinien est "absolu, à partir d'aujourd'hui, de tous ses accords et ententes avec les gouvernements américain et israélien, et de toutes ses obligations basées sur ces ententes et ces accords, y compris celles relatives à la sécurité", a déclaré M. Abbas. Dans un discours prononcé après une rencontre avec la direction de l'Autorité palestinienne à Ramallah en Cisjordanie, le dirigeant a également prévenu que toute annexion israélienne en Cisjordanie mettrait fin à l'espoir de parvenir à une solution à deux Etats.

M. Abbas a, à de multiples occasions, menacé de mettre fin à la coopération sécuritaire avec Israël, et déjà annoncé la rupture de "toutes les relations" avec Israël et les Etats-Unis dans le sillage de l'annonce du plan Trump sur le conflit israélo-palestinien. Il n'a donné aucun détail sur ce



que cette déclaration aurait pour conséquences en pratique. Israël s'est doté dimanche d'un gouvernement d'union qui consacre un partage du pouvoir entre le Likoud (droite) de Benjamin Netanyahu et la formation centriste "Bleu Blanc" de l'ex-

chef de l'armée Benny Gantz, et leurs alliés respectifs.

En vertu de l'accord Netanyahu/Gantz, le gouvernement doit présenter à partir du 1er juillet sa stratégie pour traduire dans les faits le plan Trump, qui prévoit l'annexion à Israël de la vallée de Jour-

dain (30% de la Cisjordanie) et des plus de 130 colonies, ainsi que la création d'un Etat palestinien sur un territoire amputé. Le Premier ministre palestinien Mohammed Shtayyeh a prévenu d'un "été chaud" si Israël mettait en branle le projet d'annexion.

RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES

Paris appelle à plus de coordination européenne

La France a appelé mercredi à "plus de coordination" dans la réouverture des frontières intérieures de l'UE, alors que certains Etats-membres ont déjà fait des annonces en ce sens à l'approche de la saison touristique d'été.

"Il est urgent de se coordonner, ce sera mon message cet après-midi" lors d'une visioconférence des ministres européens du Tourisme, a déclaré le secrétaire d'Etat français aux Affaires étrangères, Jean-Baptiste Lemoine, sur la radio RTL.

"On ne peut pas dire 'chacun fait ses annonces dans son coin'", a-t-il ajouté alors que l'Europe, cloîtrée pendant des semaines pour stopper la progression

du nouveau coronavirus, commence à se déconfiner. L'objectif est une réouverture progressive des frontières intérieures "autour du 15 juin", a relevé le secrétaire d'Etat français.

"D'ici là il faut travailler avec les pays frontaliers, entre Européens pour éviter d'avoir une Europe à plusieurs vitesses", a-t-il insisté. L'Italie a d'ores et déjà annoncé une réouverture le 3 juin de ses frontières aux touristes de l'UE.

L'Allemagne vise pour sa part une levée à la mi-juin en des restrictions de circulation mises en place à ses frontières.

Cinq pays d'Europe centrale (Allemagne, Autriche, Hongrie, Slovaquie et République tchèque) envisagent aussi

d'ouvrir les frontières les séparant vers la mi-juin. L'Allemagne enregistre un nombre relativement bas de morts liées à la pandémie de Covid-19, tandis que les quatre autres pays de ce groupe sont parmi les plus épargnés.

L'assouplissement aux frontières - qui sont de facto restées entrouvertes puisque les passages de transfrontaliers et de marchandises restent permis - devrait se faire en plusieurs phases, selon Jean-Baptiste Lemoine.

"Il y aura dans un premier une levée partielle en fonction de la situation épidémique dans les différents territoires d'Europe et puis plus tard une levée générale", a-t-il indiqué.

AFGHANISTAN

Au moins sept fidèles tués dans une mosquée

Des hommes armés ont ouvert le feu mardi sur des fidèles se recueillant dans une mosquée au nord de Kaboul, tuant au moins sept personnes et en blessant 12, a-t-on annoncé de source policière.

L'attaque s'est déroulée dans le village de Khelalzai, dans la province de Parwan.

"Sept personnes ont été tuées et 12 blessées lorsque des hommes armés ont attaqué une mosquée au moment de la prière du soir", a indiqué le chef de la police de la pro-

vince, Haroon Mubarez. Les assaillants ont pris la fuite, a-t-il ajouté. Huit soldats afghans ont par ailleurs été tués en tentant de repousser une incursion de combattants talibans à Kunduz, une ville stratégique dans le nord du pays, que les insurgés islamistes ont tenue brièvement par le L'Afghanistan connaît une forte recrudescence des violences, malgré un accord fin février entre les talibans et les Etats-Unis prévoyant le départ de toutes les troupes étran-

gères du pays d'ici l'été 2021.

Le gouvernement a ordonné aux forces de sécurité de "reprandre leurs opérations (offensives, NDLR) contre l'ennemi", mises en pause depuis l'accord américano-taliban de Doha, après l'attaque la semaine dernière d'une maternité à Kaboul qui avait fait 24 morts. Des responsables gouvernementaux ont fait état de 3.800 attaques talibanes depuis mars, qui ont fait plus de 1.300 morts et blessés.

La mission d'assistance des

Nations unies en Afghanistan (Manua), dans un rapport paru mardi, a accusé les talibans et les forces de sécurité afghanes d'être responsables de la hausse des pertes civiles.

Elle a recensé 208 civils tués en avril par les talibans, un chiffre en hausse de 25% par rapport à avril 2019.

Les pertes civiles infligées par les forces de sécurité à la population ont de leur côté augmenté de 38% sur un an, avec 172 morts en avril, selon la Manua.

CHINE - ETATS UNIS

La Chine exhorte les Etats-Unis à assumer leurs obligations envers l'OMS

La Chine a demandé, mardi, à certains politiciens américains d'arrêter de rejeter le blâme sur les autres et de coopérer avec la communauté internationale pour combattre conjointement la pandémie de COVID-19.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Zhao Lijian s'est ainsi exprimé lors d'un point de presse en réponse à une question portant sur une lettre publiée sur Twitter par le président américain Donald Trump.

Dans une lettre adressée au directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, dont une copie a été publiée lundi par M. Trump sur Twitter, le président a menacé de cesser de financer l'OMS si l'organisation ne s'engage pas à procéder à "des améliorations substantielles" dans un délai de 30 jours.

"La Chine a expliqué de manière chronologique notre travail de prévention et de contrôle de la maladie à nouveau coronavirus à plusieurs reprises", a indiqué M.

Zhao, ajoutant que l'OMS avait clarifié les erreurs des accusations des Etats-Unis.

Selon lui, la lettre du dirigeant américain constitue une tentative de tromper le public et de calomnier la Chine, ainsi que de se soustraire à sa propre responsabilité.

Elle n'est rien qu'une tentative inutile, a-t-il ajouté.

Alors que le COVID-19 continue de se propager aux Etats-Unis et dans d'autres parties du monde, l'unité et la coopération, sauver des vies et redresser l'économie restent les tâches les plus urgentes, a expliqué le porte-parole.

Il a ajouté que la proportion et les normes des contributions évaluées ont été confirmées par tous les Etats membres de l'OMS et qu'il s'agissait d'une obligation juridique de tous les Etats membres de payer l'intégralité de leurs contributions en temps opportun.

La décision des Etats-Unis de geler leur financement à l'OMS selon leur propre volonté est une pratique de l'unilatéralisme et une violation de leur obligation internationale, a poursuivi M. Zhao.

A ce moment crucial de la lutte mondiale contre la pandémie, soutenir l'OMS, c'est sauvegarder les idéaux et les principes du multilatéralisme, supporter la coopération internationale et lutter pour sauver des vies, a indiqué M. Zhao, ajoutant que la Chine soutiendrait, comme à l'accoutumée, le rôle dirigeant de l'OMS dans la coopération internationale pour lutter contre le COVID-19 et continuerait à appuyer le travail de l'OMS à travers divers moyens.

La Chine appelle la communauté internationale à renforcer le soutien politique, à augmenter le financement à l'OMS, et à coordonner les ressources mondiales pour remporter la bataille contre la pandémie, a indiqué M. Zhao, ajoutant que "la tentative des Etats-Unis d'utiliser la Chine comme excuse pour se soustraire à leurs obligations internationales envers l'OMS faisait fausse route".

NIGER - CHINE

La marine nigérienne secourt 18 membres d'équipage d'un navire chinois attaqué par des pirates

Dix-huit membres d'équipage d'un navire chinois, ont été secourus par la marine nigérienne après avoir été attaqués par des pirates dans le golfe de Guinée, rapportent des médias locaux.

L'équipage composé de Chinois, de Ghanéens et d'Ivoiriens a été attaqué au large de la Côte d'Ivoire le 15 mai, a précisé mardi la Marine nigérienne dans un communiqué. Les pirates ont pris le

contrôle du navire et l'ont dirigé vers les eaux nigériennes, a-t-elle ajouté.

Le bâtiment a finalement été intercepté par l'armée nigérienne à environ 140 miles nautiques au sud du canal de Lagos, arrêtant dix pirates à cette occasion.

Un responsable du consulat général de Chine à Lagos a confirmé mardi le sauvetage d'un navire de pêche chinois,

ajoutant que le navire avait été escorté lundi par la Marine nigérienne à Lagos.

"Tous les membres d'équipage sont sains et saufs", a-t-il assuré.

Un certain nombre de navires ont été attaqués par des pirates dans le golfe de Guinée ces dernières années.

Les groupes criminels sont passés du vol de cargaison à la détention de membres d'équipage pour une rançon.

LIVRE

Opération de solidarité "un couffin, un livre" avec le concours du ministère de la Culture

La ministre de la Culture, Malika Bendouda a supervisé, mardi au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria (Alger), l'opération de solidarité "un couffin, un livre" en partenariat avec l'Association des anciens Scouts musulmans algériens.

Le ministère de la Culture a coordonné avec l'association des anciens SMA pour inclure un livre dans chaque couffin de Ramadhan distribué par elle, et ce, dans le cadre de la distribution du stock de livres que détient le ministère.

A cet effet, la Mouhafada de l'association de la wilaya d'Alger a reçu un don du ministère de la Culture de 1.000 titres, en présence du Commandant général des SMA, Mustapha Saadoune.

A ce propos, la ministre de la Culture, Malika Bendouda, a estimé que c'est un devoir pour son département que de contri-



buer à "la promotion de la lecture par tous les moyens", ajoutant que "la lecture nourrit l'âme, comme le pain nourrit le corps". Dans

une déclaration à l'APS, elle a affirmé que la promotion de la lecture "est avant tout un soutien au livre et à l'écrivain, car c'est le seul

moyen d'améliorer la situation du livre". Elle a assuré, dans ce sens, qu'elle œuvrera au soutien des initiatives en faveur de la lecture".

MUSIQUE

Quotidien de musiciens en temps de confinement



Exploiter son temps libre, continuer à s'exercer et entretenir un lien avec sa profession et son public font partie de l'essentiel du quotidien des musiciens professionnels en ces temps de confinement qui a vu les lumières s'éteindre sur les scènes musicales du monde entier.

Enregistrer des covers à partager sur les réseaux sociaux, composer des habillages sonores ou donner des cours sur Internet reste une alternative toute trouvée pour garder le contact avec ses amis et son public, à condition de maîtriser les outils technologiques disponibles.

Bassiste professionnel, Redouane Nohar a déjà publié une centaine de covers, dont la moitié joués en groupe, afin de pouvoir "maintenir un rythme constant et s'exercer sans s'ennuyer".

Ce musicien qui fait partie des meilleurs bassistes algériens a mis en place un programme de travail sérieux dans lequel il implique d'autres amis musiciens.

Dans son petit home studio, face à son ordinateur le musicien joue ses partitions, collecte

les morceaux des autres musiciens, fait le montage vidéos et les arrange son, une excellente manière de passer le temps, de "garder la forme" tout en s'amusant et en s'aérant l'esprit.

Pour sa part le guitariste professionnel Aboubakr Maatallah considère que "le passage de la scène au virtuel était naturel et souple pour ces musiciens qui maîtrisent les technologies et sont déjà actifs sur les réseaux sociaux depuis quelques années".

Les musiciens de cette génération "Y" est "équipée et sait au minimum faire une prise de son", a-t-il confié.

Nous faisons un peu de la production sur les réseaux puisque notre travail est aussi un besoin naturel qui va bien au-delà de l'aspect professionnel et financier.

Cette forme de "télétravail pour musicien" implique également des ingénieurs du son, des arrangeurs et des musiciens étrangers grâce aux outils technologiques existant, même si ces derniers pâtissent d'un débit de connexion internet trop bas pour ce genre de travaux.

Très actif sur les réseaux so-

ciaux, le musicien de session Mehdi Djama a confié que cette transition a été "très fluide" vu qu'il dispose de tout l'équipement nécessaire à domicile et qu'il joue d'une multitude d'instruments.

Sans oublier l'aspect dramatique de cette pandémie qui a chamboulé le monde entier, le musicien voit en cette période de confinement une occasion pour chaque artiste de se perfectionner et se documenter et rattraper le temps perdu.

Partager son temps et son savoir-faire

Pour beaucoup de musiciens, enregistrer des covers et travailler en groupe sur un morceau aide à casser la routine de l'exercice, le stress du confinement et à garder un minimum de contact avec les musiciens et le public. Passant ses journées à s'exercer au saxophone, à faire du sport et à se documenter, Mehdi Djama a trouvé le temps de travailler avec des chanteurs et des musiciens peu connus, dont des chanteurs chaabi, qu'il souhaite faire découvrir au public très prochainement, a-t-il confié.

Au moment où des millions de personnes consomment des volumes impressionnants en contenu culturel et ressources de formation, Aboubakr Maatallah, qui a été l'un des premiers musiciens algériens à diffuser des formations gratuites sur le net, propose des leçons de guitare en vidéos pour les débutants.

Quelques chefs d'orchestres et formateurs continuent eux aussi à dispenser leurs cours à distance et à partager sur le net les interprétations des élèves.

LANCEMENT DE LA CHAÎNE "EL MAARIFA"

M. Ouadjaout met en avant la décision judiciaire du Président Tebboune

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Ouadjaout a mis en avant, mardi, la décision "judiciaire" du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant le lancement, via le satellite Alcomsat-1, de la 7e chaîne publique "El Maarifa". Le lancement de cette chaîne en ce 19 mai, journée nationale de l'étudiant, "est hautement symbolique pour les Algériens et sans laquelle, cette chaîne n'aurait pas vu le jour notamment en cette conjoncture sanitaire difficile due à la propagation du nouveau coronavirus (covid-19), fait savoir M. Ouadjaout dans une allocution prononcée lors de la cérémonie du lancement officiel de la chaîne "El Maarifa" au siège de l'Agence spatiale algérienne (ASAL) à Bouchaoui, présidée par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, en présence du Conseiller à la Présidence de la République, Abdelhafid Allahoum et de membres du Gouvernement. Le ministre a salué, également, les instructions données par le Premier ministre à cet effet et la coopération fructueuse des ministères ayant accompagné le secteur de l'éducation dans cette démarche, ainsi que l'Établissement public de télévision "EPTV", l'ASAL et le Centre de Recherche sur l'Information Scientifique et Technique (CERIST). "Cette démarche constitue une option supplémentaire aux apprenants, à l'issue des mesures prises précédemment par le ministère de l'Éducation à même d'assurer la continuité des structures de l'éducation, à travers la diffusion de cours à distance", a poursuivi le ministre, ajoutant que son département "a tracé un plan d'urgence qui mobilise tous

les moyens humains, matériels et techniques disponibles pour leur utilisation optimale et rationnelle, en vue de faire face à la suspension de l'enseignement dans les trois cycles, en consacrant le principe d'équité entre les catégories d'élèves, sans exclusion aucune et en accordant une attention particulière aux élèves des classes d'examen. "Nous œuvrerons, à travers cette chaîne destinée aux membres du système éducatif dans ses trois composantes: éducation nationale, enseignement supérieur et formation et enseignement professionnels, à transmettre les idées, les connaissances, les expériences scientifiques, en produisant et diffusant des programmes éducatifs développés qui contribuent à relever le niveau des apprenants", a déclaré le ministre. Il s'agit également, ajoute le ministre, des programmes d'enseignement destinés aux élèves et étudiants dans les différents cycles de l'enseignement, conformément aux programmes éducatifs, outre ceux destinés aux personnes à besoins spécifiques. "Cette chaîne aura un rôle important dans la découverte et l'encouragement des talents prometteurs", a indiqué le ministre de l'Éducation nationale. Pour mettre en œuvre ses programmes, le ministre a souligné que "la chaîne El Maarifa compte attirer les compétences parmi les professionnels qualifiés dans le domaine éducatif, en tirant profit des expériences des enseignants dont les universitaires, les superviseurs éducatifs et autres compétences, en vue d'être au diapason des nouvelles découvertes et contribuer au développement du processus de l'éducation".

Première chaîne publique spécialisée dans l'enseignement à distance en Algérie

La chaîne publique "El Maarifa" consacrée à l'enseignement à distance, dont le lancement a été présidé, mardi, par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, et la diffusion assurée via le satellite Alcomsat 1 est la première chaîne spécialisée dans la présentation de cours d'enseignement et de soutien aux élèves et leur accompagnement psychologique.

-Nom de la chaîne : El Maarifa TV 7.

-Première chaîne publique dédiée à l'enseignement en Algérie.

-Chaîne éducative, pédagogique dédiée à l'enseignement et à la diffusion de connaissances.

-Il ne s'agit pas d'une chaîne de diffusion mais d'une chaîne de télévision à part entière.

-La chaîne assure la diffusion via le satellite algérien Alcomsat 1.

-Heures de diffusion : de 10h00 à 16h00 (à titre expérimental).

-La chaîne présente des cours d'enseignement et de soutien, des exercices avec solutions, et assure un accompagnement psychologique aux élèves.

-Mobilisation de près de 100 enseignants et inspecteurs pour couvrir les différents espaces électroniques et programmes de télévision de la chaîne, à l'instar des "clés de la réussite".

-Durée de l'émission: de 30 minutes (minimum) à 75 minutes (maximum).

-9 matières enseignées pour les élèves de 4e année moyenne.

-Les matières enseignées pour les élèves de classes terminales : les matières principales pour chaque filière (six filières).

Il sera procédé, dans les prochains jours, à l'enregistrement de l'émission "mes pas vers la réussite", au niveau des stations régionales de la Télévision algériennes, dans le cadre du respect des mesures de confinement sanitaire.



STARTUPS

Le FCE lance un concours digital pour les meilleurs projets innovants de lutte contre le Coronavirus

Le Forum des Chefs d'entreprise (FCE) a lancé lundi la première édition du Hack Algérie-Post Covid-19, un concours digital pour les meilleurs projets numériques innovants, susceptibles de contribuer dans la lutte contre la pandémie du Coronavirus.

Cette plateforme permettra de lancer des challenges numériques, fédérer des compétences autour de projets concrets, ainsi que d'accompagner et former des

talents à l'esprit entrepreneurial afin d'aboutir à la création de startups qui répond à un besoin précis, a expliqué Djiaoued Salim Allal, président de la com-

mission numérique au sein du FCE lors d'une conférence dédiée à l'évènement.

Ce Hackathon public, qui se tient en ligne du 18 mai au 18 juin, donne rendez-vous aux développeurs, aux entreprises innovantes, aux acteurs technologiques, aux créatifs et à tous ceux qui veulent unir leurs forces pour trouver des solutions techniques et technologiques contre l'épidémie Covid-19.

Complètement en ligne, ce projet devra donner l'exemple du respect de la distanciation sociale, ainsi que des mesures de restrictions sanitaires, et n'appuyant sur des plateformes numériques comme lieu et infrastructure fondamentale pour l'organisation de cet évènement, a précisé la même responsable.

Ce concours est organisé autour de cinq thèmes, à savoir le digital au service de la Santé et la gestion post Covid-19, le digital support essentiel à la bonne gouvernance et la data governance, le digital et la société post Covid-19, le digital pour une économie de crise, ainsi que le digital et le fintech.

Entièrement porté par des opérateurs économiques, l'appel à candidatures permet, d'accélérer l'adaptation des solutions technologiques existantes aux problèmes techniques engendrés par la pandémie, a souligné M. Allal.

L'objectif ciblé est d'avoir plus 1.000 inscriptions autour de 200 idées organisées par équipe, puis en tirer 50 projets réalisables, et les 5 premiers, choisis par un jury de 28 membres, seront les lauréats

et qui auront chacun 500.000 da comme récompense, a précisé le vice-président du FCE. Les critères du choix du projet reposent sur la pertinence et l'adaptation de l'idée avec le contexte actuel afin de pouvoir résoudre aussi les problèmes post-Covid19, l'innovation, la faisabilité et rapidité de l'action, la viabilité et soutenabilité à long terme, ainsi que son impact sur la société et son la société, les citoyens, les administrations publiques, les hôpitaux, les associations etc. Présente à la conférence, la vice-présidente du FCE, Nacera Haddad, a estimé que "la crise du Coronavirus est une opportunité de créativité qui permet aux jeunes talents de s'exprimer, donc, on doit la saisir à travers ce genre de concours".

Pour sa part, Chams-Eddine Bezzitouni, président de la Commission Startups au sein du FCE a indiqué que grâce à la crise sanitaire que le monde traverse, un élan d'engagement et de créativité est enregistré, donc, ce concours permettra de dénicher les talents et se servir de leurs savoir au service de la société.

La présidente de la commission femmes entrepreneures du FCE, Meriem Biskrr, s'est elle aussi félicitée du lancement de cet hackathon, soulignant qu'il est aussi "en faveur des femmes innovatrices qui pourraient également participer à partir de chez elles sans subir de contraintes et contribuer par leur savoir à trouver des solutions aux problèmes post-Covid19".

TUNISIE

Lancement d'une application de traçage du Covid-19

La Tunisie a lancé mardi son application de traçage de contacts pour lutter contre la propagation du nouveau coronavirus, qui permet d'identifier via Bluetooth et prévenir les personnes ayant été en contact proche avec une personne diagnostiquée positive au Covid-19. L'application E7mi, disponible sur Android et en cours de validation sur iOS, a été développée gracieusement par une start-up tunisienne qui crée habituellement des outils de marketing digital pour des entreprises étrangères, a indiqué le ministère tunisien de la Santé. Tout comme l'application française StopCovid, E7mi n'est pas basée sur l'architecture proposée par Apple et Google.

chemin de son téléphone, en se basant sur les informations transmises par le téléphone à un serveur. "Nous avons commencé dès le mois de mars, quand on a entendu parler de l'application Tracetgether à Singapour, mais on a voulu faire quelque chose d'adapté à la Tunisie", explique Akil Nagati, directeur de la start-up Wizz Labs.

Ainsi, les usagers "ne pourront pas se déclarer eux-mêmes malades, pour éviter toute fausse alerte et les notifications reçues par un usager ayant été en contact avec une personne malade seront suivies d'un appel téléphonique de l'ONME pour être sûr qu'il y ait un suivi", ajoute-il.

En France, le gouvernement souhaite lancer l'application de traçage StopCovid le 2 juin. L'application tunisienne a été validée par le ministère de la Santé après trois semaines de tests.

"Une campagne de sensibilisation va inciter les gens à installer l'application, mais si on voit que le taux d'installation reste très bas, on envisagera de changer de stratégie", a indiqué Bassem Kchaou, chargé du numérique au sein du ministère de la Santé. Il pourrait ainsi devenir obligatoire de télécharger l'application avant de rentrer dans une grande surface.

Les données personnelles, archivées durant 14 jours sous le contrôle de l'Instance nationale de protection des données personnelles, ne pourront être consultées que par l'ONME pour les contacts des personnes testées positives au nouveau coronavirus, a assuré M. Nagati. Plusieurs autres pays, dont le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Chine ou la Corée du Sud, développent ou ont déjà lancé des applications de traçage du virus.

PIRATAGE INFORMATIQUE

EasyJet victime d'une cyberattaque, 9 millions de clients touchés

La compagnie aérienne à bas prix britannique EasyJet a été victime d'une cyberattaque "très sophistiquée" qui a permis aux pirates informatiques d'accéder aux données personnelles d'environ 9 millions de clients, à l'heure où elle est déjà très fragilisée par la pandémie de coronavirus.

Les pirates ont obtenu des adresses emails et détails de voyage, et dans un faible nombre de cas, soit 2.208 personnes, les données des cartes de crédit de passagers, a expliqué mardi dans un communiqué la compagnie.

Easyjet affirme que tous les clients concernés seront contactés d'ici le 26 mai au plus tard, et que ceux dont les données de cartes de crédit ont été compromises l'ont déjà été.

Le transporteur présente ses excuses aux personnes concernées et assure qu'il n'y a pas d'indices laissant penser que les données ont été utilisées à des fins illégitimes.

Il s'agit d'une cyberattaque à partir d'une source "très sophistiquée", selon la compagnie qui a réussi à enrayer l'accès non autorisé à son système informatique. Le groupe a immédiatement alerté le National Cyber Security Centre (NCSC), organisation britannique de la cybersécurité, ainsi que le régulateur britannique de la protection des données (ICO). EasyJet a détecté fin janvier des premiers signes d'une activité suspecte et a prévenu dès avril des clients dont les cartes de crédit ont pu être compromises. Il a décidé de rendre public mardi l'incident et de contacter les autres clients affectés en

raison des risques accrus d'arnaques en ligne en raison de la pandémie. "Depuis que nous avons pris conscience de l'incident, nous avons compris qu'en raison du Covid-19 il y a de fortes craintes sur l'utilisation de données personnelles pour des arnaques en ligne", a déclaré Johan Lundgren, directeur général du groupe. C'est la raison pour laquelle, Easyjet demande aux clients concernés "d'être très vigilants, en particulier s'ils reçoivent des demandes non sollicitées", ajoute-t-il. L'association de consommateurs Which? demande à la compagnie d'être la plus claire possible sur cet incident. "Pour tout ceux qui pourraient être affectés, il est important de changer votre mot de passe auprès d'EasyJet et sur les autres sites internet où vous utilisez le même, et de garder un oeil sur vos relevés bancaires", souligne Adam French de Which?.

Une attaque informatique de cette ampleur reste peu courante au Royaume-Uni, même si des entreprises, de tous secteurs, sont régulièrement ciblées.

La semaine dernière le géant britannique des télécoms Vodafone avait indiqué avoir renforcé son dispositif de sécurité informatique, en anticipant une hausse du nombre de cyberattaques de criminels voulant profiter de la pandémie.

La concurrente de EasyJet, British Airways, avait elle été touchée à l'été 2018 par une cyberattaque, suite à une faille informatique, avec un vol de données financières affectant près de 400.000 clients, en pleine saison estivale.

APS

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

BASKETBALL

Des sessions de formation à distance au profit des entraîneurs et des arbitres

La FIBA Afrique a lancé des sessions de formation à distance au profit des entraîneurs de basket-ball, des arbitres et des dirigeants des fédérations africaines affiliées.

Ces sessions, qui se tiendront en mai et juin, visent à mettre à jour les données techniques de tous les cadres techniques et administratifs et à leur faire part des nouveaux développements dans le domaine du basket-ball en prévision des prochaines échéances sportives, précise l'instance. La première session organisée la deuxième semaine de mai a été consacrée aux entraîneurs.

La deuxième sera organisée au cours de la troisième semaine de juin et sera réservée aux arbitres africains, alors qu'une autre session de formation sera programmée au profit des dirigeants et cadres techniques en vue d'accompagner les transformations qualitatives et la généralisation du programme «Mini Basket».

La FIBA Afrique a porté son choix sur des cadres de renommée internationale ayant une expérience significative dans le domaine de la formation, afin de superviser ces formations destinées à tous les pays du continent.

Ces formations feront office de sessions préparatoires aux formations programmées pour la période post-coronavirus, précise-on de même source.

VOLLEY - CLASSEMENT FIVB L'Algérie 28^e mondiale et 4^e africaine

La sélection algérienne de volley-ball (seniors), avec un total de 134 points, occupe la 28^e place au classement masculin de la Fédération internationale de la discipline (FIVB) du mois de mai 2020.

Au niveau africain, le Six national est logé à la 4^e place, devancé par le trio de tête composé de la Tunisie (17^e mondiale), de l'Égypte (18^e) et du Cameroun (24^e).

Au niveau arabe, la sélection algérienne est en 4^e position également devant le Maroc (5^e), alors que le trio de tête est formé de la Tunisie, de l'Égypte et du Qatar.

Chez les filles, la sélection algérienne seniors est à la 35^e place avec 116 points. Elle constitue aux côtés du Kenya (23^e mondiale) et du Cameroun (24^e), le trio de tête africain. Ce classement tient compte de tous les matchs disputés lors des qualifications pour les Championnats mondiaux et continentaux. Le Brésil trône en tête du classement mondial chez les hommes devant la Pologne et les États-Unis. Chez les dames, la Chine domine le classement devant les USA et le Brésil.

APS

RUGBY - REPORT DE LA CAN-2020

La sélection algérienne annule son déplacement à Kampala City

La sélection algérienne de rugby à XV a annulé son déplacement à Kampala City pour affronter son homologue ougandaise, pour le compte de la première journée de la Coupe d'Afrique des nations 2020, reportée à une date ultérieure en raison de la pandémie de coronavirus.

Versée dans le groupe C aux côtés de l'Ouganda et du Sénégal, l'Algérie s'apprêtait à faire le déplacement à Kampala City pour affronter l'Ouganda le 6 juin prochain, avant de recevoir le Sénégal le 20 du même mois au stade de Rouïba (Alger) pour le compte de la 2^e journée, dans ce qui aurait été la première rencontre officielle sur le sol algérien pour les poulains du sélectionneur national, Boumediene Allam.

«Nous attendons toujours les décisions de Rugby Afrique concernant les nouvelles dates des rencontres, mais ce qui est sûr, c'est que nous avons reporté notre déplacement à Kampala City pour y affronter l'Ouganda, avant de recevoir le Sénégal le mois de juin», a déclaré à l'APS Sofian Ben Hassen, président de la Fédération algérienne de rugby (FAR).

Et d'ajouter : «Nous avons proposé au bureau exécutif de l'instance africaine l'organisation de la première journée vers la fin de l'année en cours, à savoir les mois de novembre ou décembre, puis la 2^e journée le mois de février 2021 et la phase finale le mois de juin 2021.

Je pense qu'il faudrait atten-



dre l'évolution de la situation sanitaire en Algérie et en Afrique pour voir plus clair».

Concernant la Coupe maghrébine de rugby féminin à XV, le président de la FAR a précisé que la finale face à la sélection tunisienne aura lieu le mois de décembre à Sousse, «mais cela doit intervenir après la reprise des entraînements et rencontres».

De son côté, le président de Rugby Afrique, le Tunisien Khalid Babbou, a indiqué dans une interview que «la décision de reporter la compétition africaine a été prise après concer-

tation avec les gouvernements et fédérations africaines concernées». «J'espère que les compétitions reprendront le mois d'octobre ou novembre, suivant l'évolution de la situation sanitaire», a-t-il souhaité.

Pour apporter les derniers réglages à sa préparation en vue de cette Coupe d'Afrique des nations, la sélection algérienne effectuait un stage bloqué au Centre de préparation sportif de Toulouse (France), interrompu le 14 mars en raison du coronavirus.

Suivant l'ancienne formule de compétition, la CAN se jouait

en trois paliers : la Bronze-Cup, la Silver-Cup et la Gold-Cup. Mais la formule a changé cette année, passant à un groupe de 16 nations qui devaient commencer à s'affronter à partir du mois de juin prochain.

La sélection algérienne avait remporté la Bronze-Cup en 2017, ce qui lui a permis d'accéder au palier supérieur, où elle a décroché la Silver-Cup en 2018.

Elle s'apprêtait à disputer la Gold-Cup, le plus prestigieux des titres continentaux, lorsque Rugby Afrique a décidé de changer le système de compétition.

KARATÉ

Aucune compétition internationale n'aura lieu avant novembre

Les compétitions internationales de karaté-do, toutes reportées en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), ne devraient pas reprendre avant le mois de novembre, selon l'Algérien Yacine Arab, membre de l'exécutif de la Fédération mondiale de la discipline (WFK) et président de la commission d'organisation des compétitions.

«Je pense que si le déconfinement est amorcé en juin, les trois tournois qualificatifs pour les Jeux Olympiques (JO) de Tokyo auront lieu en novembre prochain, après le Championnat du monde de karaté, initialement prévu avant la première date des JO-2020», croit savoir Arab qui aura un droit de regard sur les dates de reprise

des différentes compétitions internationales et même continentales.

Avant l'arrêt complet des compétitions de la WFK, trois tournois (entre Série A et Premier League) devaient encore avoir lieu entre mars et juin et dont les points acquis par les athlètes seront comptabilisés dans le classement olympique de qualification.

«On avait à organiser les Opens de Rabat, Madrid et Paris et arrêter définitivement la liste des 80 athlètes (40 messieurs et autant en dames) qui vont représenter le karaté pour son baptême du feu aux Jeux Olympiques. Mais la pandémie en a décidé autrement, nous contraignant à tout reporter», a expliqué à l'APS Yacine Arab,

ajoutant que «si d'ici à juin rien n'est fait, les compétitions seront encore retardées».

Il est à rappeler qu'à cause du quota octroyé par le Comité international olympique (CIO) pour le karaté au rendez-vous nippon, la WFK a été contrainte de jumeler les cinq catégories de poids adoptées lors des Mondiaux et autres tournois, en trois seulement.

Interrogé sur le calendrier de la WFK pour l'année 2021, le technicien algérien a précisé que les compétitions sont maintenues : «Pour l'instant, on ne peut que les maintenir à leurs dates initiales.

Par contre, les championnats continentaux restants peuvent changer de date (Asie, Panamérique et Océanie)».

TENNIS

Ines Ibbou espère une collecte de plus de 300.000 euros

La tennismen algérienne Ines Ibbou, qui à l'initiative de son compatriote, le footballeur Adlène Guedioura a bénéficié d'un fonds de soutien personnel, espère pouvoir récolter jusqu'à 300.000 livres sterling (environ 336.000 euros) pour subvenir aux besoins de sa carrière professionnelle pendant les 36 prochains mois.

La joueuse de 21 ans, classée 620^e mondiale chez les professionnelles de la World Tennis Association (WTA) veut «disposer» en effet de «suffisamment d'argent, pour financer trois ans de carrière sur le circuit», et être ainsi à l'abri du besoin pendant toute cette période.

Ce qui lui permettra de jouer régulièrement et d'éviter

d'éventuelles coupures, comme cela lui arrivait avant. Outre Guedioura, deux autres footballeurs algériens ont promis de faire un don au fonds de soutien à Ines Ibbou. Il s'agit du meneur de jeu Sofiane Feghouli et du capitaine Ryad Mahrez, mais sans préciser le montant exact de leur contribution. Guedioura, lui avait fait don de 20.000 livres sterling, en attirant l'attention sur les grosses difficultés financières que connaissent les joueurs mal-classés de puis l'arrêt de la compétition en raison de la pandémie du nouveau coronavirus. Le milieu de terrain du club qatari Al-Gharafa, sacré champion d'Afrique des nations l'été dernier en Égypte, avait

accompagné son aide financière de plusieurs appels à contribution via les réseaux sociaux, encourageant les généreux donateurs à mettre la main à la poche.

«Vous aussi faites un don. Aidez Ines Ibbou pour qu'elle puisse continuer à représenter le tennis africain. C'est un sport dans lequel les joueuses sont très rares sur ce continent», avait-il lancé. Contrairement aux stars du tennis mondial, les joueurs mal-classés comme Ines Ibbou doivent jouer régulièrement pour pouvoir subsister. L'arrêt complet de la compétition depuis deux mois en raison de la pandémie leur a donc été très préjudiciable, particulièrement sur le plan fi-

nancier. Attentes à cela, les hautes instances du tennis mondial se sont pressées de créer un fonds spécial pour venir en aide à ces joueurs mal-classés.

Seulement, et alors que les premières informations, en avril, évoquaient un fonds de soutien pour les joueurs et joueuses classés jusqu'à la 700^e place mondiale, celui-ci n'a concerné finalement que le top 500 en simple.

Ainsi, non concernée par cette aide des hautes instances du tennis mondial car occupant la 620^e place, Ibbou se devait de trouver d'autres solutions, et c'est ce qu'elle a fait à travers ce fonds de soutien personnel, initié par Adlène Guedioura.

Bennacer dans le viseur de Manchester City

Le milieu international algérien de l'AC Milan (Serie A italienne de football), Ismaël Bennacer, a tapé dans l'oeil de Manchester City (Premier League anglaise), en vue d'un éventuel transfert cet été, rapporte mardi le site spécialisé Foot Mercato.

Suspendu pendant deux ans de toutes compétitions européennes officielles pour non respect des règles du fair-play financier, en attendant l'appel du TAS, Manchester City se penche malgré tout sur son prochain mercato, précise la même source.

"Malgré un effectif pléthorique, Pep Guardiola veut injecter du sang neuf à son équipe.

L'entraîneur espagnol attend encore plus de qualité dans les rangs mancuniens.

Le départ quasi acté de l'emblématique David Silva en fin de saison oblige le technicien de Man City à scruter le marché européen".

Bennacer, convoité également par le Paris SG, serait la cible de choix de Manchester City, où évolue le capi-



taine de l'équipe nationale, Riyad Mahrez.

De sources anglaises, les "Citizens" aimeraient renforcer leur effectif en recrutant Bennacer.

Arrivé en Lombardie il y a moins d'un an en provenance d'Empoli pour un contrat de cinq ans, l'international algérien (22 sélections) "a la cote cette saison", sou-

ligne Foot Mercato.

"Pep Guardiola, qui suit le joueur depuis longtemps, a déjà validé son profil auprès de sa cellule technique et a entamé des discussions avec son entourage.

L'ancien entraîneur du FC Barcelone se verrait bien associer Bennacer à son incroyable armada offensive", écrit encore Foot Mercato. Sous contrat jusqu'en 2024, le meilleur joueur de la dernière CAN-2019, remportée par l'Algérie en Egypte, ne dirait pas non à un retour en Angleterre, lui qui a brièvement évolué à Arsenal lors de la saison 2015-2016 (une apparition en League Cup en novembre 2015).

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE Bensebaini retenu dans l'équipe type de la 26^e journée

Le défenseur international algérien du Borussia Mönchengladbach Rami Bensebaini, auteur d'un but et d'une passe décisive, a été retenu dans l'équipe type de la 26^e journée du championnat d'Allemagne de football, établie par le site spécialisé Whoscored.

Pour le déplacement de son équipe sur le terrain de l'Eintracht Frankfurt samedi (1-3), Bensebaini, qui a reçu une note de 8,1, s'est illustré d'abord en délivrant une passe décisive, avant de marquer son 5^e but de la saison sur penalty.

Les performances de l'ancien joueur du Stade Rennais (Ligue 1/France) de 25 ans, ne sont pas passées inaperçues pour les spécialités et aussi pour les suppor-

ters du club qui l'ont félicité après sa très bonne performance.

Un succès qui permet au Borussia de monter sur le podium (3^e, 52 pts), à six longueurs du leader le Bayern Munich, vainqueur en déplacement contre Union Berlin (2-0).

La Bundesliga, suspendu depuis mi-mars en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19), est devenu le premier



championnat européen à reprendre ses droits. D'autres championnats vont également redémarrer, à l'image de Portugal, alors que la Ligue 1 française a été définitivement suspendue.

L'Algérien Benyada confirme l'intérêt d'Al Ahly et du Zamalek

Le défenseur algérien du CS Constantine, Houcine Benyada, a confirmé l'intérêt des deux clubs phares du championnat égyptien de football, Al Ahly et le Zamalek, pour s'attacher

ses services. "J'ai appris par le biais de mon agent qu'Al Ahly et le Zamalek se sont informés sur mon profil qui semble les intéresser", a indiqué Benyada à la chaîne égyptienne On Sport.

Néanmoins, le joueur formé à l'ASM Oran (27 ans) a expliqué que pour l'instant, il n'y a rien eu de concret avec les dirigeants de ces équipes. Benyada, dont le contrat avec le CSC prend fin cet

été, a ajouté : "Je suis concentré sur mon travail pour être en forme à la reprise après ce confinement et je laisse mon agent s'occuper des questions administratives et des offres".

FRANCE

L'Algérien Boudaoui meilleur espoir de l'OGC Nice

L'international algérien Hicham Boudaoui, évoluant à l'OGC Nice (Ligue 1 française de football), a été élu meilleur espoir de la saison du club, selon un sondage effectué auprès des supporters des "Aiglons". Arrivé à Nice seulement en début de saison, Boudaoui (20 ans) a été préféré à des joueurs talentueux dans l'effectif de l'entraîneur Patrick

Vieira, comme le Français Alexis Claude-Maurice et le Camerounais Ignatius Ganago, selon le site du club. Le champion d'Afrique algérien a pris part à 11 matchs avec Nice, dont 9 en championnat. Il a surpris tout le monde par sa qualité technique et son rendement sur le terrain dans la deuxième moitié de saison, marquant deux buts et of-

frant deux passes décisives. Après un mauvais début de saison, où il avait évolué, dans plusieurs postes (milieu axial, milieu droit et même ailier droit), Boudaoui est revenu fort durant la phase retour et a réussi à décrocher une place de titulaire. Les dirigeants de l'ancien milieu de terrain du Paradou AC attendent plus de lui la saison prochaine.

LIGUE 1 / MC ORAN

La hache de guerre loin d'être enterrée

Le verdict prononcé dernièrement par la Fédération internationale de football (Fifa) à l'encontre du MC Oran dans l'affaire de l'entraîneur Jean-Michel Cavalli a ravivé les tensions au sein de ce club de Ligue 1 de football.

Sommée de payer près de 7 millions DA au technicien français pour limogeage "abusif" par l'ex-président du club, Ahmed Belhadj dit "Baba", l'actuelle direction qui dirige depuis l'été dernier le directeur général Si Tahar Cherif El Ouezzani, s'en lave les mains et impute la responsabilité de cette énième sanction dont fait l'objet le MCO à l'ex-premier responsable du club.

En fait, il s'agit du même scénario, marqué par le rejet de la balle d'une partie à une autre, auquel la formation phare de la capitale de l'Ouest du pays est désormais habituée depuis plusieurs années, déplore-t-on dans les milieux du club.

Les guerres de tranchées sont même devenues monnaie courante au Mouloudia, un club qui garde une "tâche noire" dans son histoire quand il s'était présenté par le passé avec deux équipes pour affronter le voisin l'USM Bel-Abbès dans un match de championnat.

A l'époque, le bras de fer entre feu Kacem Belimam et Youcef Djebbari, deux figures de proue du club qui se disputaient tout le temps la présidence, avait atteint son paroxysme, conduisant à un "scandale" ayant terni l'image des "Hamraoua" qui courent après un titre depuis 1996.

Et comme l'histoire est un éternel recommencement, la bataille autour des commandes du MCO a été relancée de plus belle depuis quelques années.

Même l'avènement du professionnalisme en 2010 n'a rien changé dans les mentalités, puisqu'un nouveau litige oppose depuis quelque temps Ahmed Belhadj et Youcef Djebbari qui disent chacun de son côté avoir la majorité des actions de la Société sportive par actions (SSPA) du club.

Ce litige, parmi tant d'autres, a carrément paralysé le fonctionnement de la SSPA/MCO au point où le club se retrouve sans président depuis juin dernier, soit depuis que Belhadj a été contraint par les autorités locales de rendre le tablier et se soumettre ainsi à la pression des supporters, sortis dans la rue pour réclamer du "sang neuf".

Désigné au poste de directeur général, l'ancien joueur international Cherif El Ouezzani est réputé pour être un entraîneur plutôt qu'un administrateur.

Cela ne l'a pas empêché de tenter l'expérience, tout en ayant en même temps plein pouvoir sur le plan technique.

La crise financière achève le club

Mais au fil des mois, le champion d'Afrique avec la sélection algérienne en 1990 a commencé à se rendre compte de la difficulté de la mission, et du cadeau "empoisonné" qu'il a hérité.

D'ailleurs, dans toutes ses déclarations à la presse, il ne cesse d'appeler "au secours", réclamant notamment l'affiliation du club à une entreprise publique, seule solution, selon lui, pour éviter au MCO un avenir incertain.

Tablant au départ sur le rachat par l'entreprise "Hyproc" (filiale de Sonatrach) de la majorité des actions de la SSPA/MCO, Cherif El Ouezzani a dû déchanter.

L'entreprise en question n'est pas du tout prête à conclure une quelconque transaction dans ce sens avant que les présidents qui se sont succédé à la tête du club n'assainissent les différentes situations financières relatives à la période de leur règne.

Dans la foulée, le MCO s'enfoncé dans la crise financière et ses dirigeants, au lieu d'honorer leurs engagements envers leurs joueurs actuels qui ne sont pas payés depuis six mois, se retrouvent dans l'obligation d'apurer les dettes d'anciens joueurs.

Ces derniers, en plus de la plainte de Cavalli auprès de la Fifa, ont relancé de plus belle la guerre par médias interposés entre Cherif El Ouezzani et les anciens présidents, en particulier Ahmed Belhadj.

Celui-ci est même sorti récemment de son silence pour promettre de réclamer "en temps voulu des comptes à l'actuelle direction qui a bénéficié de grosses sommes d'argent cette saison émanant des sponsors du club", a-t-il prévenu.

Les propos de l'ex-patron des "Rouge et Blanc" sont perçus par l'actuelle direction comme étant des "accusations gratuites" qui portent préjudice à l'"honnêteté" des dirigeants en place et nécessitent une riposte.

Mais en fin de compte, il semblerait que Cherif El Ouezzani a préféré prôner la sagesse en annulant la conférence de presse qu'il comptait animer ces dernières heures pour répliquer à Belhadj. Un geste qui pourrait tempérer les ardeurs des uns et des autres mais pas pour longtemps, prédisent les observateurs, puisque la crise financière qui secoue le club, conjuguée à la situation économique difficile que traverse le pays, plongent tout le monde à "El Hamri" et dans les autres fiefs du MCO, dans l'inquiétude.

L'Italie autorise les entraînements collectifs, réponse le 28 mai pour le championnat

Les clubs de football de Serie A ont reçu le feu vert pour reprendre les entraînements collectifs mais devront attendre le 28 mai pour savoir si le championnat reprendra, a indiqué mardi le ministre italien des Sports Vincenzo Spadafora.

"Le comité scientifique technique a approuvé le protocole de la fédération italienne (FIGC) afin de reprendre les entraînements collectifs.

"C'est une excellente nouvelle", a déclaré M.Spadafora à la télévision publique, qualifiant la décision d'"étape décisive pour le retour du football en Italie".

Il a ajouté qu'un rendez-vous était prévu le 28 mai entre le président de la fédération Gabriele Gravina et celui de la Ligue Paolo Dal Pino afin de "décider si et quand la Serie A doit reprendre". "L'important est de reprendre avec la ferme intention de terminer le championnat, ensuite les fédérations décideront des modalités et des formats à adopter", a-t-il dit.

Une mesure controversée de quarantaine proposée par les autorités pour réduire les risques de propagation du Covid-19 est finalement abandonnée, a précisé le ministre.

Elle prévoyait une mise à u vert obligatoire de deux semaines à la reprise des entraînements collectifs et une quarantaine collective en cas de test positif au coronavirus parmi l'effectif.

Si un joueur était testé positif, il serait placé en quarantaine et le reste de l'équipe sera isolé et suivi, tout en continuant les entraînements en groupe.

Les effectifs des clubs de Serie A s'entraînent individuellement depuis le 4 mai.

Le championnat d'Italie, suspendu depuis le 9 mars, ne pourra pas reprendre avant le 14 juin, selon un décret gouvernemental publié lundi.

La pandémie de Covid-19 a tué plus de 32.000 personnes en Italie.

PREMIER LEAGUE Six cas positifs au coronavirus

La Premier League a annoncé mardi que sur une première série de 748 tests de dépistage au coronavirus, six joueurs ou membres de l'encadrement, appartenant à trois clubs différents, ont été déclarés positifs.

"Les joueurs ou membres du staff des clubs testés positifs vont maintenant s'auto-isoler pendant sept jours", a ajouté l'organisateur du Championnat anglais, qui ne précise ni les noms des joueurs ni ceux des clubs touchés.

Sachant qu'il y a 512 joueurs professionnels, les 748 tests représentent très probablement la totalité des effectifs et des membres de l'encadrement des clubs de l'élite anglaise.

A titre de comparaison, 10 cas positifs avaient été recensés en Allemagne, mais la vague de tests portait sur 1724 joueurs et membres de l'encadrement des 36 clubs de Bundesliga et Bundesliga 2 (D2).

APS

FAF

Installation du responsable du Département Intégrité la semaine prochaine

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé, mercredi sur son site officiel, qu'elle procédera, après les fêtes de l'Aïd El-Fitr, à l'installation officielle du responsable du Département Intégrité.

L'instance fédérale avait entamé depuis juillet 2019 des démarches auprès de la FIFA pour la création d'un tel département, avec l'ambition de promouvoir l'intégrité et la protection des matches et des compétitions du football en Algérie.

"Comme énoncé dans ses statuts, la FIFA a pour but d'empêcher que des méthodes et pratiques, telles que la corruption, le dopage ou la manipulation de matches, ne mettent en danger l'intégrité des matches, compétitions, joueurs, officiels et membres ou ne donnent lieu à des abus dans le football association", a rappelé la FAF dans son communiqué.

En août dernier, la fédération avait organisé des sessions et briefing au siège de la FAF et au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa au profit des membres des Commissions juridictionnelles de la fédération et de la Ligue de football professionnel (LFP), des dirigeants de



clubs professionnels et des arbitres internationaux. "L'étape qui s'en est suivie, a consisté en la recherche du profil rem-

plissant les exigences et les qualifications liées au poste de responsable de cette structure", conclut le communiqué de la FAF.

MAROC

Difaâ El Jadida se sépare de son entraîneur algérien Amrani

Le club marocain du Difaâ Hassani d'El Jadida a annoncé mardi s'être séparé de son entraîneur algérien Abdelkader Amrani en raison des répercussions de la crise sanitaire de coronavirus.

Dans un communiqué laconique, le pensionnaire de la D1 marocaine de football a expliqué que cette séparation

s'est faite "à l'amiable", de même que celle du préparateur physique Kamel Boudjennane, "suite à leur incapacité à retourner au Maroc en raison de la fermeture des frontières aériennes depuis mars dernier".

Dirigeants et joueurs du DHJ ont remercié les deux hommes pour leurs "efforts"

au club. Le championnat marocain de football reste toujours suspendu dans un pays qui a prolongé de trois semaines les mesures de confinement anti-coronavirus, soit jusqu'au 10 juin. L'entraîneur algérien, qui avait rejoint le club marocain en décembre dernier pour un contrat de six mois renouvelable en rempla-

cement de Badou Zaki, s'était préparé à cette éventualité, lui qui se trouve à Tlemcen, sa ville natale, depuis mars dernier. Selon la presse spécialisée, il serait en négociations avancées avec le CS Constantine qu'il avait conduit au titre de champion d'Algérie en 2017-2018, pour remplacer le partant Abdelkrim Khouda.

LIGUE 1 - AFFAIRE DU DERBY MC ALGER- USM ALGER

Le TAS de Lausanne se réunira le 5 juin pour statuer

Le Tribunal Arbitral du Sport (TAS) se réunira le 5 juin prochain, pour statuer sur l'appel formulé par l'USM Alger, suite à la décision du TAS algérien de le débouter dans l'affaire de son match perdu sur tapis vert contre le MC Alger, a appris l'APS mercredi auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football.

L'instance arbitrale internationale devait rendre son verdict en mars dernier mais a repoussé plusieurs audiences en raison de la pandémie du nouveau coro-

navirus (COVID-19). L'USMA avait boycotté son derby contre le MCA en raison de sa programmation pendant une date Fifa, alors que son effectif était amoindri par l'absence de joueurs retenus par la sélection militaire et du milieu offensif libyen Muaïd Ellafi.

Les "Rouge et Noir" pensaient être dans leur bon droit d'aller au bout de leur décision de boycott, surtout que le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi avait

clairement expliqué à la Ligue de football professionnel (LFP) qu'elle pouvait faire jouer des matchs de championnat national pendant les dates Fifa, à la seule condition que les clubs concernés soient consentants.

Après un premier recours rejeté par la commission d'appel de la FAF, le TAS algérien avait confirmé la première décision prononcée par la commission de discipline de la LFP : match perdu plus défalcation de trois points.

BELGIQUE

Martinez prolonge son contrat à la tête des "Diables Rouges"

L'Espagnol Roberto Martinez a prolongé son contrat de sélectionneur des "Diables Rouges" jusqu'en 2022, a annoncé mercredi la Fédération belge de football (RBFA). Le technicien de 46 ans dirige les "Diables Rouges" depuis 2016. Il a mené la Belgique à la troisième place au Mondial-2018,

la meilleure performance de l'histoire de l'équipe nationale belge. Martinez avait débuté sa carrière d'entraîneur à Swansea, en 2007. En 2009, il prenait la tête de Wigan. En 2013, il remportait la Coupe d'Angleterre contre Manchester City mais ne pouvait empêcher la relégation du club

en deuxième division. Quelques semaines plus tard, il signait à Everton, terminant cinquième pour sa première saison. En août 2016, il a été nommé sélectionneur de l'équipe nationale belge en remplacement de Marc Wilmots. Depuis, il a dirigé les "Diables Rouges" à 43 reprises.

Son bilan est de 34 victoires, 6 matchs nuls et seulement 3 défaites, avec 134 buts marqués pour 33 encaissés. La Belgique est N.1 au classement mondial de la FIFA. Son précédent contrat arrivait à échéance après l'Euro-2020, initialement programmé du 12 juin au 12 juillet mais reporté à 2021.

La MLS annule son All-Star Game

La Ligue nord-américaine de football (MLS) a annoncé mardi l'annulation de son All-Star Game 2020 et de deux autres compétitions impliquant certaines de ses franchises et des clubs du championnat mexicain, en raison de la pandémie de Covid-19.

Le All-Star Game devait opposer une équipe composée de joueurs de la MLS à une autre composée de joueurs de la Liga mexicaine, le 29 juillet à Los Angeles.

Le championnat nord-américain, suspendu depuis plus de deux mois en raison

de la pandémie de Covid-19, planche sur une reprise de sa saison sans pour l'heure avoir décidé de son timing ni de sa formule.

Raison pour laquelle ses dirigeants ont choisi d'annuler le All-Star Game, dont la prochaine édition en 2021 aura encore lieu à Los Angeles.

La ligue a néanmoins précisé qu'elle étudiait les candidatures de trois villes pour accueillir l'évènement en 2022.

En attendant, la MLS a également annulé la deuxième édition de la Coupe des

ligues, un tournoi créé l'an passé opposant les meilleures équipes de la MLS et de la Liga MX.

L'édition 2020 devait se dérouler entre juillet et septembre. La Campeones Cup, qui oppose le champion de 1 a MLS à celui de la Liga MX, a également été annulée.

Le match devait avoir lieu le 12 août à Seattle, entre les Sounders et un adversaire qui n'a pas encore pu être désigné, le coronavirus ayant également perturbé le déroulement du championnat mexicain.

Les Blues veulent prolonger Caballero

La direction de Chelsea a pris une décision au sujet de l'avenir de l'un de ses gardiens de but. Le club londonien conservera Willy Caballero dans son effectif. D'après le Daily Telegraph, les Blues vont prolonger d'une année le contrat du portier argentin de 38 ans, qui se termine à la fin de la saison 2019-2020. Recruté par le pensionnaire de Stamford Bridge durant l'été 2017, l'ancien footballeur de Manchester City est cantonné à un rôle de doublure de l'Espagnol Kepa Arrizabalaga. Depuis l'ouverture de cet exercice, il a disputé neuf matches toutes compétitions confondues, pour quatre rencontres de Premier League.



L'ATLETICO PENSE AUSSI À KURZAWA

En quête d'un nouveau latéral gauche, l'Atletico Madrid s'est positionné sur l'arrière du Paris Saint-Germain Layvin Kurzawa (27 ans, 22 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison). D'après le journal AS ce mardi, les Colchoneros apprécient le profil du Français, en fin de contrat en juin, et souhaitent le mettre en concurrence avec le Brésilien Renan Lodi l'an prochain. Une nouvelle piste des plus séduisantes pour l'ancien Monégasque, approché par l'Inter Milan ou le FC Barcelone, mais surtout annoncé proche d'Arsenal. De son côté, le Paris Saint-Germain prépare la suite et multiplie les pistes sur le flanc gauche, avec Alex Telles (FC Porto), Alex Sandro (Juventus Turin), Théo Hernandez (Milan AC) ou encore Nicolas Tagliafico (Ajax Amsterdam).

LIVERPOOL NE LÂCHE PAS WERNER !

A la recherche d'un nouveau buteur pour la saison prochaine, notamment dans la perspective d'un possible départ de Sadio Mané, Jurgen Klopp pense toujours à Timo Werner.

Les chances de voir Timo Werner poursuivre sa carrière à Leipzig sont très minces. Après s'être révélé en Bundesliga, l'attaquant allemand de 24 ans a littéralement explosé cette saison avec 21 buts en 26 rencontres (et 7 passes décisives !) et les clubs intéressés par son profil sont nombreux. Et prestigieux. Comme indiqué par le 10sport.com, Antonio Conte, à l'Inter Milan, en fait l'une de ses priorités, avec Pierre-Emerick Aubameyang (Arsenal). Mais un autre entraîneur de renom a également flashé sur Timo Werner. Il s'agit de Jurgen Klopp, coach de Liverpool.

L'intérêt de Jurgen Klopp pour Timo Werner n'est pas nouveau. Comme celui du Bayern Munich, hautement attentif sur le dossier (mais le joueur préfère quitter l'Allemagne). La piste est ouverte depuis de longs mois du côté de Liverpool. Mais d'après nos sources, elle fait partie des grandes priorités de Klopp pour l'été prochain. Le technicien allemand s'est même personnellement impliqué dans son transfert puisqu'il l'a appelé, à plusieurs reprises. Comme il l'a fait pour Kylian Mbappé (PSG), Klopp a fait en sorte d'expliquer son projet et ses ambitions pour Timo Werner. Très clairement, si Liverpool est amené à laisser filer l'une de ses cartouches offensives, Timo Werner sera l'heureux élu pour lui succéder. Et l'intérêt du Real Madrid pour Sadio Mané ouvre clairement la porte à transfert du Sénégalais. Mohamed Salah, également très courtisé, est lui-aussi concerné par un possible départ, lui qui a tout gagné comme Sané avec Liverpool. Respectivement en fin de contrat en juin 2021 et juin 2022, les deux gâchettes des Reds sont amenés à faire un choix : prolonger ou partir. Les deux options sont possibles et sont même prêtes à être activées (Mané et Salah ont reçu une offre pour prolonger). Reste à connaître leur décision. Mais si l'un d'eux choisit de faire ses valises, Jurgen Klopp se tient prêt à foncer sur son compatriote, Timo Werner.

LES REDS PAS CHAMPIONS ? KLOPP RÉAGIT

Jürgen Klopp a réagi au fait que Liverpool puisse passer à côté de son titre de champion d'Angleterre. "Il y a pire dans la vie que de ne pas devenir champion. Beaucoup de gens autour de nous ont de gros problèmes. Les gens meurent!", a lâché l'entraîneur allemand dans les colonnes de Bild. Il faut rappeler que le Royaume-Uni est l'un des pays européens les plus touchés par la pandémie de coronavirus, avec un ratio de 53,6 décès pour 100 000 habitants. On peut quand même imaginer que les instances attribueront le titre, alors que les Reds comptent 25 points d'avance sur leur dauphin (qui a un match en moins), après 29 jour-



VERS UNE FIN DE SAISON POUR REUS

Absent contre Schalke 04 (4-0), samedi en Bundesliga, Marco Reus (30 ans, 24 matchs et 12 buts toutes compétitions cette saison) ne devrait pas rejouer de la saison. Selon Bild, l'attaquant du Borussia Dortmund, pas épargné par les blessures, souffre d'un adducteur mais aussi d'un pied. Des pépins physiques qui pourraient le pousser à rester sur le flanc jusqu'au prochain exercice.

MKHITARYAN VEUT RESTER À ROME

Prêté par Arsenal à l'AS Rome cette saison, Henrikh Mkhitaryan a réalisé une belle saison sous les couleurs du club italien. Au point de vouloir y rester définitivement.

Henrikh Mkhitaryan a fait part de son envie de rester à l'AS Roma la saison prochaine après une saison passée en prêt dans la cité romaine. « Depuis le premier jour où je suis arrivé ici à Rome, je me sens très bien dans le club, dans la ville, et bien sûr, ce serait bien de rester ici », a déclaré Mkhitaryan rapporte Sky Sports.

Arsenal ne serait pas contre une vente de l'international arménien. Des négociations auraient débuté entre les deux clubs pour un transfert. Les Gunners réclameraient une somme comprise entre 10 et 12 millions d'euros. Un montant jugé un peu élevé par les dirigeants italiens. D'autant que l'ancien joueur de Borussia Dortmund a dépassé la trentaine et est sous contrat jusqu'en juin 2021.



JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT

Président Tebboune : "nous œuvrons inlassablement pour faire des étudiants la locomotive du développement"

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé mardi que l'Etat œuvrait inlassablement pour faire des étudiants la locomotive du processus de développement du pays

dans tous les secteurs. "Pour toutes les étudiantes et les étudiants, et en dépit du fait que votre journée nationale intervienne dans un contexte difficile, nous œuvrons inlassablement pour

faire de vous la locomotive du processus de développement du pays dans tous les domaines. Que Dieu vous préserve. Bon ramadhan et bonne fête de l'Aïd el Fitr. Vive l'Algérie", a écrit le président Tebboune dans un message publié sur les réseaux sociaux à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'Étudiant, coïncidant avec le 19 mai de chaque année.

ALGÉRIE-LIBYE

M. Djerad participe à la réunion par visioconférence du Groupe de contact sur la Libye

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a participé mardi à la réunion, par visioconférence, du Groupe de contact sur la Libye en qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué des services du Premier ministre. Ce groupe de contact a été créé conformément aux décisions prises lors du 33^{ème} sommet de l'Union africaine et sur recommandation du Conseil de paix et de sécurité de l'Organisation. Il a pour objectif de "promouvoir la coordination des efforts internationaux en vue d'aboutir à une solution durable à la crise libyenne au moyen d'un



dialogue inclusif", rappelle-t-on. M. Djerad a réitéré, lors de cette réunion, "la position constante de l'Algérie" appelant l'ensemble des acteurs libyens à "la nécessité du dialogue et de la réconciliation nationale en tant que seule alternative pour préserver l'unité, la sécurité et la stabilité de la Libye, et éloigner ainsi le spectre de la division, de la violence et des luttes fratricides".

Il a également fait part de "la volonté de l'Algérie à continuer à déployer tous les efforts diplomatiques en vue d'aboutir au règlement pacifique de la crise libyenne".

FINANCES

M. Raouya évoque la coopération économique avec le vice-président de la SFI

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a tenu mardi une rencontre de travail avec le vice-président pour la région Moyen-Orient et Afrique (MENA) de la Société financière internationale (SFI), Sergio PIMENTA, au cours de laquelle les deux parties ont convenu de renforcer la coopération dans le cadre de la diversification de l'économie algérienne, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue par visioconférence, a été mise à profit pour poursuivre le dialogue visant à renforcer le programme de coopération entre les deux parties, notamment dans le contexte actuel marqué par le COVID-19, a précisé la même source. A cette occasion, le ministre des Finances a évoqué les mesures de riposte prises par l'Algérie face à la crise sanitaire, notamment celles ayant trait au secteur socio-économique. M. Raouya a invité le représentant de la SFI, laquelle figure parmi les 5 agences

du Groupe de la Banque Mondiale, à examiner les voies et moyens permettant de bénéficier de l'expertise capitalisée de son institution en matière de développement du secteur privé et du secteur bancaire dans une perspective de diversification de l'économie algérienne, a ajouté le communiqué. Lors de cette rencontre, la question du développement des start-up a été également abordée ainsi que les mesures d'accompagnement de ce segment novateur pour l'économie qui seront mises en place incessamment par la SFI en Algérie. Pour sa part, Sergio Pimenta a réitéré l'engagement de la SFI à soutenir l'Algérie, notamment durant la pandémie du coronavirus, en exposant toutes les possibilités d'accompagnement mises en place par son agence pour la période post-COVID à l'effet de soutenir le secteur privé qui constitue la vocation principale de cette institution, a conclu le communiqué.

GHARDAÏA

L'Instance religieuse du rite Ibadite appelle à accomplir la prière de l'Aïd à domicile et à réduire les visites des cimetières

Le conseil "Ammi Said", instance religieuse du rite Ibadite, appelle l'ensemble des fidèles à accomplir la prière de l'Aïd El Fitr à domicile et à réduire au maximum les visites des cimetières durant cette fête. Dans un communiqué rendu public à l'approche de la fête de l'Aïd El-Fitr et dont l'APS a obtenu une copie, le Conseil "Ammi Said" a indiqué que "conformément aux préceptes de l'Islam qui préservent la vie contre tous les périls et soucieux de la protection des vies en premier lieu et de l'accomplissement de la religion en deuxième, la prière de l'Aïd El-Fitr sera effectuée individuellement,

ou collectivement avec les membres de la famille, sans prise de risques en cette période de pandémie de Covid-19". Le Conseil du rite Ibadite "Ammi Said", qui rappelle que l'Algérie, comme tous les pays du monde, vit une situation d'urgence sanitaire pour se protéger contre la propagation du coronavirus, avec les mesures d'interdiction des rassemblements qui font planer le risque de contagion, exhorte la population à rester à domicile et à ne sortir qu'en cas de nécessité extrême. L'instance religieuse du rite Ibadite préconise l'utilisation des nouvelles technologies de communication (télé-

phone, SMS, réseaux sociaux) pour présenter les vœux et d'éviter les visites familiales tout en précisant l'obligation de s'acquitter de la Zakat El-Fitr et des offrandes et dons pour les orphelins et les démunis.

Elle fait observer que cette situation de crise sanitaire pousse à se tourner encore plus vers Allah le tout puissant, en acceptant son destin et l'implorer pour lever cette pandémie, avant d'appeler à respecter les mesures préventives prises par les autorités du pays, notamment le confinement partiel, pour endiguer la propagation du Covid-19.

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS Confinement partiel de 13h à 7h durant les deux jours de l'Aïd el Fitr

Le confinement partiel durant les deux jours de l'Aïd el Fitr sera applicable de 13h00 jusqu'au lendemain à 07h00 à toutes les wilayas, dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'épidémie du Coronavirus, indique mardi un communiqué des services du Premier ministre.

"En application des directives du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion avec les membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19), le Premier ministre, Monsieur Abdelaziz Djerad a décidé la mise en œuvre de mesures complémentaires de prévention à observer à l'occasion de la fête de l'Aïd El Fitr", précise la même source. "Dans ce cadre, un confinement partiel à domicile sera applicable de 13h00 jusqu'au lendemain à 07h00 à toutes les wilayas durant les deux (02) jours de la fête de l'Aïd El Fitr", souligne le communiqué, ajoutant que "durant ces deux jours, la circulation de tous les véhicules, y compris les motos, sera également suspendue entre les wilayas et à l'intérieur de la wilaya".

Par ailleurs, la même source a relevé que "les enquêtes épidémiologiques réalisées par les services spécialisés du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière ont révélé que la majorité des cas de contamination a été enregistrée à l'occasion d'événements familiaux et de regroupements de personnes".

Partant de ce constat, "le gouvernement fait appel au sens de la responsabilité individuelle et collective et à l'extrême vigilance des citoyens et les exhorte à ce titre, d'éviter toutes les situations qui favorisent la propagation de l'épidémie du Coronavirus, en particulier les attroupements de personnes et les regroupements familiaux". A cette occasion, le gouvernement rappelle à tous les citoyens "la nécessité d'observer les mesures de prévention et les règles d'hygiène et de distanciation sociale ainsi que l'obligation de porter un masque de protection, en toutes circonstances et en particulier dans les espaces publics fermés ou ouverts, tels que les marchés, les souks et les cimetières. Le défaut de port du masque sera sanctionné". Pour ce faire, "le gouvernement, outre la mobilisation de tout le potentiel national de production de textile, autorise l'ouverture de commerces de gros et de détail de tissus, de mercerie et de bonneterie et d'ateliers de confection afin d'encourager la production des masques grand public".

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Quatre bombes de confection artisanale détruites à Tébessa

Quatre (04) bombes de confection artisanale ont été détruites lundi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'une opération de recherche et de ratissage menée dans la commune de Bir El-Ater, wilaya de Tébessa, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale po-

pulaire a découvert et détruit, le 18 mai 2020, quatre (04) bombes de confection artisanale lors d'une opération de recherche et de ratissage menée dans la commune de Bir El-Ater, wilaya de Tébessa en 5^e Région militaire", précise la même source.

Selon le MDN, onze (11) individus ont été interceptés à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezam (6^{er}RM), dans le

cadre de la lutte contre la criminalité organisée, par des détachements de l'ANP qui ont saisi également (03) camions, (09) véhicules tout-terrain, (6920) litres de carburants, (28.595) tonnes de denrées alimentaires, ainsi que des équipements d'orpaillage.

Par ailleurs, des Garde-frontières ont saisi (83) kilogrammes de kif traité à Nâama et (17) kilogrammes à Tlemcen

(2^eRM), tandis que s Gardes-côtes ont saisi, à Oran, une autre quantité de la même substance s'élevant à (92) kilogrammes, et ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de (10) individus au nord de Cap Falcon à Oran, ajoute-t-on. De même, dix-sept (17) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen et Tamanrasset.

APS